



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens -

Décembre 2025 et janvier 2026

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 1 629 482,60\$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 4 mars 2026

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

**Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Décembre 2025 et janvier 2026

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Les troisième et quatrième cycles de la troisième année de la présente étude comptaient en tout quinze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus) qui ont été menés du 2 décembre 2025 au 26 janvier 2026.

This publication is also available in English under the title: Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views - December 2025 & January 2026.

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à por-rop@pco-bcp.ca, ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, local 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4F-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9379

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22 :

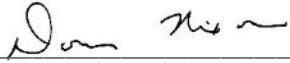
CP12-4E-PDF (Rapport final en anglais)

ISSN 2816-9360

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque ainsi que dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent aucune information portant sur les intentions de vote électorales, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date: 4 mars 2026

Donna Nixon, associée

The Strategic Counsel

Table des matières

Sommaire	6
Introduction	6
Méthodologie.....	7
Principales constatations	9
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	9
Grands projets d'infrastructure (Autochtones résidant au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, résidents de grands centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan ; résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents d'Ottawa et de la Région de la capitale nationale âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec).....	12
Maisons Canada (résidents d'Ottawa et de la Région de la capitale nationale âgés de 30 à 60 ans).....	15
Coût de la vie (résidents du Canada atlantique, femmes résidant en Colombie-Britannique, résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel [Ontario]).....	16
Commerce international (résidents du Canada atlantique, femmes résidant en Colombie-Britannique, résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel [Ontario], résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal. Résidents de Calgary et d'Edmonton, résidents du sud-ouest de l'Ontario).....	20
Souveraineté arctique et Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents de Calgary et d'Edmonton, résidents du sud-ouest de l'Ontario)	23
Nutrition Nord Canada (résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de grands centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents d'Ottawa et de la Région de la capitale nationale [Ontario] âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec)	24
Stratégie d'approvisionnement pour les entreprises autochtones (résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de grands centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec).....	25
Toxicomanie (résidents d'Ottawa et de la Région de la capitale nationale âgés de 30 à 60 ans)	26
Étiquetage nutritionnel (résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région du Grand Toronto, résidents du Québec).....	27
Campagne publicitaire sur l'abordabilité (sud-ouest de l'Ontario).....	28
Résultats détaillés.....	30

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	36
Avions de combat F-35 (résidents de la région du Grand Toronto, résidents d'Ottawa et de la Région de la capitale nationale, résidents du Québec).....	37
Fonction publique fédérale (résidents de la Région de la capitale nationale)	39
Train à grande vitesse (corridor Ottawa-Montréal)	40
Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels (sud-ouest de l'Ontario).....	40
Grands projets d'infrastructure (résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de grands centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec)	42
Maisons Canada (résidents d'Ottawa et de la Région de la capitale nationale âgés de 30 à 60 ans).....	57
Coût de la vie (résidents du Canada atlantique, femmes résidant en Colombie-Britannique, résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel [Ontario]).....	59
Commerce international (résidents du Canada atlantique, femmes résidant en Colombie- Britannique, résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel [Ontario], résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal. Résidents de Calgary et d'Edmonton, résidents du sud-ouest de l'Ontario).....	67
Relations commerciales Canada-Etats-Unis (résidents du Canada atlantique, femmes résidant en C.-B., résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel [Ontario], résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents de Calgary et d'Edmonton)	67
Partenariats commerciaux mondiaux (résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa- Montréal, résidents de Calgary et d'Edmonton, résidents du sud-ouest de l'Ontario).....	71
Souveraineté arctique et Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents de Calgary et d'Edmonton, résidents du sud-ouest de l'Ontario).....	73
Nutrition Nord Canada (résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de grands centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec)	76
Stratégie d'approvisionnement pour les entreprises autochtones (résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec)	80



Toxicomanie (résidents d'Ottawa et de la Région de la capitale nationale âgés de 30 à 60 ans).....	85
Étiquetage nutritionnel (résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région du Grand Toronto, résidents du Québec)	86
Campagne publicitaire sur l'abordabilité (sud-ouest de l'Ontario)	90

Annexes 94

Annexe A - Questionnaires de recrutement	95
Questionnaire de recrutement français – décembre 2025.....	96
Questionnaire de recrutement anglais – décembre 2025	105
Questionnaire de recrutement français – janvier 2026.....	114
Questionnaire de recrutement anglais – janvier 2026	123
Annexe B – Guides de discussion.....	133
Guide de modérateur français – décembre 2025	134
Guide de modérateur français – janvier 2026	148
Guide de modérateur anglais – décembre 2025.....	160
Guide de modérateur anglais – janvier 2026.....	172
Annexe C – Concepts Publicitaires.....	182
Grands projets d'infrastructure.....	183
Nutrition Nord Canada	191
Stratégie d'approvisionnement pour les entreprises autochtones	193
Étiquetage nutritionnel	195

Sommaire

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener, auprès de membres du public dans l'ensemble du pays, des cycles continus de recherche par groupe de discussion portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté ; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral ; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser au point de vue des Canadiennes et des Canadiens et à leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent claires et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement du Canada.

Le présent rapport comprend les conclusions qui ressortent de quinze (15) groupes de discussion menés en ligne du 2 décembre 2025 au 26 janvier 2026, à différents endroits du pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

La recherche menée au cours de ce cycle s'est principalement centrée sur les opinions des participants concernant une série de grands projets d'intérêt national que le gouvernement du Canada avait récemment annoncés ainsi que leur point de vue concernant les nombreuses mesures et initiatives visant à rendre la vie au Canada plus abordable à l'avenir. Plusieurs discussions se sont également focalisées sur les relations commerciales du gouvernement du Canada à l'échelle internationale (tant avec les États-Unis qu'avec d'autres partenaires mondiaux), ainsi que sur la question de la souveraineté dans L'Arctique et sur l'appartenance du Canada à des alliances telles que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Les participants de tous les groupes ont discuté des dernières nouvelles d'actualité au sujet du gouvernement du Canada, certains d'entre eux s'étant plus particulièrement intéressés à des questions comme l'achat prévu d'avions de combat F-35 aux États-Unis, les réductions d'effectifs envisagées ainsi que les mesures prévoyant le retour au bureau des fonctionnaires fédéraux, la construction de la nouvelle ligne ferroviaire à grande vitesse Alto, ainsi que la nouvelle Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels.

Parmi les autres thèmes abordés au cours de ce cycle de recherche figuraient l'initiative « Maisons Canada », la toxicomanie, la stratégie d'approvisionnement du gouvernement fédéral auprès des entreprises autochtones, ainsi que des concepts vidéo publicitaires élaborés pour présenter les mesures que prend le gouvernement du Canada pour venir en aide aux ménages confrontés à des difficultés liées à l'abordabilité et au coût de la vie. Les participants de certains groupes ont également discuté du programme Nutrition Nord Canada (NNC), tandis que d'autres ont fait part de leurs opinions concernant des messages qui avaient été conçus dans le but d'informer et de sensibiliser les Canadiens au sujet des étiquettes nutritionnelles figurant sur les emballages de produits alimentaires.

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Groupe cible

- Résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont principalement été répartis en fonction de la situation géographique.
- Certains groupes se sont focalisés sur des cohortes précises de la population, dont des Autochtones, des femmes et des particuliers âgés de 30 à 60 ans.

Approche détaillée

- Quinze groupes de discussion ont été menés dans diverses régions du Canada.
- Douze groupes ont été menés parmi des membres de la population générale résidant dans de grands centres urbains de la Saskatchewan et du Manitoba, dans la région métropolitaine de Vancouver et à l'île de Vancouver, au Québec, au Canada atlantique, à Saskatoon et Regina, dans la région métropolitaine de Montréal, dans les régions de York et de Peel (Ontario), au Yukon, dans le corridor Ottawa-Montréal, à Edmonton et Calgary ainsi que dans le sud-ouest de l'Ontario.
- Les autres groupes de discussion ont été menés parmi des sous-groupes clés de la population composés :
 - D'Autochtones résidant dans les Territoires du Nord-Ouest, au Yukon et au Nunavut ;
 - De particuliers âgés de 30 à 60 ans résidant à Ottawa et dans la Région de la capitale nationale (RCN) ;
 - De femmes résidant dans la région du Lower Mainland de la Colombie-Britannique (C.-B.).
- Les groupes de discussion tenus au Québec et dans le corridor Ottawa-Montréal ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été animés en anglais.
- Toutes les discussions de groupe pour ce cycle se sont tenues en ligne.

- Huit participants au total ont été recrutés par groupe, en presumant pouvoir compter sur la présence de six à huit participants.
- Dans tous les lieux, 115 participants au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Décembre 2025						
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	1	ANGLAIS	Mardi 2 d écembre	19 h à 21 h	Autochtones	7
Résidents de grands centres urbains de la Saskatchewan et du Manitoba	2	ANGLAIS	Mercredi 3 décembre	19 h à 21 h	Membres de la population générale	7
Région métropolitaine de Vancouver et île de Vancouver	3	ANGLAIS	Jeudi 4 décembre	21 h à 23 h	Membres de la population générale	7
Région du Grand Toronto	4	ANGLAIS	Mardi 9 d décembre	18 h à 20 h	Membres de la population générale	7
Ottawa et Région de la capitale nationale.	5	ANGLAIS	Mercredi 10 décembre	18 h à 20 h	Particuliers âgés de 30 à 60 ans	8
Résidents du Québec	6	FRANÇAIS	Jeudi 11 d décembre	18 h à 20 h	Membres de la population générale	8
Janvier 2026						
Canada atlantique	1	ANGLAIS	Mercredi 7 janvier	17 h à 19 h	Membres de la population générale	8
Région du Lower Mainland de la Colombie-Britannique	2	ANGLAIS	Jeudi 8 janvier	21 h à 23 h	Femmes	8
Résidents de Saskatoon et Regina	3	ANGLAIS	Mardi 13 janvier	19 h à 21 h	Membres de la population générale	8
Région métropolitaine de Montréal	4	FRANÇAIS	Mercredi 14 janvier	18 h à 20 h	Membres de la population générale	8
Régions de York et de Peel (Ontario)	5	ANGLAIS	Jeudi 15 janvier	18 h à 20 h	Membres de la population générale	8

Yukon	6	ANGLAIS	Mardi 20 j anvier	20 h à 22 h	Membres de la population générale	8
Corridor Ottawa-Montréal	7	FRANÇAIS	Mercredi 21 janvier	18 h à 20 h	Membres de la population générale	7
Résidents d'Edmonton et de Calgary	8	ANGLAIS	Jeudi 22 ja nvier	20 h à 22 h	Membres de la population générale	8
Résidents du sud-ouest de l'Ontario	9	ANGLAIS	Lundi 26 j anvier	18 h à 20 h	Membres de la population générale	8
Nombre total de participants						115

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un large éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, notamment la présentation par le gouvernement du Canada de son budget annuel, la réponse permanente aux tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur des importations canadiennes, ainsi que les discussions entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Alberta concernant la construction éventuelle d'un nouvel oléoduc s'étendant de l'Alberta à la côte ouest de la Colombie-Britannique (C.-B.). Les participants se sont également souvenus avoir entendu dire qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) avait annoncé son intention de modifier ses politiques d'immigration, notamment en réduisant le nombre de particuliers admis au Canada au titre des permis de travail pour travailleurs étrangers temporaires (TET) et des permis d'études pour étudiants étrangers au cours des prochaines années.

Les participants se sont également souvenus d'un certain nombre d'annonces et d'initiatives en lien avec des initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Au nombre de celle-ci figuraient les efforts continus visant à apporter un soutien militaire, financier et humanitaire à l'Ukraine, l'annonce de nouveaux accords commerciaux conclus respectivement avec les gouvernements chinois et qatari, ainsi que la participation du premier ministre (PM) et d'autres responsables fédéraux au 56^e Forum économique mondial (FEM), qui s'est tenu du 19 au 23 janvier 2026 à Davos-Klosters (Suisse).



Avions de combat F-35 (résidents de la région du Grand Toronto, résidents d'Ottawa et de la Région de la capitale nationale, résidents du Québec)

Les participants de trois groupes se sont vu poser des questions complémentaires au sujet de la décision du gouvernement du Canada d'acheter plusieurs avions de combat F-35 de fabrication américaine et de la question de savoir s'il devait donner suite à cet engagement. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant la décision éventuelle du gouvernement du Canada de modifier son projet d'achat d'avions de combat F-35 pour les Forces armées canadiennes (FAC), seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative.

Les participants se sont vu informer que, si le gouvernement du Canada s'était engagé à acquérir un certain nombre d'avions de combat F-35 pour remplacer ses CF-18 vieillissants, la possibilité s'offrait à lui d'acheter d'autres types d'avions (tels que l'avion de combat Gripen de fabrication suédoise) auprès de fournisseurs d'autres pays. Dans l'ensemble, bon nombre d'entre eux estimaient important que le Canada diversifie encore plus diversifier ses partenaires d'approvisionnement en matière d'équipement et de technologies de défense. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que, tant que des options de rechange comme le Gripen présentaient un rapport qualité-prix similaire, il n'y avait aucune raison pour que le gouvernement du Canada n'envisage pas ces possibilités. Un certain nombre de participants estimaient également que, compte tenu de l'incertitude permanente entourant les relations économiques entre le Canada et les États-Unis et du maintien des tarifs douaniers américains sur une vaste gamme de produits importés du Canada, il était logique que le Canada envisage désormais de réduire sa dépendance vis-à-vis des États-Unis en matière de sécurité nationale.

Certains étaient toutefois d'un avis quelque peu différent, estimant que, même s'il était devenu de plus en plus difficile de négocier avec les États-Unis ces derniers mois, il était essentiel que, compte tenu de leur proximité géographique, les deux pays continuent d'entretenir un partenariat étroit et cordial en matière de défense. Dans cette optique, on estimait qu'il était important que le gouvernement du Canada réfléchisse attentivement à la riposte potentielle des États-Unis avant de prendre toute décision concernant la résiliation de son engagement d'achat de F-35.

Fonction publique fédérale (résidents de la Région de la capitale nationale)

Le groupe composé de particuliers résidant à Ottawa et dans la Région de la capitale nationale a tenu une brève discussion concernant les réductions potentielles d'effectifs et les nouvelles politiques de retour au bureau au sein de la fonction publique fédérale. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant d'éventuelles suppressions de postes dans la fonction publique fédérale, bon nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Si quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que les dépenses fédérales avaient été trop élevées ces dernières années et estimaient que des réductions budgétaires seraient probablement nécessaires à l'avenir, plusieurs se demandaient si la suppression de postes dans la fonction publique fédérale constituait la bonne voie à suivre pour le gouvernement du Canada.

À la question de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant l'éventuelle mise à jour des politiques du gouvernement du Canada sur le retour au bureau des fonctionnaires fédéraux, la plupart ont répondu par l'affirmative. Un grand nombre de participants ont exprimé des

commentaires négatifs, plusieurs d'entre eux estimant qu'un tel changement de politique obligerait de nombreux fonctionnaires fédéraux à consacrer beaucoup plus de temps chaque jour à leurs trajets domicile-travail, ce qui réduirait le temps dont ils disposent pour se consacrer à leurs tâches professionnelles et à d'autres aspects de leur vie. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que, plutôt que d'instaurer une politique générale de retour au bureau, le gouvernement fédéral devait déterminer au cas par cas si la présence des employés au bureau était nécessaire, et ce, en fonction de leurs responsabilités professionnelles respectives.

Train à grande vitesse (corridor Ottawa-Montréal)

Les participants résidant dans le corridor Ottawa-Montréal se sont vu poser quelques questions complémentaires concernant les projets du gouvernement fédéral visant à développer un réseau ferroviaire à grande vitesse dans leur région. À la question de savoir s'ils avaient entendu parler d'un projet du gouvernement du Canada visant à développer une ligne ferroviaire à grande vitesse entre Toronto et Québec, tous les participants ont répondu par l'affirmative. Faisant part de leurs réactions, si ces derniers considéraient que ce projet permettrait d'accélérer les déplacements le long du corridor entre Toronto à Québec, un certain nombre d'entre eux ont exprimé leur inquiétude quant à ce qu'ils percevaient comme étant le coût financier élevé associé à la réalisation d'un projet de transport d'une telle envergure. Parmi ces participants, on était d'avis qu'il existait déjà de nombreux moyens de se déplacer relativement rapidement entre Toronto et Québec, tandis que d'autres estimaient qu'il y avait probablement d'autres priorités plus immédiates sur lesquelles le gouvernement du Canada devait se concentrer.

Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels (sud-ouest de l'Ontario)

Le groupe composé de résidents du sud-ouest de l'Ontario a tenu une brève discussion sur l'« Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels » récemment annoncée, ainsi que sur d'autres mesures que le gouvernement fédéral comptait mettre en place pour rendre les denrées alimentaires plus abordables dans l'intérêt des Canadiens.

Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada avait annoncé la mise en place de l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels (anciennement connu sous le nom de « crédit pour taxe sur les produits et services » [TPS]) ainsi que d'autres mesures visant à accroître la production alimentaire nationale, favoriser la concurrence dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire, renforcer la sécurité alimentaire dans le Nord canadien et fournir une aide supplémentaire de 20 millions de dollars aux banques alimentaires, la plupart des participants ont bien accueilli ces mesures. Plusieurs d'entre eux espéraient que ces initiatives contribueraient à soutenir les nombreux ménages à revenu faible et moyen, selon eux, peinaient à faire face au coût élevé de la vie. Aucun participant n'estimait cependant que des initiatives telles que l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels seraient efficaces pour rendre les produits d'épicerie et autres produits essentiels plus abordables à long terme. Dans le même ordre d'idées, plusieurs participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada devait prendre davantage de mesures pour stabiliser et faire baisser le coût des produits d'épicerie à l'avenir, certains estimant que les prix des produits alimentaires avaient continué d'augmenter ces dernières années en dépit d'un ralentissement du taux d'inflation général.

Grands projets d'infrastructure (Autochtones résidant au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, résidents de grands centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan ; résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents d'Ottawa et de la Région de la capitale nationale âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec)

Les participants de cinq groupes ont pris part à des discussions portant sur les grands projets d'infrastructure d'intérêt national qu'avait récemment annoncés le gouvernement fédéral. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit en rapport avec le gouvernement du Canada et de grands projets d'infrastructure, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative. Parmi ceux qui en avaient entendu parler, certains projets ont notamment été évoqués, dont le projet d'expansion de la mine Red Chris, le projet du port de Churchill Plus ainsi que le projet LNG Canada — Phase 2.

Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada avait récemment annoncé plusieurs grands projets d'infrastructure à l'étude visant à contribuer à la transformation de l'économie canadienne, les participants se sont vu présenter de l'information concernant les grands projets annoncés pour leurs régions respectives, à savoir :

Ontario

Les groupes issus de la région du Grand Toronto (RGT), d'Ottawa et de la RCN se sont vu fournir de l'information au sujet du projet de nouvelle centrale nucléaire de Darlington, à Clarington (Ontario), et du projet nickélifère Crawford de la société Canada Nickel, à Timmins (Ontario).

Dans l'ensemble, les participants ont pour la plupart réagi positivement à ces projets, bon nombre d'entre eux se réjouissant particulièrement de ce qu'ils percevaient comme étant une volonté accrue du gouvernement fédéral de développer davantage l'énergie nucléaire au Canada à l'avenir. Selon plusieurs d'entre eux, l'énergie nucléaire constituait une source d'énergie renouvelable sûre et propre, et un certain nombre d'entre eux estimaient que des projets comme celui de la nouvelle centrale nucléaire de Darlington contribueraient à rendre l'énergie plus abordable dans l'intérêt des Canadiens et à renforcer la position économique du Canada dans le secteur des énergies propres. Parmi le petit nombre de participants ayant mentionné le projet nickélifère Crawford de la société Canada Nickel, on était d'avis que le gouvernement fédéral devait accorder davantage d'importance à l'exploitation minière et à l'exportation de minéraux critiques tels que le nickel, d'autres estimant qu'il s'agissait d'un domaine dans lequel Le Canada jouissait d'un avantage concurrentiel par rapport à plusieurs économies comparables dans le monde.

Québec

Les participants du groupe composé de résidents du Québec se sont vu fournir de l'information concernant le projet de terminal à conteneurs de Contrecoeur, à Contrecoeur (Québec), ainsi que le projet de la mine Matawinie de Nouveau Monde Graphite, à Saint-Michel-des-Saints (Québec).

Faisant part de leurs réactions, plusieurs d'entre eux étaient d'avis que ces initiatives entraîneraient des retombées économiques appréciables pour le Québec (ainsi que pour l'ensemble du Canada), et bon nombre d'entre eux s'attendaient à ce que ces deux projets constituent de bonnes sources d'emplois pour la province sur le long terme. On était d'avis que des initiatives comme le projet de terminal à conteneurs de Contrecœur contribueraient à accroître la capacité commerciale du Canada dans les années à venir, tandis que d'autres estimaient que l'exploitation accrue de minéraux critiques, comme le graphite, aiderait désormais à renforcer la sécurité économique du Canada et la capacité du pays à exporter ces ressources vers des partenaires commerciaux internationaux.

Manitoba et Saskatchewan

Les participants du groupe composé de particuliers résidant dans de grands centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan se sont vu fournir de l'information concernant le projet de mine de cuivre de Foran à McIlvanna Bay dans le Centre-Est de la Saskatchewan ainsi que le projet du port de Churchill Plus dans le nord du Manitoba.

Les participants ont pour la plupart positivement réagi à ces initiatives, plusieurs d'entre eux s'attendant à ce qu'elles constituent une source d'emplois bien rémunérés pour les travailleurs du Manitoba et de la Saskatchewan, et qu'elles contribuent à accroître l'activité économique dans ces provinces. Tout en soutenant ces projets, un certain nombre d'entre eux estimaient qu'il était important de prendre des mesures pour veiller à ce que ces projets n'aient pas d'impact négatif sur l'environnement immédiat et le bien-être des résidents de collectivités avoisinantes.

À la question de savoir quelles retombées positives, le cas échéant, ils espéraient voir découler du projet du port de Churchill Plus et de l'extension des routes commerciales dans le Nord canadien en passant par la baie d'Hudson, plusieurs participants ont réitéré leur espoir que le projet favoriserait la création d'emplois et stimulerait l'activité économique dans le centre du Canada. Un certain nombre d'entre eux estimaient qu'en investissant dans le prolongement de ces routes commerciales, le gouvernement du Canada faciliterait l'expédition de matériaux et de produits vers le marché international dans l'intérêt des chefs d'entreprise du Manitoba et de la Saskatchewan. Parmi ces participants, on s'attendait à ce que cela entraîne une croissance économique significative dans toute la région au cours des années à venir.

Colombie-Britannique

Les participants du groupe composé de résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver ont tenu une discussion portant sur le projet LNG Canada — Phase 2 à Kitimat (C.-B.), l'agrandissement de la mine Red Chris dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique, la ligne de transport d'électricité de la côte nord dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique et le projet Ksi Lisims LNG à l'île Pearse (C.-B.).

Les participants ont pour la plupart favorablement accueilli ces projets, plusieurs d'entre eux estimant que ces investissements du gouvernement fédéral étaient susceptibles de stimuler de manière significative l'activité économique en Colombie-Britannique, ainsi que dans l'ensemble du Canada, dans les années à venir. Un certain nombre d'entre eux ont toutefois exprimé des inquiétudes quant aux potentielles répercussions négatives de ces projets sur l'environnement (notamment sur les

écosystèmes côtiers uniques de la Colombie-Britannique) et estimaient qu'il était important que le gouvernement du Canada mette en place une réglementation et des mesures de surveillance afin de garantir que les projets soient réalisés dans le plus grand respect possible de l'environnement.

Nord canadien

Les participants du groupe composé d'Autochtones résidant dans les Territoires du Nord-Ouest, au Yukon et au Nunavut se sont vu fournir de l'information concernant le projet hydroélectrique de la Nunavut Nukiksautiit Corporation à Iqaluit (Nunavut) et le projet de terminal de GNL Ksi Lisims à l'île Pearce (C.-B.).

Ces derniers ont tous réagi positivement à ces initiatives, bon nombre d'entre eux louant tout particulièrement le fait que ces projets seraient entièrement détenus et exploités par des Autochtones. Plusieurs d'entre eux ont également réagi de manière positive à ce qu'ils percevaient comme étant l'importance accordée aux énergies propres, à la durabilité et à la réduction des émissions de carbone dans le cadre de ces projets. Un certain nombre d'entre eux espéraient que ces derniers contribuent à favoriser la création d'emplois au sein des communautés autochtones ainsi qu'à stimuler l'activité économique dans l'ensemble du Nord canadien.

Les participants de tous les groupes se sont vu poser la question de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit à propos du gouvernement du Canada en lien avec des pipelines. Tout compte fait, un grand nombre de participants ont déclaré avoir entendu parler de l'affaire, plusieurs se souvenant avoir pris connaissance d'informations selon lesquelles le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Alberta étaient parvenus à un accord visant à étudier la construction d'un oléoduc et d'un gazoduc reliant l'Alberta à la côte ouest du Canada. Un certain nombre d'entre eux se sont également souvenus avoir entendu dire que le gouvernement de la Colombie-Britannique et de nombreux groupes autochtones s'étaient opposés à cet accord, et que des discussions étaient en cours pour déterminer si un projet de type finirait par voir le jour.

Après s'être vu fournir de l'information concernant la signature par le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Alberta d'un nouvel accord de coopération énergétique précisant les conditions à remplir pour la réalisation d'un nouvel oléoduc en direction du Pacifique, les participants ont exprimé des avis partagés, le nombre de ceux en faveur de ce projet étant à peu près égal à celui des participants étant d'un autre avis. Parmi ceux qui ont réagi de manière plus positive, plusieurs estimaient que la construction d'un nouvel oléoduc vers le Pacifique s'avérerait très bénéfique pour l'économie canadienne, car elle permettrait aux entreprises pétrolières et gazières canadiennes d'acheminer plus facilement leurs ressources vers le marché mondial et d'étendre leurs activités commerciales en collaboration avec des partenaires économiques du Canada en Asie. Parmi ceux qui étaient opposés à cet accord ou qui avaient des inquiétudes à son sujet, bon nombre de participants s'inquiétaient de l'impact que ce projet pourrait avoir sur l'environnement, notamment sur la faune et les écosystèmes uniques se trouvant actuellement dans le tracé proposé pour cet oléoduc. Un certain nombre d'entre eux étaient particulièrement préoccupés par le risque d'accident que comporte ce pipeline, notamment de déversements de pétrole, qui, selon eux, pourraient causer des dommages irréversibles à l'environnement immédiat et à d'importantes voies navigables côtières.

Les participants de tous les groupes, à l'exception de ceux résidant dans les Territoires du Nord-Ouest, au Yukon et au Nunavut, se sont vu informer que certains avaient suggéré que, plutôt que de construire de nouveaux pipelines entre l'Alberta et la Colombie-Britannique, il fallait plutôt se concentrer sur l'extension de pipelines existants, comme le pipeline Trans Mountain. Ces derniers se sont également fait dire que d'autres avaient suggéré de déployer des efforts tant pour construire de nouveaux pipelines que pour agrandir ceux qui existent déjà. Lorsqu'on leur a demandé laquelle de ces opinions correspondait le plus à la leur, le nombre de participants estimant que le gouvernement du Canada devait concentrer ses efforts à agrandir les pipelines existants était à peu près égal à celui des participants estimant qu'il fallait consacrer des efforts à faire les deux. Parmi ceux qui étaient d'avis qu'il fallait accorder davantage d'importance à l'extension des pipelines existants, on estimait que cette approche serait probablement moins préjudiciable à l'environnement et plus rentable que la construction d'un tout nouveau pipeline. Ceux qui estimaient que des mesures devaient être prises pour mettre en œuvre ces deux options étaient d'avis que, compte tenu de la forte demande en pétrole canadien sur le marché international, il serait avantageux pour le gouvernement du Canada d'investir dans ces options afin de maximiser son potentiel économique. On était également d'avis que les nouveaux pipelines seraient probablement construits selon des pratiques et avec des matériaux et des technologies plus modernes que pour les pipelines existants, et qu'ils seraient probablement plus sûrs et auraient une plus longue durée de vie que des infrastructures existantes comme le pipeline Trans Mountain.

Maisons Canada (résidents d'Ottawa et de la Région de la capitale nationale âgés de 30 à 60 ans)

Les participants du groupe composé de particuliers âgés de 30 à 60 ans résidant à Ottawa et dans la Région de la capitale nationale (RCN) ont pris part à une discussion portant sur l'initiative Maisons Canada qu'avait récemment annoncée le gouvernement du Canada. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du gouvernement du Canada et de ses plans pour remédier aux problèmes liés au logement, un certain nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Rapportant ce qu'ils avaient entendu, certains participants ont rappelé que le gouvernement du Canada avait récemment pris des mesures pour réduire les formalités procédurières que doivent actuellement respecter les promoteurs immobiliers dans le but d'accélérer la construction de nouvelles habitations à travers le pays. Quelques-uns d'entre eux ont également mentionné avoir entendu dire que le gouvernement fédéral avait décidé de maintenir en vigueur la réglementation existante interdisant aux acheteurs étrangers d'acquérir des logements résidentiels au Canada.

Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada avait récemment annoncé la création d'une nouvelle agence fédérale appelée Maisons Canada, dont la mission consiste à accroître la construction de logements abordables en tirant parti de terrains publics, en offrant des incitatifs financiers modulables, en attirant des capitaux privés, en facilitant de grands projets de portefeuilles et en soutenant les fabricants de pointe, la plupart des participants estimaient qu'il était important que le gouvernement fédéral se concentre sur le logement en mettant en œuvre des initiatives de ce type. Un certain nombre d'entre eux ont toutefois exprimé des inquiétudes quant à l'introduction de Maisons Canada Canada Homes en tant que nouvelle agence fédérale, certains estimant que cela pourrait ajouter une couche supplémentaire de bureaucratie susceptible de ralentir le rythme de construction



de nouveaux logements. Quelques-uns d'entre eux se demandent également ce qu'il fallait entendre exactement par « construire de nombreux logements abordables en tirant parti de terrains publics », les participants craignant que cela ne mène à la conversion de terrains actuellement utilisés à des fins récréatives (notamment des parcs publics) en logements résidentiels privés.

Les participants se sont également vu fournir de l'information supplémentaire concernant un nouveau partenariat appuyé par un investissement conjoint de 400 millions de dollars, récemment établi entre Maisons Canada et la Ville d'Ottawa, visant à accélérer la construction d'un maximum de 3 000 logements à revenus mixtes et abordables à travers la ville. Les réactions à cette annonce ont généralement été positives, plusieurs participants estimant que toute mesure visant à construire davantage de logements et à rendre le logement plus abordable dans leur région constituait un pas dans la bonne direction. Quelques-uns d'entre eux estimaient toutefois que le nombre de 3 000 nouveaux logements proposés dans le cadre de cette initiative était insuffisant, surtout compte tenu de l'investissement financier considérable de 400 millions de dollars prévu par cet accord.

À la question de savoir quelles seraient les mesures supplémentaires qu'ils souhaiteraient voir le gouvernement du Canada adopter pour rendre le logement plus abordable, les participants ont mentionné des initiatives potentielles comme l'augmentation des aides financières et des solutions de logement destinées aux personnes en situation d'itinérance, ainsi que des efforts accrus pour réduire le coût de la vie et permettre aux Canadiens de couvrir plus facilement leurs dépenses mensuelles liées au logement et à d'autres besoins essentiels, notamment en matière d'alimentation.

Coût de la vie (résidents du Canada atlantique, femmes résidant en Colombie-Britannique, résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel [Ontario])

Les participants de cinq groupes ont tenu des discussions portant sur le coût de la vie ainsi que sur leurs opinions concernant une série de mesures qu'avait récemment annoncées le gouvernement fédéral pour rendre la vie des Canadiens plus abordable. À la question de savoir comment ils qualifieraient le coût actuel de la vie, presque tous les participants le jugeaient assez élevé, bon nombre d'entre eux ayant l'impression que les prix de nombreux produits et services avaient considérablement augmenté au cours des dernières années, y compris ceux de produits essentiels comme les produits d'épicerie, l'essence et le logement.

Décrivant les répercussions que l'inflation et le coût élevé de la vie avaient eues sur leur propre ménage ces dernières années, plusieurs participants ont déclaré avoir dû reporter des achats coûteux, comme celui d'une nouvelle voiture ou des projets de rénovation, et avoir également été contraints de réduire leurs dépenses dans plusieurs domaines, notamment concernant leurs sorties au restaurant et divertissements (notamment des concerts et événements sportifs), leurs vacances et autres activités de loisirs. Plusieurs d'entre eux ont indiqué que, même après avoir réduit leurs dépenses à plusieurs égards, ils avaient toujours l'impression de vivre d'un chèque de paie à l'autre, ne disposant à la fin de chaque mois que de très peu d'argent à consacrer à l'épargne ou à d'autres aspects importants de leur vie.

Lorsqu'on leur a demandé quel rôle devait, selon eux, jouer le gouvernement du Canada pour contrer la hausse du coût de la vie, plusieurs participants estimaient qu'il avait pour responsabilité de veiller à ce que les Canadiens de toutes les régions du pays aient accès à des aliments nutritifs ainsi qu'à des logements sûrs et abordables au sein de leurs collectivités. Un certain nombre d'entre eux estimaient également que le gouvernement fédéral avait pour responsabilité de s'assurer que les entreprises, notamment les grandes chaînes d'épicerie et les sociétés de télécommunications, ne réalisent pas de profits excessifs alors que de nombreux ménages sont confrontés à des difficultés financières. À la question de savoir comment ils évalueraient la performance du gouvernement du Canada en réponse aux enjeux du coût de la vie, un certain nombre d'entre eux estimaient qu'il y avait matière à amélioration dans ce dossier.

Les participants se sont ensuite vu présenter de l'information portant sur un ensemble de mesures que le gouvernement fédéral envisageait de mettre en œuvre pour aider à rendre la vie des Canadiens plus abordable. Le premier ensemble d'initiatives présenté aux participants comprenait l'abolition de la TPS applicable aux vêtements pour enfants ou aux couches, l'octroi d'un crédit d'impôt annuel aux jeunes parents achetant du lait maternisé, l'abolition de la TPS sur les plats préparés vendus en supermarché, l'élimination de la TPS sur les services de livraison de repas, la restructuration et l'élargissement du crédit d'impôt pour la TPS/TVH afin de venir en aide à un plus grand nombre de familles à faible revenu, la lutte contre la « réduplication », le plafonnement des profits des supermarchés et l'obligation pour les détaillants d'abaisser leurs prix, ainsi que l'abolition totale de la TPS à l'achat d'une habitation.

En se prêtant à un exercice consistant à sélectionner les trois initiatives qui, selon eux, contribueraient le plus à alléger le coût de la vie, les participants ont majoritairement appuyé l'initiative visant à plafonner les profits des épicerie et à obliger les détaillants à baisser leurs prix. Bon nombre d'entre eux estimaient que cette mesure du gouvernement du Canada aurait des répercussions positives dans la vie de nombreux Canadiens à travers le pays, et plusieurs s'attendaient à ce qu'elle soit d'un grand secours pour le nombre croissant de personnes qui, selon eux, avaient actuellement du mal à assumer le coût des produits d'épicerie.

L'initiative prévoyant d'éliminer totalement la TPS sur l'achat d'une habitation et de restructurer le crédit pour la TPS/TVH afin de venir en aide à un plus grand nombre de familles à faible revenu a également reçu de nombreux appuis parmi les participants. Parmi ceux qui avaient choisi l'initiative prévoyant l'élimination totale de la TPS sur l'achat d'une habitation, on estimait que, compte tenu du coût élevé du logement dans de nombreuses régions du pays, cette mesure serait d'un grand secours pour les acheteurs potentiels d'une première habitation et pourrait leur faire économiser des milliers de dollars sur leur achat. Parmi ceux qui avaient choisi la mesure visant à restructurer le crédit pour la TPS/TVH, plusieurs participants estimaient que cela aiderait un certain nombre de Canadiens à faible revenu confrontés à des difficultés liées au coût de la vie et comptant sur de telles mesures de soutien pour augmenter leurs revenus d'emploi.

Les mesures visant à abolir la TPS sur les vêtements pour enfants et les couches, à lutter contre la « réduplication » et à supprimer la TPS sur les plats préparés vendus en supermarché ont reçu un appui modéré, tandis que seul un certain nombre de participants ont choisi l'initiative visant à supprimer la TPS sur les services de livraison de repas. Très peu d'entre eux ont choisi la mesure visant à instaurer

un crédit d'impôt annuel pour les jeunes parents achetant du lait maternisé, plusieurs participants estimant que cela ne constituerait pas un moyen efficace pour le gouvernement fédéral d'aider de jeunes familles à faire face au coût de la vie.

Les participants se sont ensuite vu présenter un deuxième ensemble d'initiatives et se sont livrés au même exercice consistant à sélectionner les trois mesures qui, selon eux, contribueraient le plus à remédier aux enjeux liés au coût élevé de la vie. Les mesures présentées comprenaient la nomination d'un nouveau commissaire à la protection des consommateurs chargé d'identifier et de corriger les pratiques commerciales déloyales, la nomination d'un nouveau commissaire à la protection des consommateurs chargé de favoriser la concurrence dans des secteurs cible, de déployer l'assurance médicaments dans les provinces restantes afin de contribuer à la réduction du coût des médicaments sur ordonnance, d'évaluer la possibilité d'un gel des loyers, de plafonner les frais associés aux guichets automatiques, de plafonner les frais liés à l'insuffisance de fonds et aux découverts bancaires, de réduire les taux d'intérêt sur les cartes de crédit et de diminuer les frais liés aux cartes de crédit.

Tout compte fait, l'initiative visant à étendre l'assurance médicaments aux autres provinces afin de continuer à réduire le coût des médicaments sur ordonnance a recueilli le plus fort soutien parmi les participants. Bon nombre d'entre eux estimaient que cette mesure serait particulièrement utile aux personnes peinant à assumer le coût de leurs médicaments sur ordonnance et ne bénéficiant pas d'une assurance maladie par l'intermédiaire de leur employeur.

L'initiative visant à ce que le gouvernement du Canada évalue la possibilité d'un gel des loyers a également recueilli un large appui parmi les participants. De l'avis général, cette mesure profiterait à de nombreux locataires (et en particulier aux personnes à faible revenu) et leur apporterait une plus grande stabilité quant aux montants qu'ils consacrent mensuellement au logement. Plusieurs participants estimaient que le logement constituait un besoin fondamental et jugeaient important que le gouvernement fédéral prenne des mesures de ce type pour veiller à ce qu'un plus grand nombre de Canadiens aient accès à un logement sûr et abordable au sein de leur collectivité.

Plusieurs d'entre eux ont également choisi les mesures visant à réduire les taux d'intérêt sur les cartes de crédit et à nommer un nouveau commissaire à la protection des consommateurs chargé de relever et de corriger les pratiques commerciales déloyales. Un certain nombre de participants parmi ceux qui avaient choisi l'initiative visant à réduire les taux d'intérêt sur les cartes de crédit avaient le sentiment qu'un nombre croissant de Canadiens dépendaient de plus en plus des cartes de crédit pour assumer leurs dépenses mensuelles et que cela conduisait de nombreuses personnes à payer des montants élevés en intérêts chaque mois. Parmi les participants ayant choisi la mesure visant à nommer un nouveau commissaire à la protection des consommateurs chargé de repérer et de sanctionner les pratiques commerciales déloyales, plusieurs estimaient que cette mesure pourrait avoir des répercussions positives pour tous les consommateurs du pays, car davantage d'entreprises seraient tenues de rendre des comptes en cas de violation des règlements ou de profits déloyaux réalisés aux dépens des Canadiens.

Les mesures prévoyant la nomination d'un nouveau commissaire à la protection des consommateurs chargé de favoriser une plus grande concurrence dans l'ensemble des secteurs cibles et de plafonner les frais liés à une insuffisance de fonds et aux découverts bancaires ont reçu un appui modéré, tandis

qu'un petit nombre de participants ont choisi les initiatives visant à réduire les frais liés aux cartes de crédit et à plafonner les frais liés aux guichets automatiques bancaires.

Les participants se sont ensuite vu présenter un troisième ensemble d'initiatives potentielles du gouvernement du Canada et ont été invités à sélectionner trois de celles qui auraient, selon eux, l'impact le plus important. Cette liste comprenait le plafonnement des frais d'itinérance des téléphones portables, la réduction du prix des titres de transport en commun, la réduction des frais de renouvellement de passeport, l'augmentation du salaire minimum fédéral, des mesures visant à sanctionner les revendeurs de billets de concert afin de faire baisser les frais liés à l'achat de billets, la création d'un crédit d'impôt pour les titres de transport des jeunes ainsi que le gel de la hausse de taxe prévue sur la bière canadienne.

Parmi ces mesures, les initiatives visant à augmenter le salaire minimum fédéral et à réduire le prix des titres de transport en commun sont celles qui ont reçu l'appui le plus soutenu de la part des participants. Parmi ceux qui étaient d'avis que le gouvernement du Canada devait augmenter le salaire minimum fédéral, un certain nombre de participants estimaient que cela aurait des répercussions positives dans la vie des Canadiens au revenu le plus faible et aiderait de nombreux travailleurs à gagner un revenu se rapprochant davantage d'un salaire de subsistance. Parmi les participants ayant choisi l'initiative visant à réduire le prix des titres de transport en commun, on estimait que cela constituerait un moyen efficace d'encourager davantage de Canadiens à utiliser les transports en commun et pourrait contribuer à réduire le trafic routier au Canada.

Un certain nombre de participants ont choisi les mesures visant à créer un crédit d'impôt pour les titres de transport des jeunes et à plafonner les frais d'itinérance applicables aux téléphones cellulaires. Parmi ceux qui étaient favorables à la création d'un crédit d'impôt pour les titres de transport des jeunes, on estimait que cette mesure serait avantageuse pour les nombreux jeunes Canadiens qui, selon eux, peinaient actuellement à se stabiliser financièrement et pour qui les transports en commun constituaient le principal moyen de se rendre au travail ou à l'école. Quant à ceux qui avaient choisi l'initiative visant à plafonner les frais d'itinérance des téléphones cellulaires, on était d'avis que les tarifs de téléphonie mobile que payaient les Canadiens étaient parmi les plus élevés au monde et que toute mesure visant à plafonner les frais d'itinérance ou ceux liés à d'autres activités de téléphonie mobile constituait un pas dans la bonne direction.

Seul un faible nombre de participants a choisi les initiatives consistant à geler l'augmentation prévue de la taxe sur la bière canadienne (prévue pour avril 2026) et à sévir contre les revendeurs de billets de concert afin de réduire les prix des billets, tandis que très peu ont choisi l'initiative visant à réduire les frais de renouvellement de passeport. Un certain nombre de participants n'ont choisi aucune de ces initiatives, certains d'entre eux estimant qu'aucune de ces mesures n'était suffisamment significative pour contribuer de manière tangible à rendre la vie au Canada plus abordable à l'avenir.

En repensant à toutes les mesures dont ils avaient discuté jusqu'à présent, on a demandé aux participants s'il y avait d'autres mesures qu'ils aimeraient voir le gouvernement du Canada mettre en œuvre pour rendre la vie plus abordable et alléger le coût de la vie. Un certain nombre de mesures potentielles ont été mentionnées, notamment la création d'emplois mieux rémunérés dans l'intérêt des

Canadiens, la réduction des montants que paient actuellement les Canadiens au titre de l'impôt fédéral sur le revenu, la répression des pratiques spéculatives dans le secteur immobilier et la stabilisation du taux d'immigration.

Commerce international (résidents du Canada atlantique, femmes résidant en Colombie-Britannique, résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel [Ontario], résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal. Résidents de Calgary et d'Edmonton, résidents du sud-ouest de l'Ontario)

Neuf groupes ont tenu des discussions portant sur les relations commerciales internationales du Canada. Les participants de tous les groupes, à l'exception de celui composé de résidents du sud-ouest de l'Ontario, ont tenu des discussions portant sur les relations commerciales du Canada avec les États-Unis (États-Unis), tandis que les groupes de résidents du Yukon, du corridor Ottawa-Montréal, de Calgary et d'Edmonton ainsi que du sud-ouest de l'Ontario ont pris part à des discussions approfondies concernant les relations du Canada avec d'autres partenaires mondiaux, tels que la Chine et le Qatar.

Relations commerciales Canada-Etats-Unis (résidents du Canada atlantique, femmes résidant en C.-B., résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel [Ontario], résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents de Calgary et d'Edmonton)

Avant d'entamer ces discussions, on a demandé aux participants ce qu'ils avaient récemment vu, lu ou entendu au sujet des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis. Bon nombre d'entre eux ont mentionné le maintien des tarifs douaniers américains sur un large éventail de produits importés du Canada, plusieurs d'entre eux estimant que ces mesures avaient entraîné des difficultés importantes pour les entreprises et travailleurs canadiens dans de nombreux secteurs, notamment ceux du bois d'œuvre, du pétrole et du gaz, ainsi que celui de la construction automobile, entre autres. À la question de savoir comment ils décriraient les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis, bon nombre de participants ont employé des termes comme « incertaines », « conflictuelles », « compliquées », « difficiles », « frustrantes » et « tendues ».

À la question de savoir s'ils estimaient que le Canada était actuellement engagé dans une « guerre commerciale » avec les États-Unis, le nombre de participants estimant que c'était le cas était à peu près égal à celui de ceux qui étaient d'un autre avis. Parmi ceux qui jugeaient que la situation actuelle entre le Canada et les États-Unis pouvait être perçue comme une guerre commerciale, plusieurs participants ont évoqué ce qu'ils considéraient comme étant la nature punitive et rétributive de bon nombre des tarifs douaniers imposés par les États-Unis, ainsi que ce qu'ils percevaient comme des tentatives constantes de la part des États-Unis, au cours de l'année écoulée, d'exercer leur influence sur les politiques commerciales et de défense nationale du Canada. Parmi les participants qui ne considéraient pas que les relations entre le Canada et les États-Unis avaient dégénéré en guerre

commerciale, bon nombre estimaient que ce terme était trop fort pour décrire de manière adéquate les perturbations économiques survenues entre les deux pays.

Lorsqu'on leur a demandé comment ils évalueraient la gestion du gouvernement du Canada quant à la situation commerciale avec les États-Unis et si le Canada était, selon eux, sur la bonne ou la mauvaise voie à cet égard, les participants étaient plus nombreux à estimer que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie que ceux dont l'opinion était plus neutre ou incertaine. Seuls quelques-uns d'entre eux étaient d'avis qu'il faisait fausse route. Parmi ceux qui estimaient que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie à cet égard, plusieurs étaient d'avis que sa réponse avait jusqu'à présent été ferme, mesurée et adaptative, et qu'il avait fait tout son possible pour protéger les travailleurs et les entreprises canadiennes en cette période économique difficile.

Les participants du Canada atlantique, de la région du Lower Mainland en Colombie-Britannique, de Saskatoon et de Regina, de la région métropolitaine de Montréal (RMM) et des régions de York et de Peel en Ontario ont répondu à une question complémentaire portant sur les répercussions, le cas échéant, que ces tarifs douaniers avaient selon eux sur l'économie canadienne. Tout compte fait, la quasi-totalité d'entre eux estimait que les tarifs douaniers américains avaient eu des répercussions négatives sur l'économie, bon nombre de participants rappelant que ces mesures avaient posé des défis considérables à de nombreux secteurs et industries canadiens. Un certain nombre d'entre eux avaient également l'impression que ces tarifs avaient contribué à la hausse des prix à la consommation dans de nombreuses régions du pays, y compris les prix de produits essentiels comme les produits d'épicerie. À la question de savoir s'ils estimaient que le gouvernement canadien pouvait parvenir à un accord avec les États-Unis prévoyant la suppression totale des tarifs douaniers, presque tous les participants s'attendaient à ce que (du moins à court terme) certains tarifs demeurent en vigueur.

Les participants de tous les groupes se sont vu poser la question de savoir s'ils estimaient que le Canada disposait d'une quelconque marge de manœuvre dans ses négociations commerciales avec le gouvernement américain. Dans l'ensemble, bon nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative, plusieurs citant le bois d'œuvre, l'eau douce, la potasse, le pétrole, le gaz naturel, les minéraux essentiels et l'hydroélectricité comme des exportations canadiennes clés dont dépendent, selon eux, les États-Unis actuellement. Les participants ont également souligné que la clientèle canadienne constituait l'un des principaux moyens de pression entre les deux pays, plusieurs d'entre eux estimant que les Canadiens représentaient une source importante de revenus pour les fabricants et les entreprises des secteurs du tourisme et de l'hôtellerie américains.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que, dans le cadre des négociations commerciales internationales du Canada, d'autres régions comme l'Europe et l'Asie pouvaient constituer des marchés de substitution réalistes au marché américain, presque tous ont répondu par l'affirmative. Bon nombre de participants estimaient qu'il était important que le Canada s'efforce de diversifier ses partenariats commerciaux, plusieurs d'entre eux estimant que le pays était devenu trop dépendant des États-Unis à cet égard au cours des dernières décennies. Tout en estimant qu'il était important que le gouvernement du Canada conclue de nouveaux accords commerciaux avec d'autres partenaires fiables, un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il serait difficile pour tout pays ou toute région de remplacer les États-Unis en tant que partenaire commercial, compte tenu de l'ampleur de

l'économie américaine et de sa proximité géographique avec le Canada par rapport à d'autres partenaires commerciaux potentiels de premier plan.

Partenariats commerciaux mondiaux (résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents de Calgary et d'Edmonton, résidents du sud-ouest de l'Ontario)

En focalisant leurs discussions sur les partenariats commerciaux du Canada hors États-Unis, on a demandé aux participants de quatre groupes s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant le Canada et ses efforts pour établir de nouveaux partenariats commerciaux et renforcer ceux qui existent déjà avec d'autres pays et régions. Un large éventail de nouvelles d'actualité a été mentionné à cet égard, plusieurs participants ayant le sentiment que le gouvernement du Canada avait déployé des efforts soutenus ces derniers mois pour établir ou renforcer ses relations commerciales avec certaines régions ou certains pays, dont l'Europe, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, les Émirats arabes unis (EAU) et le Qatar.

Focalisant leur discussion sur les relations commerciales du gouvernement canadien avec la Chine, les participants se sont vu informer que les deux pays avaient récemment annoncé un nouveau partenariat commercial visant à renforcer la collaboration dans des domaines tels que l'énergie, les technologies propres et la compétitivité climatique. Ceux-ci se sont en outre vu expliquer que, dans le cadre de cet accord, le gouvernement canadien avait accepté d'autoriser l'entrée sur le marché canadien d'un maximum de 49 000 véhicules électriques chinois à un taux de droit de douane de 6,1 %, tandis que la Chine avait accepté de réduire, de 85 % à environ 15 %, ses tarifs douaniers sur les graines de canola canadiennes à compter du 1er mars 2026.

Presque tous les participants ont positivement réagi à cette information, bon nombre d'entre eux estimant que cet accord avec la Chine constituait une étape importante vers la diversification de l'économie canadienne et la réduction de sa dépendance commerciale vis-à-vis des États-Unis. À la question de savoir s'ils estimaient que le Canada devait établir un tel partenariat avec la Chine, les participants ont majoritairement répondu par l'affirmative, bon nombre d'entre eux s'attendant à ce que cet accord soit extrêmement avantageux pour le secteur agricole canadien, et en particulier pour les producteurs de canola.

Discutant de la question de savoir s'ils avaient de quelconques préoccupations concernant cet accord, quelques participants craignaient que le resserrement des liens économiques entre le Canada et la Chine ne portent encore plus atteinte aux relations commerciales entre le Canada et les États-Unis (déjà perçues comme étant assez tendues). Toutefois, aucun participant n'estimait que cela constituait une raison suffisante pour que le gouvernement du Canada n'aille pas de l'avant avec ce nouveau partenariat sino-canadien.

Les participants résidant au Yukon, dans le corridor Ottawa-Montréal ainsi qu'à Edmonton et Calgary se sont vu fournir de l'information supplémentaire concernant un accord commercial que le gouvernement du Canada avait récemment conclu avec le gouvernement du Qatar. Réagissant à cette information, si la plupart des participants étaient favorables à toute mesure visant à diversifier davantage l'économie canadienne, peu d'entre eux estimaient en savoir suffisamment sur le Qatar

pour déterminer dans quelle mesure ce nouvel accord serait économiquement bénéfique. En décrivant les éléments de l'accord qu'ils jugeaient particulièrement positifs, un certain nombre d'entre eux ont mentionné les investissements que le Qatar consacrerait à de grands projets d'infrastructure d'intérêt national au Canada, ainsi que les retombées positives qu'ils attendaient de cet accord dans le secteur du transport aérien canadien et pour le développement de technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle (IA) au sein du pays.

Souveraineté arctique et Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents de Calgary et d'Edmonton, résidents du sud-ouest de l'Ontario)

Les participants de quatre groupes ont tenu des discussions portant sur la question de la souveraineté arctique et sur l'adhésion du Canada à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Avant d'entamer ces discussions, on a demandé aux participants ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils entendaient parler de « souveraineté arctique ». Un grand nombre d'entre eux avaient le sentiment que cette expression renvoyait à la nécessité constante pour des pays comme le Canada de préserver leur souveraineté dans les régions septentrionales de leur territoire situées dans la région de l'Arctique. On estimait également que le terme « souveraineté arctique » désignait le système de revendication territoriale selon lequel les pays affirment leur autorité sur les précieuses ressources naturelles et les minéraux essentiels présents dans cette région. Pour les participants résidant au Yukon, le terme « souveraineté arctique » renvoyait à la responsabilité qui incombe au gouvernement du Canada de protéger les populations des collectivités nordiques contre de potentielles menaces extérieures et incursions sur leur territoire.

Lorsqu'on leur a demandé si la souveraineté arctique était une question qui les préoccupait, un grand nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative, plusieurs d'entre eux considérant l'Arctique comme une région d'une importance considérable tant sur le plan économique que sur celui de la défense nationale. Discutant de la question de savoir si selon eux, le gouvernement du Canada était généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en matière de souveraineté arctique, les participants ont pour la plupart exprimé leur incertitude, plusieurs d'entre eux indiquant qu'ils n'en savaient pas assez sur le sujet et sur les activités du gouvernement du Canada dans ce domaine pour donner une réponse éclairée. Parmi le petit nombre de participants estimant que ce dernier était sur la bonne voie, certains ont salué ce qu'ils percevaient comme étant ses efforts soutenus pour faire valoir les droits du Canada dans l'Arctique, ainsi que son engagement à accroître les investissements dans les Forces armées canadiennes (FAC) dans l'objectif renouvelé de protéger la sécurité nationale du Canada dans le Nord canadien.

Discutant de l'importance qu'ils accordaient à la souveraineté arctique par rapport à d'autres priorités nationales, la plupart des participants estimaient qu'il s'agissait d'une priorité majeure, plusieurs d'entre eux étant d'avis que la protection de l'Arctique devait constituer une des principales priorités du gouvernement du Canada dans les années à venir. Un certain nombre d'entre eux ont réaffirmé que le Nord canadien était une région d'importance nationale considérable, tant du point de vue économique que de la sécurité nationale, et qu'il était essentiel qu'à court et à long terme, le

gouvernement du Canada veille à ce que les Forces armées canadiennes soient en mesure de défendre les intérêts du pays dans cette région.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant l'OTAN, presque tous les participants ont déclaré connaître cette organisation, plusieurs d'entre eux rappelant que les alliés de l'OTAN avaient récemment joué un rôle actif dans la défense de la souveraineté territoriale du Groenland. Quant à savoir s'ils estimaient que l'adhésion du Canada à l'OTAN était importante pour sa sécurité nationale, tous ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que l'OTAN, ainsi que les engagements mutuels pris par ses pays membres en matière de sécurité, constituaient un moyen de dissuasion efficace pour protéger des pays comme le Canada contre d'éventuelles attaques et incursions d'agresseurs étrangers. En se focalisant plus particulièrement sur l'Arctique, certains participants étaient d'avis que, compte tenu des intérêts communs et des revendications territoriales de nombreux membres de l'OTAN, il était important que ces pays continuent à collaborer pour défendre leurs intérêts respectifs en matière de sécurité dans la région.

À la question de savoir quel rôle les populations autochtones devraient selon eux jouer dans le processus décisionnel relatif à la souveraineté de l'Arctique, presque tous estimaient qu'elles devaient jouer un rôle direct dans ce processus. Plusieurs participants ont fait valoir que de nombreuses bandes autochtones avaient des revendications territoriales qui leur étaient propres dans l'Arctique et qu'il était important que leur point de vue soit pris en compte au moment de défendre la souveraineté du Canada dans cette région.

Nutrition Nord Canada (résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de grands centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents d'Ottawa et de la Région de la capitale nationale [Ontario] âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec)

Les participants de six groupes ont pris part à des discussions portant sur le programme Nutrition Nord Canada du gouvernement fédéral. À la question de savoir s'ils avaient connaissance d'initiatives du gouvernement fédéral visant à aider les communautés autochtones ou nordiques à gérer leurs propres systèmes alimentaires, très peu de participants ont répondu par l'affirmative, et presque aucun d'eux n'a déclaré avoir entendu parler de Nutrition Nord Canada.

Après s'être vu présenter une infographie détaillant le programme Nutrition Nord Canada et ses différents volets, les participants y ont pour la plupart réagi de manière positive, bon nombre d'entre eux estimant qu'elle était informative, visuellement attrayante et bien structurée. Plusieurs participants du groupe composé d'Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut estimaient toutefois que l'une des principales priorités devrait consister à renforcer l'initiative Nutrition Nord Canada afin de mieux pouvoir relever les défis persistants liés au coût élevé des denrées alimentaires et à leur accès limité au sein des collectivités nordiques. Dans ce contexte, ils ne se sont pas montrés particulièrement enclins à donner leur avis sur l'infographie en tant que telle.

Plusieurs d'entre eux estimaient qu'il était important que le gouvernement du Canada se concentre sur les enjeux liés à la sécurité alimentaire et à la souveraineté alimentaire dans le Nord canadien, et bon nombre d'entre eux ont dit croire que le coût des produits alimentaires pouvait souvent être très élevé dans les collectivités nordiques où il est difficile de se procurer des aliments nutritifs. Les participants ont très favorablement accueilli l'infographie dans la mesure où celle-ci accordait une importance particulière à l'élaboration de solutions locales pour relever les défis alimentaires dans le Nord canadien ; plusieurs d'entre eux estimant qu'il serait essentiel de miser davantage sur des chaînes d'approvisionnement locales pour garantir le succès de cette initiative.

En discutant des aspects de cette infographie qui avaient le plus retenu leur attention, plusieurs participants ont mentionné l'importance particulière qui, selon eux, était accordée à la mise à profit des savoirs et des pratiques culturelles autochtones et nordiques pour aider à l'élaboration de solutions visant à relever les défis alimentaires particuliers auxquels sont confrontés les populations de la région. Les participants ont loué l'approche multidimensionnelle décrite dans cette infographie pour relever ces défis et étaient d'avis qu'il était important que le gouvernement du Canada s'engage à prendre un large éventail de mesures pour apporter des améliorations dans ce domaine.

À la question de savoir s'ils trouvaient que certains éléments de cette infographie prêtaient à confusion ou manquaient de clarté, si la plupart des participants ont répondu qu'elle était relativement claire et facile à comprendre, un certain nombre d'entre eux estimaient que des détails supplémentaires pourraient être fournis concernant les montants précis que le gouvernement du Canada investirait dans chacun de ces programmes au cours des années à venir. On était également d'avis que davantage d'information pourrait être fournie concernant les critères d'admissibilité relatifs à chaque initiative et les procédures de demande pour les résidents du Nord souhaitant bénéficier de ces aides.

Lorsqu'on leur a demandé si certains éléments de cette infographie devaient, selon eux, être expliqués différemment ou reformulés afin de mieux rejoindre les publics autochtones et nordiques, plusieurs participants du groupe composé d'Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut estimaient que davantage d'images représentant des chasseurs, des cueilleurs et des agriculteurs autochtones, ainsi que des images plus lumineuses et plus vivantes des paysages nordiques, devraient entrer dans sa conception. On estimait en outre que l'infographie devrait présenter du contenu rédigé dans des langues autochtones (en plus de l'anglais) afin de pouvoir rejoindre les habitants de la région de façon plus efficace.

Stratégie d'approvisionnement pour les entreprises autochtones (résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de grands centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec)

Les participants de six groupes ont pris part à des discussions concernant la Stratégie d'approvisionnement du gouvernement du Canada auprès des entreprises autochtones. À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu parler de mesures du gouvernement du Canada visant à soutenir les entreprises autochtones, quelques-uns d'entre eux avaient le sentiment que le

gouvernement s'efforçait d'offrir des aides sous forme de soutiens financiers et de crédits d'impôt aux entreprises détenues par des Autochtones, ainsi que d'organiser des ateliers et d'octroyer des subventions aux entrepreneurs autochtones en herbe.

Après s'être vu présenter une infographie détaillant la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral, la quasi-totalité des participants y a réagi positivement, bon nombre d'entre eux estimant qu'elle était présentée de manière informative, efficace et simple. Plusieurs d'entre eux ont particulièrement salué le fait que l'infographie présente le passé, le présent et l'avenir de cette initiative, fournisse des éléments chiffrés précis, et décrive l'« approche gagnant-gagnant » pour les entreprises autochtones et les consommateurs canadiens qui devrait résulter de cette stratégie si elle est mise en œuvre par le gouvernement du Canada. Un certain nombre d'entre eux considéraient que la réconciliation était un domaine important sur lequel devait se concentrer le gouvernement fédéral et estimaient que ce type de partenariats économiques avec des entreprises autochtones offrait un moyen de réaliser des progrès tangibles dans ce dossier.

En discutant de la question de savoir s'ils avaient le sentiment, au vu de cette infographie, que le gouvernement du Canada soutenait les entreprises autochtones, si la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, plusieurs participants du groupe composé d'Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut étaient d'un autre avis. Ces derniers estimaient que davantage devait être fait pour fournir des exemples précis des avantages qu'offrait ce programme aux entreprises et aux communautés autochtones ainsi que de l'information supplémentaire sur la manière dont l'« approche gagnant-gagnant » décrite dans l'infographie était censée se concrétiser. Un certain nombre de participants de ce groupe ont suggéré que le design de l'infographie pourrait être rendu plus attrayant pour le public autochtone en y intégrant davantage d'éléments artistiques et d'images propres à la culture autochtone, ainsi qu'en fournissant davantage d'études de cas et de photos de véritables chefs d'entreprise autochtones ayant bénéficié de ces aides.

Les participants de tous les groupes se sont vu poser la question de savoir quelles modifications ou quels changements ils apporteraient à cette infographie, le cas échéant, pour la rendre plus accrocheuse. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que l'infographie devait comporter plus d'images et moins de texte, un certain nombre d'entre eux estimant que cela contribuerait à faire ressortir les renseignements essentiels tout en rendant le design plus attrayant visuellement. Un certain nombre de participants ont en outre suggéré que de l'information supplémentaire pourrait être fournie concernant les critères d'admissibilité (le cas échéant) en vigueur pour les entreprises autochtones souhaitant participer à cette initiative. Quelques-uns d'entre eux estimaient que l'infographie devait comporter un code QR scannable, afin de permettre à ceux qui souhaitaient avoir plus de renseignements d'en obtenir rapidement.

Toxicomanie (résidents d'Ottawa et de la Région de la capitale nationale âgés de 30 à 60 ans)

Les participants du groupe composé de particuliers âgés de 30 à 60 ans résidant à Ottawa et dans la Région de la capitale nationale (RCN) ont pris part à une brève discussion sur la toxicomanie. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du plan

du gouvernement du Canada visant à lutter contre la toxicomanie dans la ville d'Ottawa, très peu de participants ont répondu par l'affirmative.

Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir de l'information au sujet d'un investissement de 1,2 million de dollars que le gouvernement du Canada allait consacrer au financement d'un programme pilote destiné à lutter contre la consommation problématique de substances psychoactives à Ottawa. Les participants ont dans l'ensemble réagi positivement à cette information, bon nombre d'entre eux estimant que pour lutter contre ce problème au sein de leur collectivité, ce projet pilote constituait un pas dans la bonne direction. Plusieurs d'entre eux considéraient qu'il était particulièrement important que le gouvernement du Canada consacre des investissements à des ressources en matière de santé mentale et collabore avec les prestataires de services de santé mentale dans le cadre de ses efforts pour lutter contre la consommation problématique de substances, plusieurs d'entre eux percevant les questions de santé mentale et de toxicomanie comme étant directement liées.

En discutant de la question de savoir si un tel cadre pourrait être utilisé dans d'autres régions du Canada, un certain nombre d'entre eux étaient incertains, plusieurs estimant que leur opinion concernant cette approche dépendrait au final de l'efficacité avec laquelle ce programme pilote permettrait à l'avenir de lutter contre la toxicomanie au sein de la collectivité.

Étiquetage nutritionnel (résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région du Grand Toronto, résidents du Québec)

Les participants de quatre groupes ont tenu des discussions portant sur l'information et les messages figurant sur les emballages d'aliments au Canada. Au début de ces discussions, les participants se sont vu informer que Santé Canada cherchait à sensibiliser et à informer les consommateurs canadiens au sujet des étiquettes nutritionnelles figurant sur les emballages d'aliments, et notamment le symbole sur le devant de l'emballage, le tableau de la valeur nutritive et la liste des ingrédients.

Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu montrer une représentation factice d'un emballage mettant en évidence chacun de ces différents éléments de l'étiquetage. En plus de cette image factice, les participants se sont vu informer que Santé Canada travaillait à l'élaboration de messages pouvant être utilisés sur les réseaux sociaux et autres supports, notamment des contenus Web et des infographies, afin d'informer et sensibiliser les Canadiens au sujet des renseignements figurant sur ces étiquettes et à leur interprétation. Les participants se sont vu présenter cinq messages potentiels (un à la fois) et inviter à donner leur avis sur l'efficacité avec laquelle chaque message était formulé.

Dans l'ensemble, les participants ont exprimé une préférence pour les messages informatifs, simples et fournissant de l'information utile à laquelle ils pourraient se référer pour prendre leurs décisions concernant l'achat d'aliments. Bon nombre d'entre eux ont particulièrement salué les messages comportant des points de données précis et des totaux en pourcentage (notamment les valeurs nutritionnelles quotidiennes des différents ingrédients) et estimaient que c'était là un moyen efficace

pour Santé Canada de communiquer des renseignements nutritionnels aux Canadiens. Par ailleurs, un certain nombre d'entre eux ont favorablement accueilli les messages fournissant des conseils sur la manière d'interpréter et de comprendre les différents symboles (comme la loupe) ainsi que sur l'emplacement précis, sur l'emballage des aliments, où trouver des renseignements précis sur la liste des ingrédients, les valeurs nutritionnelles quotidiennes et la teneur élevée d'un produit en ingrédients comme le sel, les sucres ou les gras saturés. Un grand nombre d'entre eux ont réagi positivement au message final qui leur a été présenté, lequel offrait un aperçu simplifié de la plupart des renseignements contenus dans les quatre messages initiaux.

Invités à décrire brièvement comment ils choisissent habituellement les aliments emballés qu'ils achètent et s'ils consultent généralement l'étiquette pour les aider à déterminer s'ils vont ou non acheter un produit donné, la plupart des participants ont indiqué qu'ils consultaient probablement l'étiquette pour connaître la teneur nutritionnelle d'un produit, mais un certain nombre d'entre eux ont précisé qu'il ne s'agissait là que d'un facteur pris en compte parmi tant d'autres lors de leurs décisions d'achat. Pour plusieurs d'entre eux, le prix d'un article semblait constituer le principal facteur déterminant leur décision d'acheter ou non un produit alimentaire spécifique, un certain nombre d'entre eux indiquant que c'était particulièrement le cas ces derniers temps, compte tenu du coût élevé de la vie observé ces dernières années.

Campagne publicitaire sur l'abordabilité (sud-ouest de l'Ontario)

Les participants du groupe composé de particuliers résidant dans le sud-ouest de l'Ontario ont fait part de leur opinion concernant deux concepts publicitaires sous forme de vidéos que le gouvernement du Canada avait récemment créés pour mettre en exergue les mesures qu'il prenait pour rendre la vie des Canadiens plus abordable. Les participants se sont vu présenter chaque publicité deux fois de suite.

Après s'être vu présenter la première publicité, les participants ont pour la plupart émis des commentaires mitigés. Si un certain nombre d'entre eux estimaient important que le gouvernement fédéral s'attache à lutter contre la hausse du coût de la vie et à rendre la vie des Canadiens plus abordable, plusieurs trouvaient cette publicité quelque peu vague et estimaient qu'elle ne fournissait pas suffisamment de renseignements sur les programmes et les aides financières qu'elle présentait. Lorsqu'on leur a demandé à qui s'adressait, à leur avis, cette publicité, plusieurs estimaient qu'elle était destinée à tous les Canadiens, avec un accent particulier sur les ménages à faible et moyen revenu peinant actuellement à joindre les deux bouts.

En discutant de la question de savoir quel était, selon eux, le principal message de la publicité, la plupart des participants étaient d'avis qu'elle visait à faire savoir au public que le gouvernement du Canada était conscient des difficultés en matière d'abordabilité auxquelles sont actuellement confrontés bon nombre de ménages et qu'il prenait des mesures pour y remédier. À la question de savoir s'ils pensaient qu'ils remarqueraient cette publicité en la voyant sur un site Web, sur les réseaux sociaux ou à la télévision, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Plusieurs participants estimaient que la vidéo ne comportait pas suffisamment d'éléments auxquels ils pouvaient s'identifier



et, par conséquent, ne pensaient pas qu'ils y prêteraient attention s'ils y étaient exposés, que ce soit à la télévision ou en ligne.

Après s'être vu présenter le deuxième concept, les participants y ont réagi de manière très positive, plusieurs d'entre eux décrivant la vidéo comme étant détaillée et informative, tout en étant susceptible de rejoindre un large éventail de Canadiens et de leur permettre de s'y identifier. Un certain nombre d'entre eux ont particulièrement salué l'importance qui était, à leur avis, accordée à des initiatives axées sur les enfants, dont celles visant à mettre en place des services de garde abordables et à fournir des repas nutritifs aux enfants en milieu scolaire. À la question de savoir quel était, selon eux, le public cible de cette publicité, bon nombre d'entre eux étaient d'avis qu'elle s'adressait principalement aux familles comptant de jeunes enfants et peinant actuellement à faire face au coût de la vie.

Décrivant ce qui, selon eux, constituait le message principal de cette vidéo, la plupart des participants estimaient que la publicité visait à faire savoir que le gouvernement du Canada était conscient des difficultés financières auxquelles de nombreux ménages (et en particulier ceux comptant de jeunes enfants) sont actuellement confrontés, et qu'il prenait des mesures concrètes contribuant à rendre la vie au Canada plus abordable. À la question de savoir s'ils pensaient qu'ils remarqueraient cette publicité en la voyant sur un site Web, sur les réseaux sociaux ou à la télévision, un grand nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Plusieurs des participants ayant déclaré être parents de jeunes enfants (ou envisageant d'avoir des enfants dans un avenir proche) ont indiqué qu'ils seraient particulièrement désireux de visiter le site Web pour en savoir davantage sur les initiatives visant à offrir des services de garde abordables et des repas nutritifs pour leurs enfants en milieu scolaire.

Se prêtant à un exercice consistant à choisir laquelle des deux publicités (vidéo n° 1 et n° 2) était la plus efficace pour transmettre le message selon lequel le gouvernement du Canada prenait des mesures pour aider les Canadiens à faire face au coût de la vie, tous les participants ont choisi la vidéo n° 2. Faisant part des raisons de leur choix, beaucoup ont réitéré l'opinion selon laquelle la vidéo n° 2 était la plus informative, la plus détaillée et la plus accessible des deux concepts, et qu'elle attirerait beaucoup plus leur attention que la vidéo n° 1.

Lorsqu'on leur a demandé si, en pensant aux deux vidéos, ils estimaient que, pour rendre la vie des Canadiens plus abordable, les domaines sur lesquels se concentrait le gouvernement du Canada étaient les bons, tous les participants ont répondu par l'affirmative. En décrivant les mesures supplémentaires qui pourraient être prises à l'avenir pour davantage aider à réduire le coût de la vie au Canada, les participants ont mentionné certaines mesures potentielles, dont l'élimination de toutes les barrières commerciales internes entre les provinces et les territoires du Canada, la stabilisation du taux d'immigration et la mise en place de nouvelles mesures visant à réduire le coût de produits essentiels comme les produits d'épicerie et le logement.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 1 629 482,60 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en décembre 2025 et en janvier 2026

Afin de replacer les discussions des groupes de discussion dans le contexte des événements marquants survenus au cours du cycle d'établissement de rapports, voici un bref récapitulatif des mois de décembre 2025 et janvier 2026 :

- Du 1^{er} au 7 décembre
 - Le 1^{er} décembre. Le gouvernement du Canada annonce la conclusion d'accords élargis de transport aérien avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) qui permettront d'augmenter le nombre de vols de passagers et de marchandises entre le Canada et ces deux pays.
 - Le 1^{er} décembre. Le ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés souligne l'investissement de 257,6 millions de dollars sur quatre ans à Ressources naturelles Canada pour permettre la location d'aéronefs de lutte contre les incendies (qui pourrait inclure comme des bombardiers à eau ou d'autres appareils), dans le but de renforcer la capacité des provinces et des territoires à combattre les feux de forêt par voie aérienne dans les années à venir.
 - [Groupes de discussion avec des Autochtones résidant dans les Territoires du Nord-Ouest, au Yukon et au Nunavut \(2 décembre\).](#)
 - Le 3 décembre. La ministre des Affaires étrangères annonce un investissement de 35 millions de dollars consacré à l'ensemble complet de mesures d'assistance en faveur de l'Ukraine (CAP pour l'Ukraine) de l'OTAN. Il est annoncé que ce financement visera principalement à répondre aux besoins immédiats, à moyen terme et à long terme de l'Ukraine en matière de sécurité et de défense.
 - [Groupe de discussion avec des résidents de grands centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan \(3 décembre\).](#)
 - Le 4 décembre. Le gouvernement du Canada annonce son intention d'investir 47 millions de dollars pour financer la construction, la mise à l'essai et le lancement d'un autre satellite de la mission de la Constellation RADARSAT (MRC), avec pour objectif d'assurer l'accès à des données canadiennes essentielles d'observation de la Terre.
 - [Groupe de discussion avec des particuliers résidant dans la région métropolitaine de Vancouver et à l'île de Vancouver \(4 décembre\).](#)
 - Le 5 décembre. Le gouvernement du Canada annonce avoir l'intention de consacrer 357,7 millions de dollars pour financer la mise en œuvre de l'Initiative régionale d'investissement dans la défense (IRID) visant à effectuer des investissements régionaux ciblés pour accroître la capacité du Canada en matière de défense d'un océan à l'autre.
 - Le 5 décembre. La ministre des Affaires étrangères annonce qu'au terme d'un examen approfondi, le gouvernement du Canada entend retirer la Syrie de la liste canadienne d'États étrangers qui soutiennent ou ont soutenu le terrorisme en vertu de la *Loi sur*

l'immunité des États ainsi qu'Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) de la liste des entités terroristes inscrites en vertu du *Code criminel* du Canada.

- Du 8 au 14 décembre
 - Le 8 décembre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il entend prendre de nouvelles mesures visant à soutenir le système de santé canadien en simplifiant la voie vers la résidence permanente pour les médecins étrangers.
 - Le 8 décembre. Les gouvernements du Canada et de l'Allemagne annoncent l'établissement de l'Alliance numérique entre le Canada et l'Allemagne visant à faciliter une collaboration plus étroite en matière de commercialisation des technologies quantiques dans le but d'accroître la productivité des deux pays dans ce domaine.
 - Le 9 décembre. Le ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement annonce que le gouvernement du Canada entend établir un partenariat stratégique avec Telesat Corporation (Télésat) et MDA Space afin de mettre en place et de consolider les capacités de communications militaires par satellite (MILSATCOM) des Forces canadiennes et d'améliorer les communications militaires dans l'Arctique.
 - Le 9 décembre. La ministre de l'Industrie et la ministre de la Santé annoncent un investissement de 1,7 milliard de dollars pour lancer l'Initiative Talent mondial en recherche Impact+ Canada, qui comprendra un ensemble de programmes visant à attirer au pays des chercheurs de renom de l'étranger.
 - [Groupe de discussion avec des particuliers résidant dans la région du Grand Toronto \(RGT\) \(9 janvier\).](#)
 - [Groupe de discussion avec des particuliers âgés de 30 à 60 ans résidant à Ottawa et dans la Région de la capitale nationale \(10 décembre\).](#)
 - [Groupe de discussion avec des particuliers résidant au Québec \(11 décembre\).](#)
 - Le 12 décembre. Le gouvernement du Canada annonce que le premier segment du réseau de trains à grande vitesse reliera sera construit dans le corridor Ottawa Montréal et que la construction de ce segment devrait commencer en 2029.
 - Le 12 décembre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 7 millions de dollars à l'appui de la recherche dans le domaine des technologies énergétiques dans le but de permettre au Canada de tirer le meilleur parti de ses ressources naturelles et de ses infrastructures existantes, tout en saisissant les nouvelles occasions qui se présentent pour développer des technologies énergétiques émergentes sur le territoire canadien.
- Du 15 au 21 décembre
 - Le 15 décembre. Le gouvernement du Canada annonce avoir conclu un nouvel accord de transport aérien avec la République d'Albanie, qui permettra d'accroître le trafic aérien de passagers et de marchandises entre les deux pays.
 - Le 15 décembre. La ministre des Affaires étrangères annonce que le Canada impose des sanctions supplémentaires à l'encontre de 4 individus en vertu du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant l'Iran*.
 - Le 16 décembre. Le ministre de la Défense nationale annonce que le Canada entend verser une contribution de 50 millions de dollars à la coalition axée sur les capacités en matière

de drones, en plus des 37 millions de dollars déjà versés, pour soutenir les forces ukrainiennes chargées des systèmes sans pilote.

- Le 16 décembre. Le gouvernement du Canada annonce un financement de 7 millions pour l'aide humanitaire afin de soutenir les efforts de secours d'urgence au Sri Lanka à la suite du cyclone Ditwah ayant causé d. importants dommages aux habitations et aux infrastructures.
- Le 17 décembre. Le gouvernement du Canada annonce que 19,6 millions de dollars seront investis dans 82 initiatives d'intendance dirigées par des Autochtones afin de soutenir des solutions climatiques locales, la conservation des espèces en péril et des programmes des gardiens des Premières Nations.
- Du 22 au 31 décembre
 - Le 22 décembre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il présentera un plan détaillé au Tribunal canadien des droits de la personne (TCDP) pour réformer les Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations (SEFPN) et qui respecte les approches régionales tout en fonctionnant dans un cadre national cohérent. Cette approche pour les ententes régionales est appuyée par un financement de 35,5 milliards de dollars jusqu'en 2033-2034, et par un engagement permanent de 4,4 milliards de dollars par année par la suite pour s'assurer que les enfants et les familles des Premières Nations — maintenant et à l'avenir — disposent de ressources durables.
- Du 1er au 7 janvier 2026
 - Le 7 janvier. Le gouvernement du Canada annonce des progrès en lien avec son initiative Maisons Canada et notamment la signature d'ententes historiques avec les provinces et les municipalités, six projets en voie de réalisation sur des terres fédérales, ainsi que son engagement à construire des milliers de logements abordables dont les premiers coups de pelle seront donnés en 2026.
 - Le 7 janvier. Les gouvernements du Canada et du Québec annoncent la conclusion d'une entente prévoyant une collaboration pour soutenir la mise en œuvre du Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut (PIAFSAA) au Québec. Dans le cadre de cette entente, le gouvernement fédéral s'engage à consacrer 12,4 millions de dollars pour couvrir les coûts engagés par le Québec pour la coordination de la récupération des armes à feu admissibles sur son territoire.
 - [Groupe de discussion avec des particuliers résidant au Canada atlantique \(7 janvier\).](#)
- Du 8 au 14 janvier
 - [Groupe de discussion avec des femmes résidant dans la région du Lower Mainland en Colombie-Britannique \(8 janvier\)](#)
 - Le 9 janvier. La ministre de l'Industrie annonce qu'à compter de 2026, le gouvernement allouera 241 millions de dollars au Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches du Canada (PARI CNRC) pour mettre en œuvre le volet Assistance à l'industrie de la défense (Assistance ID).
 - [Groupe de discussion avec des particuliers résidant à Regina et à Saskatoon \(9 janvier\).](#)
 - Le 13 janvier. Les gouvernements du Canada et de la Saskatchewan annoncent un financement de 9,7 millions de dollars à l'appui de la recherche sur les cultures en

Saskatchewan, dont 7,2 millions pour appuyer 39 nouveaux projets de recherche sur les cultures dans le cadre du Fonds pour le développement de l'agriculture (FDA).

- Le 13 janvier. Le gouvernement du Canada signe un protocole d'entente avec le gouvernement d'Arabie saoudite pour renforcer la coopération dans le domaine des ressources minérales, et s'est engagé à adopter des mesures visant notamment à promouvoir le commerce et l'investissement dans les chaînes de valeur des minéraux critiques, ainsi qu'à favoriser l'échange de connaissances et à soutenir les efforts bilatéraux déployés pour mettre en place des chaînes d'approvisionnement durables.
- [Groupe de discussion avec des résidents de la région métropolitaine de Montréal \(14 janvier\)](#)
- Du 15 au 21 janvier
 - Le 15 janvier. Le gouvernement du Canada et la Fédération canadienne des municipalités annoncent un investissement d'environ 7,1 millions de dollars pour financer 80 projets qui appuieront notamment des plans d'adaptation aux changements climatiques, des stratégies de gestion des actifs axées sur le climat et des évaluations des risques climatiques à l'échelle de la collectivité dans plusieurs municipalités du Canada.
 - [Groupe de discussion avec des particuliers résidant dans les régions de Peel et de York, en Ontario \(15 janvier\)](#).
 - Le 16 janvier. Le gouvernement du Canada annonce le renouvellement de son soutien au 9-8-8 : Ligne d'aide en cas de crise de suicide, et notamment un investissement de 120,2 millions de dollars sur deux ans afin d'assurer la continuation des activités de la ligne d'aide en cas de crise de suicide 9-8-8, un service essentiel pour les Canadiennes et les Canadiens en situation de détresse.
 - Le 16 janvier. Les gouvernements du Canada et de la Chine annoncent un nouveau partenariat stratégique axé sur l'énergie, l'agroalimentaire et le commerce. Dans le cadre de cette entente, le Canada annonce qu'il autorisera l'entrée sur son marché de 49 000 véhicules électriques fabriqués en Chine, qui seront soumis au traitement tarifaire de la nation la plus favorisée, soit un taux de 6,1 % tandis que la Chine annonce qu'elle réduira les droits de douane sur les graines de canola canadiennes à un taux combiné d'environ 15 %.
 - Le 18 janvier. Les gouvernements du Canada et du Qatar annoncent la conclusion d'un nouveau partenariat visant à renforcer la coopération entre les deux pays dans les domaines du commerce, de l'investissement et de la défense. Dans le cadre de ce partenariat, il est annoncé que le Canada et le Qatar s'engageront à accélérer les investissements et la collaboration bilatéraux dans des domaines tels que l'intelligence artificielle (IA), l'informatique quantique, l'aérospatiale, les technologies de défense, la fabrication de pointe, l'agriculture et l'agroalimentaire.
 - Le 19 janvier. Le premier ministre ainsi que d'autres fonctionnaires fédéraux participent à la 56e réunion annuelle du Forum économique mondial (FEM) qui s'est tenue à Davos-Klosters (Suisse) du 19 au 23 janvier 2026.
 - Le 20 janvier. Les gouvernements du Canada et de l'Ontario annoncent un investissement conjoint de 20 millions de dollars, dans le cadre de la nouvelle Initiative pour la

diversification des marchés et la résilience du commerce, afin d'aider les agriculteurs, les entreprises de transformation et les agroentreprises à vendre davantage de produits cultivés en Ontario à l'échelle mondiale.

- [Groupe de discussion avec des particuliers résidant au Yukon \(20 janvier\).](#)
- [Groupe de discussion avec des résidents d'Ottawa et de la Région de la capitale nationale \(21 janvier\).](#)
- Du 22 au 31 janvier
 - [Groupe de discussion avec des particuliers résidant à Edmonton et à Calgary \(22 janvier\).](#)
 - Le 26 janvier. Le gouvernement du Canada annonce la nouvelle Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels visant à aider plus d'un million de Canadiens à faible et moyen revenu à subvenir à leurs besoins quotidiens, à compter du printemps 2026 (sous réserve de l'assentiment royal). Indexée à l'inflation, cette allocation s'appuiera sur le crédit pour la taxe sur les produits et services (TPS) actuel et fournira une aide supplémentaire de 11,7 milliards de dollars au cours des six prochaines années.
 - [Groupe de discussion avec des résidents du sud-ouest de l'Ontario \(26 janvier\).](#)
 - Le 29 janvier. Le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles annonce qu'il relance le dialogue ministériel Canada-Inde sur l'énergie (DMCIE), marquant un premier pas essentiel vers l'ouverture d'un important canal de discussions suivies pour faire progresser des projets énergétiques canado-indiens.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, à savoir :

- Le dépôt, par le gouvernement du Canada, du budget annuel le 4 novembre 2025 ;
- La réponse soutenue du gouvernement du Canada aux tarifs douaniers imposés par les États-Unis (É.-U.) sur des importations canadiennes ainsi que les efforts soutenus déployés par ce dernier pour conclure un nouvel accord avec les É.-U.
- Les discussions entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Alberta concernant l'éventuelle construction d'un oléoduc s'étendant de l'Alberta à côte ouest de la Colombie-Britannique (C.-B.). Un certain nombre de participants disaient croire que le gouvernement de la Colombie-Britannique et de nombreux groupes autochtones avaient également fait connaître leur point de vue concernant ce projet potentiel ;
- Une annonce selon laquelle le gouvernement du Canada allait adresser une mise en demeure au constructeur automobile mondial Stellantis, en réponse à sa décision de ne plus poursuivre la modernisation de ses usines de Windsor et de Brampton, en Ontario, bien qu'il ait reçu plusieurs millions de dollars en incitatifs du Canada pour mener à bien ces initiatives ;
- L'annonce faite par Citoyenneté Canada (IRCC) de son intention de modifier ses politiques d'immigration, notamment en réduisant le nombre de particuliers admis au Canada au titre des permis de travail pour travailleurs étrangers temporaires (TET) et des permis d'études pour étudiants étrangers au cours des prochaines années.
- La décision du gouvernement du Canada de renouveler son Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires qui vise à apporter un soutien ciblé aux propriétaires d'entreprises et entrepreneurs noirs afin de faciliter leur accès au capital et aux services de soutien à l'entreprise.
- La mise en œuvre, à compter du 1er janvier 2026, d'une hausse des prestations versées dans le cadre de programmes destinés aux personnes âgées, dont le Régime de pensions du Canada (RPC) et la Sécurité de la vieillesse (SV).

Les participants se sont également souvenus d'un certain nombre d'annonces et d'initiatives en lien avec des initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale. La liste comprenait des mesures visant notamment à :

- Les efforts continus déployés par le gouvernement du Canada pour apporter un soutien militaire, financier et humanitaire à l'Ukraine afin de l'aider à poursuivre les efforts continus qu'elle déploie pour défendre son territoire contre l'invasion russe ;
- L'annonce faite par le gouvernement du Canada et le gouvernement chinois selon laquelle les deux pays étaient parvenus à un accord prévoyant que le Canada réduirait les tarifs douaniers actuellement appliqués aux véhicules électriques (VE) fabriqués en Chine, en contrepartie de

quoi la Chine réduirait les tarifs douaniers qu'elle avait précédemment imposés sur les importations de canola canadien ;

- Une annonce faite par le gouvernement du Canada selon laquelle il avait conclu un nouvel accord avec le gouvernement du Qatar, axé sur le renforcement de la coopération entre les deux pays dans les domaines du commerce, de l'investissement et de la défense ;
- La participation du premier ministre et d'autres fonctionnaires fédéraux à la 56e réunion annuelle du Forum économique mondial (FEM) qui s'est tenu à Davos-Klosters (Suisse) du 19 au 23 janvier 2026.

Dix groupes respectivement composés de participants résidant dans les principaux centres urbains de la Saskatchewan et du Manitoba et de particuliers résidant dans la région métropolitaine de Vancouver et à l'île de Vancouver se sont vu poser la question complémentaire de savoir s'ils étaient d'accord ou en désaccord avec l'orientation que suivait actuellement le gouvernement du Canada. Tout compte fait, la proportion de participants ayant une opinion favorable de l'approche du gouvernement fédéral était à peu près équivalente à celle de ceux qui étaient d'un autre avis.

Plusieurs participants parmi ceux qui approuvaient l'orientation prise par le gouvernement du Canada ont cité les mesures prises pour investir dans le développement et la construction d'une série de projets d'infrastructure d'intérêt national, ainsi que d'autres initiatives récentes comme la réduction des taux d'imposition sur le revenu pour un certain nombre de ménages à faibles et moyens revenus, et les efforts visant à rendre le logement plus abordable au Canada grâce à la construction d'un plus grand nombre d'habitations. Un certain nombre de participants parmi ceux ayant exprimé une opinion plus négative estimaient que la vie au Canada au cours des dernières années était devenue très difficile (principalement en raison de la hausse de produits essentiels comme le logement et les produits d'épicerie) et que le gouvernement du Canada n'en faisait pas assez pour remédier à ce problème. On estimait également que le gouvernement du Canada devait davantage se consacrer au système de santé, un certain nombre d'entre eux ayant le sentiment que les fournisseurs de soins de santé dans de nombreuses régions du pays étaient surchargés depuis quelques années, ce qui donnait lieu à des problématiques généralisées liées aux longs délais d'attente et à la pénurie de travailleurs de la santé. Un certain nombre d'entre eux ont exprimé des opinions plus ambivalentes ou neutres, certains participants indiquant qu'ils ne disposaient pas d'informations suffisantes sur les mesures prises par le gouvernement du Canada pour pouvoir fournir une évaluation éclairée de sa performance.

Avions de combat F-35 (résidents de la région du Grand Toronto, résidents d'Ottawa et de la Région de la capitale nationale, résidents du Québec)

Les participants de trois groupes se sont vu poser des questions complémentaires au sujet de la décision du gouvernement du Canada d'acheter plusieurs avions de combat F-35 de fabrication américaine et de la question de savoir s'il devait donner suite à cet engagement. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant la décision éventuelle du gouvernement du Canada de modifier son projet d'achat d'avions de combat F-35 pour les Forces armées canadiennes (FAC), seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Parmi les participants qui avaient entendu quelque chose à ce sujet, quelques-uns ont dit croire que le



gouvernement du Canada avait fait savoir qu'il envisageait désormais d'autres options pour sa flotte aérienne, qui pourraient mieux convenir aux FAC. Afin de faciliter la discussion, les groupes composés de résidents de la région du Grand Toronto et du Québec se sont vu fournir l'information suivante :

Le F-35 est un avion de combat à réaction de fabrication américaine. Bien que le gouvernement du Canada se soit engagé à acheter un certain nombre de F-35 afin de remplacer les CF-18 vieillissants, la possibilité se présente d'acheter différents avions auprès de fournisseurs étrangers, et notamment le Gripen, un chasseur à réaction suédois.

Les participants résidant dans la région du Grand Toronto se sont également vu fournir la mise en contexte suivante avant qu'on leur demande de fournir leurs commentaires sur l'achat, par le gouvernement fédéral, d'avions de combat d'un autre pays que les États-Unis

Certains considèrent que le fait de dépendre de produits américains en matière d'équipement de défense pourrait présenter des risques tant sur le plan économique que sur celui de la sécurité, et préféreraient que le gouvernement achète des avions de combat de fournisseurs autres qu'américains.

Le groupe composé de particuliers résidant à Ottawa et dans la Région de la capitale nationale (RCN) s'est vu fournir une version légèrement différente de cette information, à savoir :

Le gouvernement du Canada a récemment étudié la possibilité de modifier son projet d'acquisition de chasseurs F-35 de fabrication américaine au profit des Forces armées canadiennes. Bien que le gouvernement du Canada se soit engagé à acheter un certain nombre de F-35 afin de remplacer ses CF-18 vieillissants, la possibilité se présente d'acheter différents avions auprès de fournisseurs étrangers, et notamment le Gripen, un avion de combat suédois.

À la question de savoir ce qu'ils pensaient de cette information, presque tous les participants ont fourni des commentaires positifs. Bon nombre d'entre eux estimaient important que le Canada élargisse davantage la liste des pays auprès desquels il achète du matériel et des technologies de défense, et plusieurs d'entre eux étaient d'avis que, tant que des options de rechange comme le Gripen offraient un rapport qualité-prix similaire, il n'y avait aucune raison pour que le gouvernement canadien s'abstienne d'étudier ces possibilités. Un certain nombre de participants estimaient également que, compte tenu de l'incertitude permanente entourant les relations économiques entre le Canada et les États-Unis et du maintien des tarifs douaniers américains sur une vaste gamme de produits importés du Canada, il était logique que le Canada envisage désormais de réduire sa dépendance vis-à-vis des États-Unis en matière de sécurité nationale.

Les participants de la région du Grand Toronto et du Québec se sont vu informer que certains diront qu'en se retirant de cet accord portant sur l'achat de F-35, le gouvernement du Canada risquait de nuire à ses relations avec les États-Unis et que, dans ce contexte, le Canada se devait de respecter son engagement initial afin de préserver de bonnes relations entre le Canada et les États-Unis à l'avenir. À la question de savoir s'ils étaient d'accord avec ce point de vue, les participants ont exprimé des opinions partagées. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que, compte tenu de ce qu'ils percevaient comme étant l'imprévisibilité croissante de l'administration américaine, il était important que le Canada dispose de plusieurs options pour répondre à ses besoins en matière de défense, en particulier

au cas où les relations entre le Canada et les États-Unis connaîtraient de nouvelles perturbations à l'avenir. Certains étaient toutefois d'un avis quelque peu différent, estimant que, même s'il était devenu de plus en plus difficile de négocier avec les États-Unis ces derniers mois, il était essentiel que, compte tenu de leur proximité géographique, les deux pays continuent d'entretenir un partenariat étroit et cordial en matière de défense. Dans cette optique, on estimait qu'il était important que le gouvernement du Canada réfléchisse attentivement à la riposte potentielle des États-Unis avant de prendre toute décision concernant la résiliation de son engagement d'achat de F-35.

Discutant de la question de savoir si les participants de la RGT et du Québec estimaient que la décision du gouvernement du Canada d'acheter des F-35 ou d'autres avions de chasse non américains nuirait ou non à leur perception globale du gouvernement fédéral, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Si un certain nombre d'entre eux ont indiqué qu'ils se sentiraient plus à l'aise si, à l'avenir, le Canada dépendait moins des États-Unis en matière de défense, plusieurs ont reconnu qu'il existait un certain nombre de facteurs (tels que le coût, la qualité des appareils et le maintien des relations avec les États-Unis) dont le gouvernement fédéral devrait tenir compte au moment de prendre cette décision. Dans cette optique, la plupart estimaient que leur perception du gouvernement du Canada ne changerait pas, pourvu que celui-ci explique clairement la logique de sa décision et démontre en quoi le choix des F-35 ou d'une solution comme le Gripen renforcerait au mieux la sécurité nationale du Canada.

Fonction publique fédérale (résidents de la Région de la capitale nationale)

Le groupe composé de particuliers résidant à Ottawa et dans la Région de la capitale nationale a tenu une brève discussion concernant les réductions potentielles d'effectifs et les nouvelles politiques de retour au bureau au sein de la fonction publique fédérale. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant d'éventuelles suppressions de postes dans la fonction publique fédérale, bon nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Si quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que les dépenses fédérales avaient été trop élevées ces dernières années et estimaient que des réductions budgétaires seraient probablement nécessaires à l'avenir, plusieurs se demandaient si la suppression de postes dans la fonction publique fédérale constituait la bonne voie à suivre pour le gouvernement du Canada. Un certain nombre d'entre eux ont fait part de leurs préoccupations quant à l'impact que ces suppressions d'emplois potentielles pourraient avoir sur les moyens de subsistance et la situation financière des personnes licenciées, tandis que d'autres s'inquiétaient des coûts budgétaires connexes et notamment des indemnités de licenciement et des rachats de contrats liés au départ des fonctionnaires.

À la question de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant l'éventuelle mise à jour de politiques du gouvernement du Canada sur le retour au bureau des fonctionnaires fédéraux, la plupart ont répondu par l'affirmative. Un grand nombre de participants ont exprimé des commentaires négatifs, plusieurs d'entre eux estimant qu'un tel changement de politique obligerait de nombreux fonctionnaires fédéraux à consacrer beaucoup plus de temps chaque jour à leurs trajets domicile-travail, ce qui réduirait le temps dont ils disposent pour se consacrer à leurs tâches professionnelles et à d'autres aspects de leur vie. On était également d'avis que, compte tenu des progrès récents dans le

domaine des télécommunications et des plateformes de rencontre numériques, les fonctionnaires fédéraux de nombreux ministères et organismes pouvaient désormais être tout aussi productifs (sinon davantage) en travaillant à domicile et que, par conséquent, un tel changement de politique n'était pas jugé nécessaire. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que, plutôt que d'instaurer une politique générale de retour au bureau, le gouvernement fédéral devait déterminer au cas par cas si la présence des employés au bureau était nécessaire, et ce, en fonction de leurs responsabilités professionnelles respectives.

Train à grande vitesse (corridor Ottawa-Montréal)

Les participants résidant dans le corridor Ottawa-Montréal se sont vu poser quelques questions complémentaires concernant les projets du gouvernement fédéral visant à développer un réseau ferroviaire à grande vitesse dans leur région. À la question de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit en rapport avec le gouvernement du Canada et de grands projets d'infrastructure, un certain nombre de participants ont déclaré avoir entendu parler du projet de construction d'un nouvel oléoduc et gazoduc depuis l'Alberta jusqu'à la côte ouest de la Colombie-Britannique, tandis que quelques-uns d'entre eux ont également mentionné les travaux de rénovation en cours dont font l'objet les édifices du Parlement canadien.

À la question de savoir s'ils avaient entendu parler d'un projet du gouvernement du Canada visant à développer une ligne ferroviaire à grande vitesse entre Toronto et Québec, tous les participants ont répondu par l'affirmative. Faisant part de leurs réactions, si ces derniers considéraient que ce projet permettrait d'accélérer les déplacements le long du corridor entre Toronto à Québec, un certain nombre d'entre eux ont exprimé leur inquiétude quant à ce qu'ils percevaient comme étant le coût financier élevé associé à la réalisation d'un projet de transport d'une telle envergure. Parmi ces participants, on était d'avis qu'il existait déjà de nombreux moyens de se déplacer relativement rapidement entre Toronto et Québec, tandis que d'autres estimaient qu'il y avait probablement d'autres priorités plus immédiates sur lesquelles le gouvernement du Canada devait se concentrer.

Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels (sud-ouest de l'Ontario)

Le groupe composé de résidents du sud-ouest de l'Ontario a tenu une brève discussion sur l'« Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels » récemment annoncée, ainsi que sur d'autres mesures que prenait le gouvernement fédéral pour rendre les denrées alimentaires plus abordables dans l'intérêt des Canadiens. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de mesures du gouvernement du Canada visant à faire face à la hausse du prix des produits d'épicerie, seuls quelques participants ont répondu par l'affirmative. Si quelques participants, parmi ceux qui en avaient entendu parler, disaient croire que le gouvernement fédéral avait pris des mesures visant à augmenter le crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) et pour offrir une remise sur les produits d'épicerie aux Canadiens, aucun d'entre eux n'a expressément mentionné l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Aujourd'hui, le gouvernement du Canada a annoncé la mise en place de l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, anciennement connue sous le nom de « crédit pour la taxe sur les produits et services » (TPS), dont le montant sera augmenté de 25 % pendant cinq ans à compter de juillet 2026. Le gouvernement du Canada propose en outre un paiement unique équivalent à 50 % du crédit.

De plus, le gouvernement du Canada met en place des mesures visant à renforcer la production d'aliments au pays, à faire respecter les règles de concurrence dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire et à accroître la sécurité alimentaire dans le Nord ; il injecte également 20 millions de dollars supplémentaires pour venir en aide aux banques alimentaires.

Si la plupart des participants ont favorablement réagi à cette annonce et s'attendaient à ce que ces mesures contribuent à aider les nombreux ménages à faibles et moyens revenus qui, selon eux, peinaient à faire face au coût élevé de la vie, aucun d'entre eux ne pensait que cette initiative permettrait de rendre les produits alimentaires et autres produits essentiels plus abordables à long terme. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que si le gouvernement du Canada devait prendre davantage de mesures pour stabiliser et faire baisser le coût des produits d'épicerie à l'avenir, plusieurs d'entre eux estimant que les prix des denrées alimentaires avaient continué d'augmenter ces dernières années, même si le taux d'inflation général avait ralenti. Certains participants estimaient également que les critères d'admissibilité pour des aides financières comme cette allocation devaient être élargis, et un certain nombre d'entre eux ont indiqué que, même s'ils peinaient également à faire face à la hausse du coût de la vie, leurs revenus étaient probablement trop élevés pour qu'ils puissent bénéficier de cette mesure. En se focalisant sur d'autres aspects de cette annonce, certains ont salué les mesures visant à accroître la production alimentaire nationale, estimant qu'il s'agissait là d'une étape importante pour accroître l'autonomie du Canada dans ce domaine dans les années à venir.

Grands projets d'infrastructure (résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de grands centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec)

Les participants de cinq groupes ont pris part à des discussions portant sur les grands projets d'infrastructure d'intérêt national qu'avait récemment annoncés le gouvernement fédéral. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit en rapport avec le gouvernement du Canada et de grands projets d'infrastructure, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative. Parmi ceux qui en avaient entendu parler, certains projets ont notamment été évoqués, dont le projet d'expansion de la mine Red Chris, le projet du port de Churchill Plus et le projet LNG Canada — Phase 2. Bien que n'ayant connaissance d'aucune initiative précise, un certain nombre d'entre eux ont indiqué avoir entendu dire que le gouvernement du Canada avait annoncé une série de projets visant à accroître l'exploitation minière de minéraux critiques ainsi que la construction et l'extension de certaines infrastructures commerciales essentielles, dont des ports et des lignes ferroviaires. Un certain nombre d'entre eux avaient également entendu dire que le gouvernement du Canada étudiait la possibilité de construire un nouvel oléoduc et gazoduc reliant l'Alberta à la côte ouest de la Colombie-Britannique.

Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé un certain nombre de grands projets d'infrastructure actuellement à l'étude pour aider à transformer l'économie canadienne. Afin d'orienter ces projets, un nouveau Bureau des grands projets, dont le siège social est situé à Calgary, sera chargé d'accélérer leur réalisation en simplifiant et en accélérant les processus d'approbation réglementaires et en aidant ces projets à obtenir du financement.

Ces projets prévoient notamment une production accrue de gaz naturel liquéfié, d'énergie nucléaire, l'augmentation de l'exploitation minière, l'agrandissement des ports et l'augmentation de la production d'électricité propre.

Les participants se sont ensuite vu fournir de l'information concernant de grands projets qui avaient été annoncés pour leurs régions respectives.

Ontario

Les groupes composés de résidents de la région du Grand Toronto (RGT), d'Ottawa et de la RCN se sont vu fournir de l'information au sujet du projet de nouvelle centrale nucléaire de Darlington, à Clarington (Ontario), et du projet nickélifère Crawford de la société Canada Nickel, à Timmins (Ontario).

Nouveau projet nucléaire de Darlington — Clarington (Ontario)



Ce projet fera du Canada le premier pays du G7 à se doter d'un petit réacteur modulaire (PRM) opérationnel, fournissant une énergie propre à 300 000 foyers.

Le projet nickélifère Crawford de la société Canada Nickel — Timmins, Ontario



Situé sur la deuxième plus vaste réserve de nickel au monde, le projet nickélifère Crawford va produire du nickel de haute qualité et à faible teneur en carbone avec un potentiel d'empreinte carbone négative.

Sur l'image suivante figurent côte à côte deux grands projets d'infrastructure. À droite figure l'image du nouveau projet nucléaire de Darlington, à Clarington (Ontario). Un bâtiment aux lignes épurées, de couleur argentée, situé près d'un grand plan d'eau figure sur l'image associée à ce projet. Le bâtiment comporte une longue fenêtre faisant face à la caméra, avec une route d'accès et un espace vert devant ce dernier. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet fera du Canada le premier pays du G7 à se doter d'un petit réacteur modulaire (PRM) opérationnel, fournissant une énergie propre à 300 000 foyers » ; à droite, figure le projet nickélifère Crawford de la société Canada Nickel à Timmins (Ontario). Deux bâtiments d'un jaune vif situés dans une clairière boueuse, entourés d'une forêt verdoyante figurent sur l'image associée à ce projet. Sous l'image figure le texte suivant : « Situé sur la deuxième plus vaste réserve de nickel au monde, le projet nickélifère Crawford va produire du nickel de haute qualité et à faible teneur en carbone avec un potentiel d'empreinte carbone négative. »

Dans l'ensemble, les participants ont pour la plupart réagi positivement à ces projets, bon nombre d'entre eux se réjouissant particulièrement de ce qu'ils percevaient comme étant une volonté accrue du gouvernement fédéral de développer davantage l'énergie nucléaire au Canada dans les années à venir. Selon plusieurs d'entre eux, l'énergie nucléaire constituait une source d'énergie renouvelable sûre et propre, et un certain nombre d'entre eux estimaient que des projets comme celui de la nouvelle centrale nucléaire de Darlington contribueraient à rendre l'énergie plus abordable dans l'intérêt des Canadiens et à renforcer la position économique du Canada dans le secteur des énergies propres. Parmi le petit nombre de participants ayant mentionné le projet nickélifère Crawford de la société Canada Nickel, on était d'avis que le gouvernement fédéral devait accorder davantage

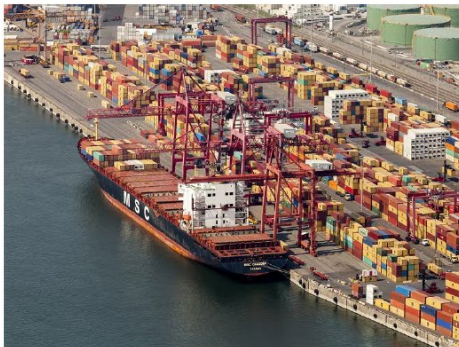
d'importance à l'exploitation minière et à l'exportation de minéraux critiques tels que le nickel, d'autres estimant qu'il s'agissait d'un domaine dans lequel Le Canada jouissait d'un avantage concurrentiel par rapport à plusieurs économies comparables dans le monde. Quelques participants ont également réagi favorablement à l'information selon laquelle ce projet permettrait de produire du nickel de haute qualité à faible empreinte carbone et pourrait même présenter une empreinte carbone nette globalement négative.

Lorsqu'on leur a demandé si certains aspects de ces projets les préoccupaient, un certain nombre d'entre eux se sont dit inquiets des impacts environnementaux (comme la déforestation) que pourrait entraîner le projet Crawford et ont dit espérer que des efforts seraient déployés pour garantir que l'environnement et les écosystèmes environnants soient protégés autant que possible tout au long des travaux. Quelques-uns d'entre eux étaient également d'avis que le nombre de foyers (à savoir 300 000) censés bénéficier d'une énergie propre grâce au projet de nouvelle centrale nucléaire de Darlington était quelque peu insuffisant et estimaient que des efforts devraient être déployés pour augmenter le nombre de Canadiens qui bénéficieraient d'une énergie propre dans le cadre de cette initiative.

Québec

Le groupe composé de résidents du Québec s'est vu fournir de l'information concernant le projet de terminal à conteneurs de Contrecoeur à Contrecoeur (Québec), ainsi que le projet de la mine Matawinie de Nouveau Monde Graphite à Saint-Michel-des-Saints (Québec).

**Projet de terminal à conteneurs de
Contrecoeur — Montréal, Québec**



Ce projet permettra d'augmenter la capacité de manutention de conteneurs du Port de Montréal d'environ 60 %.

**La mine Matawinie de Nouveau Monde
Graphite — Saint-Michel-des-Saints, Québec**



Cette mine de graphite à ciel ouvert fournira d'importantes composantes pour des applications de défense et les chaînes d'approvisionnement en batteries.

Deux grands projets d'infrastructure qui avaient été annoncés par le gouvernement du Canada figurent sur l'image ci-dessus. À gauche figure le projet de terminal à conteneurs de Contrecoeur à Contrecoeur (Québec). L'image associée à ce projet montre un grand porte-conteneurs en train de charger de la marchandise supplémentaire dans le port de Montréal. Sous l'image figure le

texte suivant : « Ce projet permettra d'augmenter la capacité de manutention de conteneurs du port de Montréal d'environ 60 % ». À droite figure le projet de la mine Matawinie de Nouveau Monde Graphite. L'image associée à ce projet montre une zone minière défrichée au milieu d'une forêt verdoyante. Sous l'image figure le texte suivant : « Cette mine de graphite à ciel ouvert fournirait d'importantes composantes pour des applications de défense et les chaînes d'approvisionnement en batteries ».

Faisant part de leurs réactions, plusieurs d'entre eux étaient d'avis que ces initiatives entraîneraient des retombées économiques appréciables pour le Québec (ainsi que pour l'ensemble du Canada), et bon nombre d'entre eux s'attendaient à ce que ces deux projets constituent de bonnes sources d'emplois pour la province sur le long terme. On était d'avis que des initiatives comme le projet de terminal à conteneurs de Contrecoeur contribueraient à accroître la capacité commerciale du Canada dans les années à venir, tandis que d'autres estimaient que l'exploitation accrue de minéraux critiques, comme le graphite, aiderait désormais à renforcer la sécurité économique du Canada et la capacité du pays à exporter ces ressources vers des partenaires commerciaux internationaux. Bien que généralement favorable à ce projet, un petit nombre de participants se disait préoccupé par les effets de ces initiatives (et plus particulièrement du projet de la mine de Matawinie) sur le milieu ambiant. Quelques-uns d'entre eux estimaient important de veiller à ce que les communautés et intervenants autochtones soient consultés et que leurs opinions soient prises en compte à chaque étape du développement et de la construction de ces projets.

Manitoba et Saskatchewan

Le groupe composé de particuliers résidant dans de grands centres urbains au Manitoba et en Saskatchewan s'est vu fournir de l'information concernant le projet de mine de cuivre de Foran à McIlvanna Bay dans le Centre-Est de la Saskatchewan ainsi que le projet du port de Churchill Plus dans le Nord du Manitoba.



Projet de mine de cuivre de Foran à McIlvenna Bay — Centre-Est de la Saskatchewan



Ce projet fournira du cuivre et du zinc afin de renforcer la position du Canada en tant que fournisseur mondial de minéraux critiques.

C'est également le premier projet de cuivre carboneutre au Canada.

Port de Churchill Plus



En partenariat avec les peuples autochtones, ce projet visera à moderniser le port de Churchill et à étendre les corridors commerciaux en les dotant d'une route praticable en toutes saisons, d'une ligne ferroviaire modernisée, d'un nouveau corridor énergétique et des moyens de briser la glace en mer. L'augmentation des capacités d'exportation dans le Nord canadien en passant par la baie d'Hudson contribuera à intensifier et diversifier les échanges commerciaux.

Deux grands projets d'infrastructure qui avaient été annoncés par le gouvernement du Canada figurent sur l'image ci-dessus. Au centre figure le projet de mine de cuivre de Foran à McIlvenna Bay, dans le centre est de la Saskatchewan. L'image associée à ce projet montre un chantier en activité dans une clairière au cœur d'une forêt verdoyante et d'un grand cours d'eau. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet fournira du cuivre et du zinc afin de renforcer la position du Canada en tant que fournisseur mondial de minéraux critiques. » C'est également le premier projet de cuivre carboneutre au Canada. » À droite figure le projet Port de Churchill Plus situé dans le nord du Manitoba. L'image associée à ce projet montre une magnifique vue aérienne du port de Churchill, mettant en valeur les vastes étendues d'eau cristallines qui s'étendent de part et d'autre du port. Sous l'image figure le texte suivant : « En partenariat avec les peuples autochtones, ce projet visera à moderniser le port de Churchill et à étendre les corridors commerciaux en les dotant d'une route praticable en toutes saisons, d'une ligne ferroviaire modernisée, d'un nouveau corridor énergétique et des moyens de briser la glace en mer. L'augmentation des capacités d'exportation dans le Nord canadien en passant par la baie d'Hudson contribuera à intensifier et diversifier les échanges commerciaux. »

Les participants ont, pour la plupart, positivement réagi à ces initiatives, plusieurs d'entre eux s'attendant à ce qu'elles constituent une source d'emplois bien rémunérés pour les travailleurs du Manitoba et de la Saskatchewan, et qu'elles contribuent à accroître l'activité économique dans ces provinces. Tout en soutenant ces projets, un certain nombre d'entre eux estimaient qu'il était important de prendre des mesures pour veiller à ce que ces projets n'aient pas d'impact négatif sur l'environnement immédiat et le bien-être des résidents de collectivités avoisinantes. En ce qui concerne le projet « Port de Churchill Plus », quelques participants souhaitaient obtenir davantage de précisions sur la nature du partenariat qui serait établi entre le gouvernement du Canada et les communautés autochtones. Il est particulièrement intéressant de noter que les participants ont exprimé le souhait d'obtenir davantage de précisions sur le degré d'implication des peuples autochtones dans l'élaboration et la mise en œuvre de cette initiative. Un certain nombre d'entre eux se demandaient également si, d'un point de vue logistique, il serait possible de construire de nouvelles routes et lignes ferroviaires traversant le terrain accidenté et isolé menant au port de Churchill, certains estimant que cela constituerait probablement un processus extrêmement coûteux et chronophage.

À la question de savoir quelles retombées positives, le cas échéant, ils espéraient voir découler du projet du port de Churchill Plus et de l'extension des routes commerciales dans le Nord canadien en passant par la baie d'Hudson, plusieurs participants ont réitéré leur espoir que le projet favoriserait la création d'emplois et stimulerait l'activité économique dans le centre du Canada. Un certain nombre d'entre eux estimaient qu'en investissant dans l'extension de ces routes commerciales, le gouvernement du Canada faciliterait l'expédition de matériaux et de produits vers le marché international dans l'intérêt des chefs d'entreprise du Manitoba et de la Saskatchewan. Parmi ces participants, on s'attendait à ce que cela entraîne une croissance économique significative dans toute la région au cours des années à venir.

Après s'être vu informer que l'un des volets de ce projet comprenait la création éventuelle d'un nouveau corridor énergétique, on a demandé aux participants ce que cela pourrait, selon eux, impliquer ou comprendre. Dans l'ensemble, plusieurs d'entre eux estimaient que la création d'un nouveau corridor énergétique impliquerait probablement la construction de nouveaux oléoducs et de gazoducs pour le transport du pétrole et du gaz naturel, ainsi que la mise en place d'autres lignes destinées au transport d'énergies renouvelables telles que l'hydroélectricité. Tout en estimant que des ressources non renouvelables telles que le pétrole et le gaz seraient probablement mises à contribution dans la création de tout nouveau corridor énergétique, un certain nombre de participants s'attendaient également à ce que toute initiative visant à créer ce corridor soit conciliée avec la priorité accordée à la protection de l'environnement et à l'atténuation des effets du changement climatique. Dans cette optique, certains estimaient que ce nouveau corridor énergétique potentiel vers le port de Churchill serait vraisemblablement fortement axé sur le développement et l'utilisation accrue à long terme de technologies d'énergie propre au Canada.

Colombie-Britannique

Le groupe composé de résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver a tenu une discussion portant sur le projet LNG Canada— Phase 2 à Kitimat (C.-B.), l'agrandissement de la mine Red Chris dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique, la ligne de transport d'électricité de la côte nord dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique et le projet Ksi Lisims LNG à l'île Pearse (C.-B.).

LNG Canada — phase 2 — Kitimat (Colombie-Britannique)



Ce projet doublerait la production de gaz naturel liquéfié de LNG Canada, ce qui en ferait la deuxième plus grande installation du genre au monde.

Expansion de la mine Red Chris — Nord-Ouest de la Colombie-Britannique



Ce projet permettra de prolonger de plus de 10 ans la durée de vie de la mine, d'augmenter de plus de 15 % la production annuelle de cuivre au Canada.

Deux grands projets d'infrastructure que le gouvernement du Canada avait récemment annoncés figurent sur l'image ci-dessus. À gauche figure la première phase du projet de gazoduc LNG Canada — Phase 2 à Kitimat (C.-B.). L'image associée à ce projet montre une imposante installation industrielle avec en toile de fond une voie navigable et une pittoresque chaîne de montagnes. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet doublerait la production de gaz naturel liquéfié de LNG Canada, ce qui en ferait la deuxième plus grande installation du genre au monde ». À droite figure le projet d'expansion de la mine Red Chris, dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique. L'image associée à ce projet montre une grande mine à ciel ouvert située dans une zone verdoyante et montagneuse. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet permettra de prolonger de plus de 10 ans la durée de vie de la mine et d'augmenter de plus de 15 % la production annuelle de cuivre au Canada. »



**La Ligne de transport d'électricité de la côte nord
— Nord-ouest de la Colombie-Britannique**



Ce projet relierait deux corridors énergétiques afin de fournir une électricité propre et peu coûteuse ainsi que de meilleures télécommunications aux communautés situées le long de la côte ouest.

**Le Terminal de GNL Ksi Lisims — île Pearse,
Colombie-Britannique**



Dirigé par la Nation Nisga'a, le projet de terminal de GNL Ksi Lisims deviendra la deuxième plus vaste installation de GNL au Canada et l'une de celles qui, dans le monde, émettront le plus faible taux d'émissions une fois l'électrification complète terminée. En effet, son taux d'émission sera 94 % inférieur à la moyenne mondiale.

Deux grands projets d'infrastructure qui avaient récemment été annoncés par le gouvernement du Canada figurent sur l'image ci-dessus. À gauche figure le projet de ligne de transport d'électricité de la côte nord, en Colombie-Britannique. L'image montre une importante ligne électrique traversant une forêt verdoyante, avec un lac azur à proximité. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet relierait deux corridors énergétiques afin de fournir une électricité propre et peu coûteuse ainsi que de meilleures télécommunications aux communautés situées le long de la côte ouest ». À droite figure le projet de terminal de GNL Ksi Lisims, à l'île Pearse (C.-B.). L'image montre deux grands cargos pris en vue aérienne procédant au chargement de marchandises sur une magnifique voie navigable aux eaux bleues, encadrée de part et d'autre par deux forêts verdoyantes. On aperçoit ce qui semble être l'océan en arrière-plan. Sous cette image figure le texte suivant : « Dirigé par la Nation Nisga'a, le projet de terminal de GNL Ksi Lisims deviendra la deuxième plus vaste installation de GNL au Canada et l'une de celles qui émettront le plus faible taux d'émissions au monde une fois son électrification complète terminée. En effet, son taux d'émission sera 94 % inférieur à la moyenne mondiale. »

Les participants ont pour la plupart favorablement accueilli ces projets, plusieurs d'entre eux estimant que ces investissements du gouvernement fédéral étaient susceptibles de stimuler de manière significative l'activité économique en Colombie-Britannique, ainsi que dans l'ensemble du Canada, dans les années à venir. Un certain nombre d'entre eux ont toutefois exprimé des inquiétudes quant aux potentielles répercussions négatives de ces projets sur l'environnement (notamment sur les écosystèmes côtiers uniques de la Colombie-Britannique) et estimaient qu'il était important que le gouvernement du Canada mette en place une réglementation et des mesures de surveillance afin de garantir que les projets soient réalisés dans le plus grand respect possible de l'environnement. Quelques-uns d'entre eux estimaient également important que ces projets soient détenus par des intérêts canadiens et que le gouvernement fédéral s'attache en priorité à garantir que ces projets débouchent sur la création de nouveaux emplois pour travailleurs canadiens qualifiés, tant pendant leur phase de construction qu'une fois opérationnels.



Nord canadien

Les participants du groupe composé d'Autochtones résidant dans les Territoires du Nord-Ouest, au Yukon et au Nunavut se sont vu fournir de l'information concernant le projet hydroélectrique de la Nunavut Nukiksautiit Corporation à Iqaluit (Nunavut) et le projet de terminal de GNL Ksi Lisims à l'île Pearce (C.-B.).

Le Terminal de GNL Ksi Lisims — île Pearce, Colombie-Britannique



Dirigé par la Nation Nisga'a, le projet de terminal de GNL Ksi Lisims deviendra la deuxième plus vaste installation de GNL au Canada et l'une de celles qui, dans le monde, émettront le plus faible taux d'émissions une fois l'électrification complète terminée. En effet, son taux d'émission sera 94 % inférieur à la moyenne mondiale.

Le Projet hydroélectrique de la Nunavut Nukiksautiit Corporation à Iqaluit — Iqaluit, Nunavut



Ce projet deviendrait le premier projet hydroélectrique au Nunavut entièrement dirigé par des Inuits, permettant ainsi à Iqaluit de ne plus dépendre des 15 millions de litres de diesel importés chaque année.

Il contribuerait également à renforcer la souveraineté et la durabilité du Canada dans l'Arctique.

Sur l'image suivante figurent deux projets que le gouvernement du Canada avait récemment annoncés. À gauche figure le projet de terminal de GNL Ksi Lisims, à l'île Pearce (C.-B.). L'image montre deux grands cargos pris en vue aérienne alors qu'ils procèdent au chargement de marchandises sur une magnifique voie navigable aux eaux azurées, encadrée de part et d'autre par deux forêts verdoyantes. On aperçoit ce qui semble être l'océan en arrière-plan. Sous cette image figure le texte suivant : "Dirigé par la Nation Nisga'a, le projet de terminal de GNL Ksi Lisims deviendra la deuxième plus vaste installation de GNL au Canada et l'une de celles qui émettront le plus faible taux d'émissions au monde une fois son électrification complète terminée. En effet, son taux d'émission sera 94 % inférieur à la moyenne mondiale. À droite figure le projet hydroélectrique de la Nunavut Nukiksautiit Corporation situé à Iqaluit (Nunavut). L'image associée à ce projet montre une rivière tumultueuse entourée d'une vaste étendue rocheuse, avec en toile de fond un ciel bleu ennuagé. Sous cette image figure le texte suivant : "Ce projet deviendrait le premier projet hydroélectrique au Nunavut entièrement dirigé par des Inuits, permettant ainsi à Iqaluit de ne plus dépendre des 15 millions de litres de diesel importés chaque année". Il contribuerait également à renforcer la souveraineté et la durabilité du Canada dans l'Arctique."

Les participants ont tous réagi positivement à ces initiatives, bon nombre d'entre eux louant tout particulièrement le fait que ces projets seraient entièrement détenus et exploités par des Autochtones. Plusieurs d'entre eux ont également réagi de manière positive à ce qu'ils percevaient comme étant l'importance accordée aux énergies propres, à la durabilité et à la réduction des émissions de carbone dans le cadre de ces projets. Un certain nombre d'entre eux espéraient que ces derniers contribuent à

favoriser la création d'emplois au sein des communautés autochtones ainsi qu'à stimuler l'activité économique dans l'ensemble du Nord canadien.

Les participants de tous les groupes se sont vu poser la question de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit à propos du gouvernement du Canada en lien avec des pipelines. Tout compte fait, un grand nombre de participants ont déclaré avoir entendu quelque chose à ce sujet, plusieurs se souvenant avoir entendu des nouvelles selon lesquelles le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Alberta étaient parvenus à un accord visant à étudier la possibilité de construire un oléoduc et gazoduc depuis l'Alberta jusqu'à la côte ouest du Canada. Un certain nombre d'entre eux se sont également souvenus avoir entendu dire que le gouvernement de la Colombie-Britannique et de nombreux groupes autochtones s'étaient opposés à cet accord, et que des discussions étaient en cours pour déterminer si un projet de type finirait par voir le jour. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Les gouvernements du Canada et de l'Alberta ont récemment conclu un nouvel accord de coopération en matière d'énergie définissant les conditions à remplir pour la construction d'un nouvel oléoduc vers le Pacifique.

L'objectif consiste à faire construire et financer des pipelines par le secteur privé, avec la participation d'Autochtones en tant que copropriétaires, afin d'augmenter le volume de pétrole pouvant être transporté vers la côte ouest en vue de son exportation vers l'Asie.

Cet énoncé a suscité des réactions contrastées parmi les participants, qui étaient à peu près aussi nombreux à avoir réagi positivement à cette information que ceux qui se disaient d'un autre avis. Parmi ceux qui ont réagi de manière plus positive, plusieurs estimaient que la construction d'un nouvel oléoduc vers le Pacifique s'avérerait très bénéfique pour l'économie canadienne, car elle permettrait aux entreprises pétrolières et gazières canadiennes d'acheminer plus facilement leurs ressources vers le marché mondial et d'étendre leurs activités commerciales en collaboration avec des partenaires économiques du Canada en Asie. On était également d'avis que la mise en service de ce pipeline contribuerait à l'avenir à réduire la dépendance du secteur pétrolier canadien à l'égard du commerce avec les États-Unis et aiderait à rendre l'ensemble du pays moins vulnérable à des mesures économiques comme celles des tarifs douaniers. On espérait également que, en contribuant à accroître la production et le transport de pétrole au Canada, cet oléoduc contribuerait désormais à rendre les coûts de l'énergie et des carburants plus abordables dans l'intérêt des ménages canadiens.

Parmi ceux qui étaient opposés à cet accord ou qui avaient des inquiétudes à son sujet, bon nombre de participants s'inquiétaient de l'impact que ce projet pourrait avoir sur l'environnement, notamment sur la faune et les écosystèmes uniques se trouvant actuellement dans le tracé proposé pour cet oléoduc. Un certain nombre d'entre eux étaient particulièrement préoccupés par le risque d'accident que comporte ce pipeline, notamment de déversements de pétrole, qui, selon eux, pourraient causer des dommages irréversibles à l'environnement immédiat et à d'importantes voies navigables côtières. Certains d'entre eux se demandaient également si ce pipeline risquerait d'avoir des répercussions négatives sur les ménages vivant sur les terres où il serait construit ou à proximité, et estimaient important que le gouvernement fédéral offre des garanties quant à la protection de ces collectivités et à leur accès à une part des retombées liées à la croissance économique accrue que ce pipeline devrait

générer. Bien que n'étant pas opposés à cet accord, plusieurs se demandaient comment la copropriété autochtone de ce projet fonctionnerait en pratique, et comment les opinions des intervenants autochtones seraient conciliées avec ceux des gouvernements fédéral et provinciaux et du secteur privé.

Les participants du groupe composé d'Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut se sont vu informer que dans le cadre de cet accord, le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Alberta s'étaient engagés à nouer un dialogue constructif avec les Autochtones de l'Alberta et de la Colombie-Britannique susceptibles d'être impactés par ce pipeline. À la question de savoir ce qu'ils pensaient de cet engagement, plusieurs participants ont exprimé leur scepticisme, un certain nombre d'entre eux estimant que davantage d'information était nécessaire pour savoir en quoi consisterait exactement une participation significative, ainsi que sur les mesures concrètes qui seraient prises pour garantir que les opinions des Autochtones sont entendues. En repensant à tous les projets dont ils avaient discuté (notamment le projet de GNL de la nation Nisga'a, le projet hydroélectrique d'Iqaluit et d'éventuels nouveaux oléoducs), on a demandé aux participants de ce groupe s'ils estimaient que ces initiatives seraient pour la plupart positives ou négatives pour les populations autochtones. Diverses opinions ont été exprimées, le nombre de participants se disant optimistes quant aux retombées économiques potentielles que ces initiatives devraient entraîner pour les peuples et les communautés autochtones étant à peu près équivalent au nombre des participants s'inquiétant principalement des répercussions négatives que ces projets (et le pipeline en particulier) pourraient avoir sur l'environnement.

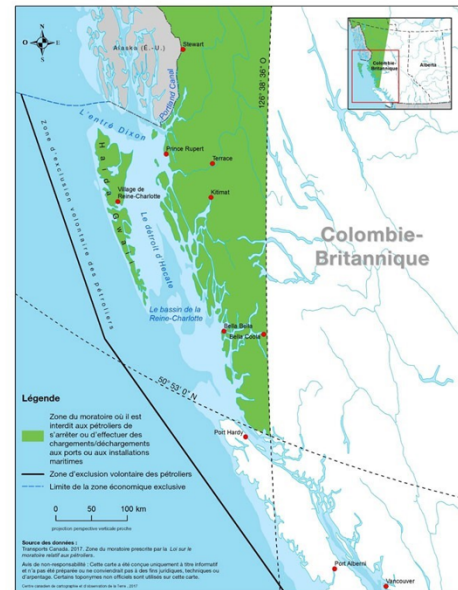
En focalisant leur discussion sur le projet de pipeline, les participants de ce groupe se sont également vu informer que les gouvernements du Canada et de l'Alberta prévoyaient de construire et de financer le projet Pathways qui, une fois achevé, deviendrait la plus grande installation de capture, d'utilisation et de stockage de carbone au monde et contribuerait à faire du pétrole albertain l'un des plus faibles en intensité carbone au monde. Lorsqu'on leur a demandé si cela remédiait à leurs préoccupations environnementales concernant ce projet, peu de participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux estimaient que, même avec la mise en place de la technologie de capture du carbone, de nombreux risques environnementaux subsistaient, notamment ceux liés aux déversements de pétrole et autres accidents pouvant survenir lors du transport du pétrole par voie terrestre ou maritime.

Les participants de tous les groupes à l'exception du groupe composé de résidents du Québec et des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut se sont vu poser la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit en rapport avec des navires pétroliers. Au niveau régional, un certain nombre de participants du groupe de résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver ont déclaré avoir entendu quelque chose à ce sujet, tandis que relativement peu de participants des groupes composés de résidents de la région du Grand Toronto (RGT), d'Ottawa et de la Région de la capitale nationale (RCN) et de grands centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan avaient eu connaissance d'informations à ce sujet. Parmi ceux qui en avaient entendu parler, les participants disaient croire que des pourparlers avaient récemment eu lieu entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux de l'Alberta et de la Colombie-Britannique afin de déterminer si l'interdiction actuellement imposée aux pétroliers de naviguer dans

les eaux au large de la région septentrionale de la Colombie-Britannique devait être levée. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers

- La *Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers* interdit actuellement aux pétroliers transportant des cargaisons de plus de 12 500 tonnes métriques de pétrole d'accoster dans les eaux au large de la côte nord de la Colombie-Britannique.
- Les navires transportant de plus petites cargaisons y sont autorisés afin de s'assurer que les collectivités de la côte nord et les industries puissent continuer de recevoir des cargaisons essentielles de mazout de chauffage et d'autres produits pétroliers.
- Le moratoire couvre la zone en vert sur la carte ci-contre.



L'infographie ci-dessus présente des images et des renseignements en lien avec la *Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers*. À gauche, figure le texte en trois points suivant : « À l'heure actuelle, la loi sur le moratoire relatif aux pétroliers interdit aux pétroliers transportant plus de 12 500 tonnes métriques de pétrole d'accoster au large de la côte nord de la Colombie-Britannique », « Les cargaisons de plus petite taille sont autorisées afin de s'assurer que les collectivités et les industries de la côte nord puissent recevoir des cargaisons essentielles de mazout et autres produits pétroliers », et « Le moratoire couvre la zone indiquée en vert sur la carte ci-contre. » À droite figure une carte du littoral de la Colombie-Britannique, sur laquelle la zone concernée par ce moratoire est indiquée en vert. Plusieurs ports sont indiqués comme faisant partie de cette zone, notamment ceux de Stewart, Prince Rupert, Terrace, Kitimat, du village de Queen Charlotte et de Bella Bella. Trois ports du sud, à savoir Port Hardy, Port Alberni et Vancouver, ne sont pas concernés par cette interdiction. Tous les ports indiqués sur la carte sont situés dans la zone volontaire d'exclusion des pétroliers.

Les participants se sont vu informer que d'aucuns étaient d'avis que la construction d'un nouveau pipeline depuis l'Alberta jusqu'en Colombie-Britannique exigerait que la *Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers* fasse l'objet d'ajustements consistant notamment à accorder une dérogation au moratoire relatif aux pétroliers pour ce projet en particulier ou à redéfinir les limites du moratoire afin d'autoriser le passage de pétroliers par l'entrée Dixon pour l'acheminement de pétrole vers l'Asie. En discutant de cette question, très peu de participants estimaient que le gouvernement du Canada devait envisager d'apporter des modifications à cette législation. Bon nombre d'entre eux estimaient que cette interdiction avait sans doute été instaurée pour une bonne raison, et plusieurs pensaient que sa levée augmenterait le risque d'un accident majeur susceptible de causer des préjudices environnementaux à long terme sur la côte nord de la Colombie-Britannique.

Les participants de ces groupes se sont ensuite vu informer que d'aucuns estimaient qu'il serait possible de construire un nouveau pipeline depuis l'Alberta jusqu'en C.-B. sans apporter de



modifications à la *Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers*. À la question de savoir ce qu'ils pensaient de cette affirmation, si plusieurs d'entre eux ont favorablement réagi à l'idée de maintenir la *Loi* en l'état, un certain nombre de participants ont déclaré ne pas en savoir assez à ce sujet pour se forger une opinion éclairée quant à la faisabilité d'une telle démarche. Quelques-uns d'entre eux estimaient que, indépendamment de toute modification apportée à cette loi, il était important que le gouvernement du Canada mette en place un système de surveillance et de réglementation rigoureux afin de garantir la protection des environnements côtiers du pays, ainsi que des sanctions claires et sévères à l'encontre de toute entreprise enfreignant ces règlements.

Les participants de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver se sont vu poser la question complémentaire de savoir si (advenant la construction d'un pipeline depuis l'Alberta jusqu'en C.-B.), il était plus probable que des modifications soient apportées à la *Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers* ou que cette loi demeure en vigueur telle qu'elle l'est actuellement. Tout compte fait, la plupart des participants s'attendaient à ce que la *Loi* soit probablement modifiée, plusieurs d'entre eux estimant qu'il serait difficile d'augmenter de manière significative les exportations de pétrole vers des marchés comme l'Asie sans prendre cette mesure. Un certain nombre d'entre eux ont réitéré leur opinion selon laquelle il ne fallait pas modifier des règlements environnementaux et notamment cette *Loi* en fonction de considérations économiques, surtout compte tenu des écosystèmes côtiers de la Colombie-Britannique qu'ils estimaient déjà fragiles.

Les participants de tous les groupes, à l'exception de ceux résidant dans les Territoires du Nord-Ouest, au Yukon et au Nunavut, se sont vu informer que certains avaient suggéré que, plutôt que de construire de nouveaux pipelines entre l'Alberta et la Colombie-Britannique, il fallait plutôt se concentrer sur l'extension de pipelines existants, comme le pipeline Trans Mountain. Ces derniers se sont également fait dire que d'autres avaient suggéré de déployer des efforts tant pour construire de nouveaux pipelines que pour agrandir ceux qui existent déjà. Lorsqu'on leur a demandé laquelle de ces opinions correspondait le plus à la leur, le nombre de participants estimant que le gouvernement du Canada devait concentrer ses efforts à agrandir les pipelines existants était à peu près égal à celui des participants estimant qu'il fallait consacrer des efforts à faire les deux. Parmi ceux qui étaient d'avis qu'il fallait accorder davantage d'importance à l'extension des pipelines existants, on estimait que cette approche serait probablement moins préjudiciable à l'environnement et plus rentable que la construction d'un tout nouveau pipeline. À cet égard, un certain nombre d'entre eux se demandaient s'il serait financièrement viable pour le gouvernement du Canada d'investir dans ces deux domaines, compte tenu, notamment, des autres domaines prioritaires auxquels il doit se consacrer, dont les soins de santé et le coût élevé de la vie. Ceux qui estimaient que des mesures devaient être prises pour mettre en œuvre ces deux options étaient d'avis que, compte tenu de la forte demande en pétrole canadien sur le marché international, il serait avantageux pour le gouvernement du Canada d'investir dans ces options afin d'optimiser son potentiel économique. On était également d'avis que les nouveaux pipelines seraient probablement construits selon des pratiques et avec des matériaux et des technologies plus modernes que pour les pipelines existants, et qu'ils seraient probablement plus sûrs et auraient une plus longue durée de vie que des infrastructures existantes comme le pipeline Trans Mountain. Dans cette optique, on estimait que toute stratégie efficace à long terme dans ce domaine devait à la fois comprendre la construction de nouveaux pipelines et l'agrandissement des réseaux existants.

À la question complémentaire de savoir s'ils estimaient que le gouvernement du Canada devrait collaborer avec les provinces et les territoires pour aider au développement de nouveaux pipelines ou à l'agrandissement de ceux déjà existants, la quasi-totalité des participants des groupes du Québec, d'Ottawa et de la RCN, de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver a répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux estimaient qu'étant donné que tout projet de pipeline impliquerait probablement plusieurs provinces et territoires, des investisseurs privés ainsi que d'autres intervenants importants, dont les peuples autochtones, il était essentiel que le gouvernement du Canada s'implique afin d'assurer une supervision et de garantir que toutes les voix soient entendues.

Les participants du groupe composé de particuliers résidant dans de grands centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan se sont vu poser la question de savoir comment ils réagiraient à la construction éventuelle d'un pipeline s'étendant de l'Alberta au port de Churchill. Tout compte fait, peu d'entre eux se sont déclarés favorables à ce type d'initiative, plusieurs estimant que le terrain entre l'Alberta et le nord du Manitoba rendrait la construction très difficile et que ce projet coûterait nettement plus cher que la construction d'un pipeline vers la côte ouest. À la question de savoir ce qu'ils pensaient de la construction éventuelle d'un pipeline de gaz naturel liquéfié (GNL) (ou gazoduc) sur la côte nord du Québec, un certain nombre de participants du groupe de résidents du Québec ont indiqué que, bien qu'ils n'étaient pas opposés à ce type de projet, ils estimaient ne pas en savoir suffisamment au sujet du GNL ou des avantages et conséquences potentiels d'une telle approche pour pouvoir fournir une opinion éclairée.

Les participants du groupe de la région métropolitaine et de l'île de Vancouver se sont vu présenter l'information suivante au sujet de l'agrandissement du port de Roberts Bank :

Projet d'agrandissement du port

- L'Administration portuaire de Vancouver Fraser (également appelée "Port de Vancouver") a proposé la construction et l'exploitation d'un nouveau terminal à conteneurs maritime à trois postes de mouillage à Roberts Bank, dans le district de Delta, en Colombie-Britannique (à environ 35 km au sud de Vancouver).
- Le projet proposé permettrait de recevoir chaque année une quantité additionnelle de 2,4 millions de conteneurs équivalents vingt pieds à Roberts Bank.





L'image ci-dessus illustre l'agrandissement proposé pour le port de Roberts Bank. À gauche de l'image figure le texte en deux points suivant (traduction libre) : « L'Administration portuaire de Vancouver Fraser (également appelée "Port de Vancouver") a proposé la construction et l'exploitation d'un nouveau terminal à conteneurs maritime à trois postes de mouillage à Roberts Bank, dans le district de Delta, en Colombie-Britannique (à environ 35 km au sud de Vancouver) » et « Le projet proposé permettrait de recevoir chaque année une quantité additionnelle de 2,4 millions de conteneurs équivalents vingt pieds à Roberts Bank. » À droite figure une image intitulée « Port de Vancouver » illustrant une carte des ports de la région. Dans la portion supérieure de la carte figurent North Vancouver et la ville de Vancouver, avec entre les deux le Burrard Inlet, ainsi que deux ports portant respectivement les noms de « Lower Lonsdale » et « Vanterm Terminal ». Dans la portion inférieure droite de la carte figurent les Quais Fraser Surrey. Dans la portion inférieure gauche figure le terminal de Roberts Bank, dans le district de Delta.

À la question de savoir ce qu'ils pensaient de l'idée d'agrandir le terminal de Roberts Bank, bon nombre de participants s'y sont dit favorables. Plusieurs d'entre eux estimaient que cette mesure contribuerait à renforcer la capacité commerciale du Canada sur les marchés internationaux, notamment en Asie, et un certain nombre d'entre eux s'attendaient à ce qu'elle favorise une diversification des partenariats commerciaux du pays et réduise davantage sa dépendance vis-à-vis des États-Unis. Quelques participants se sont montrés plus hésitants et ont exprimé leur inquiétude quant au fait que ce type de projet pourrait causer des préjudices à long terme à l'environnement et aux écosystèmes environnants.

À la question de savoir si, plutôt que d'agrandir le port à Roberts Bank précisément, le gouvernement du Canada ne devrait pas envisager d'investir dans l'agrandissement d'autres zones du port de Vancouver, la plupart des participants estimant que Delta constituait un emplacement plus approprié pour un projet de ce genre. Plusieurs d'entre eux disaient croire que d'autres emplacements au sein du port de Vancouver (comme les terminaux de Lonsdale et de Vanterm) étaient déjà assez congestionnés et estimaient que l'agrandissement d'un port situé plus au sud, comme celui de Roberts Bank, constituerait une mesure plus logique. À la question de savoir ce qu'ils pensaient de l'agrandissement d'un autre port situé plus au nord de la Colombie-Britannique, peu d'entre eux considéraient que ce serait une bonne idée, un certain nombre d'entre eux réitérant leurs inquiétudes concernant les eaux plus agitées et les conditions météorologiques plus difficiles dans le nord de la province, ainsi que le risque accru d'accidents maritimes qui en découlerait.

En repensant aux différents projets dont ils avaient discuté, ainsi qu'aux éventuels nouveaux oléoducs et aux projets d'agrandissement de ports, on a demandé aux participants de ce groupe si ces projets auraient, à leur avis, un impact généralement positif ou négatif sur l'économie canadienne. Tous estimaient que ces mesures auraient des retombées positives, et bon nombre d'entre eux s'attendaient à ce qu'elles servent d'important moteur de croissance économique pour le Canada et mènent à la création de nombreux nouveaux emplois au pays. Un certain nombre d'entre eux s'attendaient à ce qu'un accroissement des débouchés commerciaux contribue à stimuler l'activité économique dans tout le pays et à renforcer l'autosuffisance économique du Canada dans les années à venir. On était d'avis que des projets comme l'agrandissement de ports et la construction de nouveaux oléoducs pourraient contribuer à renforcer la sécurité énergétique du pays à l'avenir, surtout si les perturbations commerciales avec les États-Unis s'aggravaient ou se poursuivaient sur le long terme.

Maisons Canada (résidents d'Ottawa et de la Région de la capitale nationale âgés de 30 à 60 ans)

Les participants du groupe composé de particuliers âgés de 30 à 60 ans résidant à Ottawa et dans la Région de la capitale nationale (RCN) ont pris part à une discussion portant sur l'initiative Maisons Canada qu'avait récemment annoncée le gouvernement du Canada. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du gouvernement du Canada et de ses plans pour remédier aux problèmes liés au logement, un certain nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Rapportant ce qu'ils avaient entendu, certains participants ont rappelé que le gouvernement du Canada avait récemment pris des mesures pour réduire les formalités procédurières que doivent actuellement respecter les promoteurs immobiliers dans le but d'accélérer la construction de nouvelles habitations à travers le pays. Quelques-uns d'entre eux ont également mentionné avoir entendu dire que le gouvernement fédéral avait décidé de maintenir en vigueur la réglementation existante interdisant aux acheteurs étrangers d'acquérir des logements résidentiels au Canada. À la question de savoir s'ils avaient entendu parler de l'initiative Maisons Canada du gouvernement fédéral, aucun participant n'a répondu par l'affirmative.

Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé la création d'une nouvelle agence fédérale appelée Maisons Canada. Cette dernière a pour objectif de construire de nombreux logements abordables en utilisant judicieusement les terrains publics, en offrant des mesures incitatives financières souples, en attirant des capitaux privés, en facilitant la réalisation de projets de portefeuille de grande envergure et en venant en aide aux fabricants modernes.

En échangeant leurs impressions initiales au sujet de cette initiative, si la plupart des participants estimaient important que le gouvernement fédéral concentre ses efforts sur le logement et la construction de nouvelles habitations, un certain nombre d'entre eux se disaient préoccupés par la création de « Maison Canada » en tant que nouvelle agence fédérale, certains craignant que cela puisse ajouter une couche supplémentaire de formalités administratives susceptible de ralentir le rythme auquel de nouvelles habitations pourraient être construites. Quelques-uns d'entre eux se demandent également ce qu'il fallait entendre exactement par « construire de nombreux logements abordables en tirant parti de terrains publics », les participants craignant que cela ne mène à la conversion de terrains actuellement utilisés à des fins récréatives (notamment des parcs publics) en logements résidentiels privés. Un petit nombre de participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada ne devrait en aucun cas intervenir sur le marché du logement et estimaient que la construction de logements résidentiels devrait être principalement laissée au marché libre et aux investissements de promoteurs privés.

Les participants se sont ensuite vu fournir de l'information supplémentaire concernant un nouveau partenariat récemment établi entre Maisons Canada et la Ville d'Ottawa, à savoir :



Le gouvernement du Canada a récemment annoncé un investissement allant jusqu'à 400 millions de dollars dans le cadre d'un partenariat entre Maisons Canada et la Ville d'Ottawa ayant pour objectif d'accélérer la création de 3 000 logements abordables et à revenus mixtes dans toute la ville.

Cela comprend la construction accélérée de 2 000 logements abordables et à revenus mixtes sur des terrains fédéraux, en réduisant ou en supprimant les droits d'aménagement, les frais de permis et les taxes foncières.

Maisons Canada financera également 1 000 habitations supplémentaires hors marché figurant au programme de projets de logement de la ville, à compter de 2026.

Les réactions à cette annonce ont généralement été positives, plusieurs participants estimant que toute mesure visant à construire davantage de logements et à rendre le logement plus abordable dans leur région constituait un pas dans la bonne direction. Quelques participants estimaient toutefois que le nombre de 3 000 nouveaux logements, dont la construction était proposée dans le cadre de cette initiative, était trop faible, certains estimant qu'un investissement de 400 millions de dollars provenant du gouvernement du Canada devrait, à terme, permettre la construction d'un plus grand nombre de logements. Lorsqu'on leur a demandé ce que signifiait, à leur avis, le terme « habitations à revenus mixtes et habitations abordables », un certain nombre de participants étaient d'avis que le terme se rapportait aux habitations achetées par des couples ou des familles à revenus multiples, tandis que quelques-uns d'entre eux étaient d'avis qu'il désignait des complexes d'habitation comprenant à la fois des unités offertes au prix du marché et d'autres à des prix hors marché. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu informer de ce qui suit :

Une habitation à revenus mixtes est une habitation offerte à prix abordable aux personnes et aux familles à revenu faible ou modéré, grâce à la cohabitation de locataires dont le loyer est calculé en fonction de leurs revenus (habitations subventionnées) et de ceux qui paient le plein tarif du marché.

À la question de savoir ce qu'ils pensaient des efforts déployés par le gouvernement fédéral pour rendre les habitations à revenus mixtes plus abordables dans la ville d'Ottawa, plusieurs participants estimaient que cette mesure aurait des retombées positives et s'attendaient à ce qu'elle se révèle efficace pour aider les familles à faible revenu à trouver un logement sûr et abordable au sein de leur collectivité. Certains ont toutefois ajouté que ce type d'initiative devait s'accompagner d'efforts correspondants pour renforcer la capacité d'infrastructures importantes (comme les transports en commun), qui, selon les participants, risquaient de faire face à une demande accrue à mesure que davantage de particuliers s'installeraient dans les quartiers où ces ensembles résidentiels seraient construits.

En discutant de la question de savoir si ce nouveau partenariat entre Maisons Canada et la ville d'Ottawa contribuerait à rendre le logement plus abordable à Ottawa, peu de participants estimaient que ce serait le cas, et un certain nombre d'entre eux ont réitéré l'opinion selon laquelle 3 000 nouveaux logements ne suffiraient pas à remédier de manière tangible aux problèmes d'abordabilité liés au logement. À la question de savoir quelles seraient les mesures supplémentaires qu'ils souhaiteraient voir le gouvernement du Canada adopter pour rendre le logement plus abordable, les participants ont mentionné des initiatives potentielles comme l'augmentation des aides

financières et des solutions de logement destinées aux personnes en situation d'itinérance, ainsi que des efforts accrus pour réduire le coût de la vie et permettre aux Canadiens de couvrir plus facilement leurs dépenses mensuelles liées au logement et à d'autres besoins essentiels, notamment en matière d'alimentation.

Coût de la vie (résidents du Canada atlantique, femmes résidant en Colombie-Britannique, résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel [Ontario])

Les participants de cinq groupes ont tenu des discussions portant sur le coût de la vie ainsi que sur leurs opinions concernant une série de mesures qu'avait récemment annoncées le gouvernement fédéral pour rendre la vie des Canadiens plus abordable. À la question de savoir comment ils qualifieraient le coût actuel de la vie, presque tous les participants le jugeaient assez élevé, bon nombre d'entre eux ayant l'impression que les prix de nombreux produits et services avaient considérablement augmenté au cours des dernières années, y compris ceux de produits essentiels comme les produits d'épicerie, l'essence et le logement. Plusieurs d'entre eux avaient le sentiment qu'un nombre croissant de Canadiens s'étaient retrouvés dans une situation financière précaire en raison de la hausse du coût de la vie, et certains estimaient que cela avait eu pour conséquence d'augmenter le recours à certains services, dont les banques alimentaires, ainsi qu'une augmentation du nombre de sans-abri au sein de leurs collectivités.

Décrivant les répercussions que l'inflation et le coût élevé de la vie avaient eues sur leur propre ménage ces dernières années, plusieurs participants ont déclaré avoir dû reporter des achats coûteux, comme celui d'une nouvelle voiture ou des projets de rénovation, et avoir également été contraints de réduire leurs dépenses dans plusieurs domaines, notamment concernant leurs sorties au restaurant et divertissements (notamment des concerts et événements sportifs), leurs vacances et autres activités de loisirs. Plusieurs d'entre eux ont indiqué que, même après avoir réduit leurs dépenses à plusieurs égards, ils avaient toujours l'impression de vivre d'un chèque de paie à l'autre, ne disposant à la fin de chaque mois que de très peu d'argent à consacrer à l'épargne ou à d'autres aspects importants de leur vie. Quelques participants ont déclaré avoir dû s'endetter davantage ces dernières années afin de pouvoir continuer à assumer leurs dépenses mensuelles et à joindre les deux bouts.

Lorsqu'on leur a demandé quel rôle devait, selon eux, jouer le gouvernement du Canada pour contrer la hausse du coût de la vie, plusieurs participants estimaient qu'il avait pour responsabilité de veiller à ce que les Canadiens de toutes les régions du pays aient accès à des aliments nutritifs ainsi qu'à des logements sûrs et abordables au sein de leurs collectivités. Un certain nombre d'entre eux estimaient également que le gouvernement fédéral avait pour responsabilité de s'assurer que les entreprises, notamment les grandes chaînes d'épicerie et les sociétés de télécommunications, ne réalisent pas de profits excessifs alors que de nombreux ménages sont confrontés à des difficultés financières. À la

question de savoir comment ils évalueraient la performance du gouvernement du Canada en réponse aux enjeux du coût de la vie, un certain nombre d'entre eux estimaient qu'il y avait matière à amélioration dans ce dossier. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait faire beaucoup plus pour venir en aide aux Canadiens, certains participants estimant qu'il fallait accorder davantage d'importance à des mesures comme le plafonnement des montants que les propriétaires peuvent demander en loyer, l'augmentation du salaire minimum fédéral et la réduction du taux d'imposition pour les ménages à faible et moyen revenu. Parmi ceux dont l'opinion était plus mitigée quant à la performance du gouvernement du Canada dans ce domaine, certains avaient l'impression que de nombreux pays avaient connu une forte hausse du coût de la vie à la suite de la pandémie de COVID-19 et que les problèmes liés à l'abordabilité n'étaient pas propres au Canada. À cet égard, on estimait que le gouvernement fédéral avait fait de son mieux pour gérer cette situation difficile dans les années qui ont suivi la pandémie.

En discutant de la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant l'octroi par le gouvernement du Canada d'une aide supplémentaire pour aider les Canadiens à faire face à la hausse du coût de la vie, seul un petit nombre d'entre eux ont déclaré avoir entendu quelque chose à ce sujet. Parmi les participants qui pouvaient se souvenir de mesures récemment prises par le gouvernement fédéral dans ce domaine, des initiatives comme la mise en place du Régime canadien de soins dentaires (RCSD), les augmentations de l'Allocation canadienne pour les enfants (ACE), de la Prestation canadienne pour les personnes handicapées (PCPH) et de l'Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT), ainsi que les réductions du taux d'imposition fédéral applicable aux ménages à faible et moyen revenu ont été mentionnées. Quelques-uns d'entre eux ont également mentionné l'élimination par le gouvernement du Canada du système de tarification du carbone pour les consommateurs, estimant que cette mesure avait contribué à réduire le coût de l'essence et d'autres sources d'énergie consommées par les Canadiens. Lorsqu'on leur a demandé quelles autres mesures ils souhaiteraient voir le gouvernement fédéral adopter pour aider les Canadiens à faire face à la hausse du coût de la vie, les participants ont recommandé un certain nombre de mesures potentielles. Parmi celles-ci figuraient le plafonnement des loyers et du prix des produits d'épicerie, l'augmentation des prestations versées aux aînés par le biais de programmes comme la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Régime de pensions du Canada (RPC), la stabilisation du taux d'immigration, la réduction du montant de la taxe sur les produits et services (TPS) payée par les Canadiens, l'augmentation du taux d'imposition des Canadiens les plus fortunés et l'augmentation de l'aide offerte aux acheteurs potentiels d'une première habitation.

Les participants se sont ensuite vu présenter de l'information portant sur un ensemble de mesures que le gouvernement fédéral envisageait de mettre en œuvre pour aider à rendre la vie des Canadiens plus abordable. Le premier ensemble d'initiatives présenté aux participants comprenait :

- *L'élimination de la TPS sur les vêtements ou les couches pour enfants ;*
- *L'octroi d'un crédit d'impôt annuel aux jeunes parents qui achètent des préparations pour nourrissons (lait maternisé) ;*
- *L'élimination de la TPS sur les aliments préparés vendus dans les supermarchés ;*
- *L'élimination de la TPS sur les services de livraison de repas (par exemple, Skip the Dishes, Uber Eats) ;*



- *La restructuration et l'élargissement du crédit pour la TPS/TVH afin d'aider davantage de familles à faible revenu ;*
- *La lutte contre la « réduflation » (les compagnies réduisant la taille de leurs produits) ;*
- *L'imposition d'une limite aux profits réalisés par les supermarchés, afin de forcer les détaillants à abaisser leurs prix ;*
- *L'élimination totale de la TPS sur les habitations.*

En se prêtant à un exercice consistant à sélectionner les trois initiatives qui, selon eux, contribueraient le plus à alléger le coût de la vie, les participants ont majoritairement appuyé l'initiative visant à plafonner les profits des épicerie et à obliger les détaillants à baisser leurs prix. Bon nombre d'entre eux estimaient que cette mesure du gouvernement du Canada aurait des répercussions positives dans la vie de nombreux Canadiens à travers le pays, et plusieurs s'attendaient à ce qu'elle soit d'un grand secours pour le nombre croissant de personnes qui, selon eux, avaient actuellement du mal à assumer le coût des produits d'épicerie. Sans y être invités, plusieurs participants ont spontanément exprimé l'opinion selon laquelle les grandes chaînes de supermarchés avaient réalisé des bénéfices exorbitants ces dernières années et avaient augmenté leurs prix bien au-delà de ce qui était nécessaire en invoquant le taux d'inflation élevé pour justifier cette pratique. Outre le plafonnement des profits que peuvent réaliser les supermarchés et le fait d'obliger les détaillants à baisser leurs prix, plusieurs participants estimaient que le gouvernement fédéral devait prendre des mesures pour accroître la concurrence dans ce secteur, certains ayant l'impression que la grande majorité des supermarchés au Canada étaient actuellement détenus par un petit nombre de grandes sociétés.

L'initiative prévoyant d'éliminer totalement la TPS sur l'achat d'une habitation et de restructurer le crédit pour la TPS/TVH afin de venir en aide à un plus grand nombre de familles à faible revenu a également reçu de nombreux appuis parmi les participants. Parmi ceux qui avaient choisi l'initiative prévoyant l'élimination totale de la TPS sur l'achat d'une habitation, on estimait que, compte tenu du coût élevé du logement dans de nombreuses régions du pays, cette mesure serait d'un grand secours pour les acheteurs potentiels d'une première habitation et pourrait leur faire économiser des milliers de dollars sur leur achat. Parmi ceux qui avaient choisi la mesure visant à restructurer le crédit pour la TPS/TVH, plusieurs participants estimaient que cela aiderait un certain nombre de Canadiens à faible revenu confrontés à des difficultés liées au coût de la vie et comptant sur de telles mesures de soutien pour augmenter leurs revenus d'emploi. Outre cette mesure, on était d'avis que le gouvernement du Canada devait s'efforcer de relever le seuil de revenu requis pour être admissible à des programmes de ce type, plusieurs participants estimant qu'un grand nombre de ménages à revenu moyen actuellement confrontés à des difficultés en raison du coût de la vie ne remplissaient pas les conditions requises pour bénéficier de ces initiatives.

Les mesures visant à éliminer la TPS sur les vêtements pour enfants et les couches, à lutter contre la « réduflation » et à éliminer la TPS sur les plats préparés vendus en supermarché ont reçu un appui modéré, tandis que seul un certain nombre de participants ont choisi l'initiative visant à éliminer la TPS sur les services de livraison de repas. Parmi ceux qui estimaient que l'élimination de la TPS sur les vêtements pour enfants et les couches constituait une mesure importante que devait prendre le gouvernement fédéral, plusieurs participants s'attendaient à ce que cette initiative apporte un soutien considérable aux parents de jeunes enfants et contribue à rendre généralement plus abordable

l'éducation familiale des enfants au Canada. Un certain nombre de participants ayant choisi l'initiative visant à lutter contre la « réduflation » estimaient que cette mesure contribuerait à rendre les denrées alimentaires plus abordables et à garantir que les Canadiens obtiennent un bon rapport qualité-prix sur les produits qu'ils achètent. On estimait que la réduflation était devenue un problème majeur au cours des dernières années et qu'il était important que le gouvernement du Canada prenne des mesures fermes contre cette pratique. Parmi les participants ayant choisi la mesure visant à éliminer la TPS sur les plats préparés vendus en supermarché, on estimait que cela contribuerait dans une large mesure à réduire les coûts et à rendre plus abordable la vie des travailleurs canadiens qui n'avaient pas le temps de cuisiner et qui comptaient sur ces repas au quotidien.

Seul un petit nombre d'entre eux a choisi la mesure visant à éliminer la TPS sur les services de livraison de repas comme Uber Eats et Skip the Dishes. Parmi ceux qui avaient sélectionné cette mesure, on estimait que les services de livraison de repas étaient déjà assez coûteux et que cette initiative contribuerait à réduire les dépenses des familles qui comptaient sur ces services pour s'alimenter tout au long de la semaine. Très peu d'entre eux ont choisi la mesure visant à instaurer un crédit d'impôt annuel pour les jeunes parents achetant du lait maternisé, plusieurs participants estimant que cela ne constituerait pas un moyen efficace pour le gouvernement fédéral d'aider de jeunes familles à faire face au coût de la vie.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que l'une de ces mesures les toucherait personnellement, un grand nombre d'entre eux s'attendaient à bénéficier du fait que le gouvernement du Canada plafonne les profits des supermarchés et oblige les détaillants à réduire leurs prix. Un certain nombre d'entre eux s'attendaient également à ce que leur situation s'améliore grâce à l'élimination de la TPS sur les plats préparés et les services de livraison de repas, estimant que cela contribuerait à rendre leur vie plus abordable lorsqu'ils n'avaient pas le temps ou n'étaient pas en mesure de cuisiner. Quelques participants s'étant déclarés comme potentiels acheteurs d'une première habitation s'attendaient à pouvoir réaliser des économies grâce à la mesure du gouvernement canadien visant à éliminer la TPS sur l'achat d'une habitation, tandis que les parents de jeunes enfants (ou ceux qui prévoyaient éventuellement de fonder une famille) estimaient qu'ils bénéficieraient de la mesure visant à éliminer la TPS sur les vêtements pour enfants et les couches. Un petit nombre de participants ayant déclaré toucher un revenu annuel plus faible s'attendaient à ce que la restructuration du crédit pour la TPS/TVH ait également un impact positif sur leur situation financière.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient des questions concernant l'une ou l'autre de ces mesures, quelques-uns d'entre eux étaient curieux de savoir comment le gouvernement du Canada s'y prendrait pour plafonner les profits des marchés d'alimentation, et si une telle approche pouvait entraîner des répercussions économiques négatives. Un certain nombre d'entre eux se demandaient également si la TPS serait éliminée sur tous les achats immobiliers ou uniquement pour les habitations de construction récente, certains ayant l'impression que seules ces dernières étaient actuellement assujetties à la TPS. En lien avec l'octroi d'un crédit d'impôt aux jeunes parents achetant du lait maternisé, certains participants se demandaient ce que l'on entendait par « jeunes parents » dans le cadre de cette initiative.

En discutant de la question de savoir si, à leur avis, il y avait des mesures, parmi celles mentionnées, que le gouvernement du Canada ne devrait pas mettre en œuvre, plusieurs participants estimaient que le crédit d'impôt accordé aux parents qui achètent du lait maternisé était trop compliqué et que des efforts devraient plutôt être déployés pour supprimer les coûts initiaux liés à l'achat de ce produit, plutôt que d'offrir un crédit d'impôt. Quelques-uns d'entre eux étaient également d'avis que la mesure visant à éliminer la TPS sur les services de livraison de repas risquait d'inciter un plus grand nombre de Canadiens à devenir trop dépendants de ces options, ce qui pourrait, à long terme, les amener à dépenser des sommes nettement plus élevées pour se nourrir.

Les participants se sont ensuite vu présenter un deuxième ensemble d'initiatives et se sont livrés au même exercice consistant à sélectionner les trois mesures qui, selon eux, contribueraient le plus à remédier aux enjeux liés au coût élevé de la vie. La liste comprenait des mesures visant notamment à :

- *Nommer un nouveau commissaire à la protection des consommateurs chargé de cerner et de corriger les pratiques commerciales déloyales ;*
- *Nommer un nouveau commissaire à la protection des consommateurs chargé de favoriser une plus grande concurrence dans des secteurs cibles ;*
- *Déployer l'assurance médicaments dans les provinces restantes afin de continuer à réduire le coût des médicaments sur ordonnance ;*
- *Évaluer de la possibilité d'un gel des loyers ;*
- *Plafonner les frais liés aux guichets automatiques bancaires (GAB) ;*
- *Plafonner les frais liés à l'insuffisance de fonds sur un compte bancaire et aux découverts ;*
- *Réduire les taux d'intérêt sur les cartes de crédit ;*
- *Réduire les frais liés aux cartes de crédit.*

Tout compte fait, l'initiative visant à étendre l'assurance médicaments aux autres provinces afin de continuer à réduire le coût des médicaments sur ordonnance a recueilli le plus fort soutien parmi les participants. Bon nombre d'entre eux estimaient que cette mesure serait particulièrement utile aux personnes peinant à assumer le coût de leurs médicaments sur ordonnance et ne bénéficiant pas d'une assurance maladie par l'intermédiaire de leur employeur. Plusieurs participants estimaient que les médicaments sur ordonnance jouaient un rôle essentiel pour préserver la santé physique et mentale de nombreux Canadiens et qu'il était important que chacun puisse avoir accès aux médicaments dont il avait besoin pour mener une vie saine et heureuse. Quelques-uns de ceux qui avaient déclaré souffrir eux-mêmes de maladies chroniques étaient d'avis que le prix de nombreux médicaments sur ordonnance avait considérablement augmenté ces dernières années et espéraient que le gouvernement fédéral prendrait des mesures pour veiller à ce que les grandes entreprises pharmaceutiques ne réalisent pas de profits excessifs, alors qu'il était déjà difficile de faire face au coût de la vie.

L'initiative visant à ce que le gouvernement du Canada évalue la possibilité d'un gel des loyers a également recueilli un large appui parmi les participants. De l'avis général, cette mesure profiterait à de nombreux locataires (et en particulier aux personnes à faible revenu) et leur apporterait une plus grande stabilité quant aux montants qu'ils consacrent mensuellement au logement. Plusieurs participants estimaient que le logement constituait un besoin fondamental et jugeaient important que

le gouvernement fédéral prenne des mesures de ce type pour veiller à ce qu'un plus grand nombre de Canadiens aient accès à un logement sûr et abordable au sein de leur collectivité.

Plusieurs d'entre eux ont également choisi les mesures visant à réduire les taux d'intérêt sur les cartes de crédit et à nommer un nouveau commissaire à la protection des consommateurs chargé de relever et de corriger les pratiques commerciales déloyales. Un certain nombre de participants parmi ceux qui avaient choisi l'initiative visant à réduire les taux d'intérêt sur les cartes de crédit avaient le sentiment qu'un nombre croissant de Canadiens dépendaient de plus en plus des cartes de crédit pour assumer leurs dépenses mensuelles et que cela conduisait de nombreuses personnes à payer des montants élevés en intérêts chaque mois. On était d'avis qu'en prenant cette mesure, le gouvernement du Canada viendrait en aide à ceux qui peinaient le plus à faire face au coût de la vie. Parmi les participants ayant choisi la mesure visant à nommer un nouveau commissaire à la protection des consommateurs chargé de repérer et de sanctionner les pratiques commerciales déloyales, plusieurs estimaient que cette mesure pourrait avoir des répercussions positives pour tous les consommateurs du pays, car davantage d'entreprises seraient tenues de rendre des comptes en cas de violation des règlements ou de profits déloyaux réalisés aux dépens des Canadiens. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que, ces dernières années, de plus en plus d'entreprises avaient recours à des pratiques douteuses ou déloyales (comme l'exploitation sur les prix et la « réduflation ») et qu'il était important que le gouvernement fédéral veille à ce que toutes les entreprises respectent les lois et la réglementation fédérales.

Les mesures prévoyant la nomination d'un nouveau commissaire à la protection des consommateurs chargé de favoriser une plus grande concurrence dans l'ensemble des secteurs cibles et de plafonner les frais liés à une insuffisance de fonds et aux découverts bancaires ont reçu un appui modéré, tandis qu'un petit nombre de participants ont choisi les initiatives visant à réduire les frais liés aux cartes de crédit et à plafonner les frais liés aux guichets automatiques bancaires. Parmi ceux qui avaient choisi la création d'un commissaire à la protection des consommateurs chargé de renforcer la concurrence dans certains secteurs, plusieurs ont réitéré l'opinion selon laquelle des secteurs tels que l'alimentation et les télécommunications étaient désormais presque entièrement contrôlés par quelques grandes entreprises, et qu'il était important que le gouvernement fédéral s'efforce de renforcer la concurrence dans ces domaines. Les participants qui avaient choisi l'initiative visant à plafonner les frais liés à l'insuffisance de fonds sur un compte bancaire et aux découverts, estimaient que ces frais pénalisaient souvent ceux qui, dans la société, avaient déjà d'importants problèmes financiers, sans avoir d'autre utilité que de constituer une source de revenus supplémentaire pour les banques.

Seul un petit nombre d'entre eux ont cité les initiatives visant à réduire les frais liés aux cartes de crédit et à plafonner les frais liés aux guichets automatiques bancaires (GAB). S'ils estimaient que ces mesures bénéficieraient à certains Canadiens et leur permettraient de réaliser des économies, peu d'entre eux étaient d'avis qu'elles contribueraient de manière significative à réduire le coût de la vie à l'avenir.

Lorsqu'on leur a demandé si, selon eux, l'une de ces mesures les toucherait personnellement, plusieurs participants ont affirmé qu'elles-mêmes (ou leurs proches) bénéficieraient immédiatement de mesures telles que le gel des loyers et le déploiement de l'assurance médicaments dans les provinces restantes.

Plusieurs d'entre eux estimaient que les mesures visant à nommer un nouveau commissaire à la protection des consommateurs dans le but de cerner et de corriger les pratiques commerciales déloyales et à favoriser une plus grande concurrence dans des secteurs cibles auraient probablement des répercussions positives pour tous les consommateurs y compris eux-mêmes. Quelques participants estimaient également que les mesures visant à réduire les frais d'intérêt sur les cartes de crédit auraient un impact positif sur leur situation financière et les aideraient à rembourser le solde impayé de leur carte de crédit. À la question de savoir si, selon eux, il y avait des mesures que le gouvernement du Canada ne devrait pas mettre en œuvre, quelques participants estimaient qu'un gel des loyers pourrait être quelque peu injuste pour les propriétaires, qui pourraient se retrouver dans l'impossibilité d'augmenter les loyers pour compenser la hausse des coûts liés à l'entretien et à la rénovation de leurs biens locatifs.

Les participants se sont ensuite vu présenter un troisième ensemble d'initiatives potentielles du gouvernement du Canada et ont été invités à sélectionner trois de celles qui auraient, selon eux, l'impact le plus important. Cette liste comprenait des initiatives visant notamment à :

- *Plafonner les frais d'itinérance pour les téléphones mobiles ;*
- *Réduire le prix des titres de transport en commun ;*
- *Réduire les frais de renouvellement de passeport ;*
- *Augmenter le salaire minimum fédéral ;*
- *Sanctionner les revendeurs de billets de concert afin de faire baisser les frais liés à l'achat de billets ;*
- *Créer un crédit d'impôt pour les titres de transport en commun destinés aux jeunes ;*
- *Imposer un gel à l'augmentation de la taxe sur la bière canadienne, prévue pour avril 2026.*

Les initiatives visant à augmenter le salaire minimum fédéral et à réduire le prix des titres de transport en commun sont celles qui ont reçu l'appui le plus soutenu de la part des participants. Parmi ceux qui considéraient que le gouvernement du Canada devait augmenter le salaire minimum fédéral, un certain nombre de participants estimaient que cette mesure entraînerait des répercussions positives dans la vie des Canadiens à plus faible revenu et aiderait de nombreux travailleurs à gagner un revenu se rapprochant davantage d'un salaire de subsistance. On estimait également que cette mesure permettrait aux travailleurs de disposer de plus d'argent à dépenser au sein de leurs collectivités et profiterait ultimement à de nombreuses entreprises canadiennes à long terme. Parmi les participants ayant choisi l'initiative visant à réduire le prix des titres de transport en commun, on était d'avis qu'elle constituerait un moyen efficace d'encourager davantage de Canadiens à utiliser les transports en commun et pourrait contribuer à réduire le trafic routier au Canada. Un certain nombre d'entre eux s'attendaient à ce que cette initiative bénéficie tout particulièrement aux Canadiens aux plus faibles revenus dépendant chaque jour des transports en commun pour se rendre au travail ou à l'école.

Un certain nombre de participants ont choisi les mesures visant à créer un crédit d'impôt pour les titres de transport des jeunes et à plafonner les frais d'itinérance applicables aux téléphones cellulaires. Parmi ceux qui étaient favorables à la création d'un crédit d'impôt pour les titres de transport des jeunes, on estimait que cette mesure serait avantageuse pour les nombreux jeunes Canadiens qui, selon eux, peinaient actuellement à se stabiliser financièrement et pour qui les transports en commun

constituaient le principal moyen de se rendre au travail ou à l'école. Quant à ceux qui avaient choisi l'initiative visant à plafonner les frais d'itinérance des téléphones cellulaires, on était d'avis que les tarifs de téléphonie mobile que payaient les Canadiens étaient parmi les plus élevés au monde et que toute mesure visant à plafonner les frais d'itinérance ou ceux liés à d'autres activités de téléphonie mobile constituait un pas dans la bonne direction.

Parmi le petit nombre de participants ayant choisi les initiatives visant à imposer un gel à l'augmentation de la taxe sur la bière canadienne (prévu pour avril 2026) et à sanctionner les revendeurs de billets de concert afin de faire baisser les frais liés à l'achat de billets, on estimait que ces deux mesures contribueraient à rendre les activités de loisirs et de divertissement plus abordables, pour le plus grand plaisir des Canadiens. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'il était devenu financièrement de plus en plus difficile ces dernières années de s'offrir des activités telles que des concerts ou des sorties dans les bars et les restaurants et qu'en prenant de telles mesures, le gouvernement du Canada contribuerait à améliorer la vie sociale et la santé mentale de nombreux Canadiens.

Très peu de participants ont choisi l'initiative visant à réduire les frais de renouvellement de passeport. Même si l'on estimait que cette mesure serait bénéfique pour les particuliers devant renouveler leur passeport, on considérait qu'elle ne contribuerait guère à rendre la vie généralement plus abordable, compte tenu du fait que les Canadiens n'ont à effectuer cette démarche que de façon peu fréquente (généralement une ou deux fois par décennie). Un certain nombre de participants n'ont choisi aucune de ces initiatives, certains d'entre eux estimant qu'aucune de ces mesures n'était suffisamment significative pour contribuer de manière tangible à rendre la vie au Canada plus abordable à l'avenir.

À la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que l'une de ces mesures les touche personnellement, plusieurs participants estimaient qu'ils bénéficieraient probablement de mesures comme la réduction du prix des titres de transports en commun, le plafonnement des frais d'itinérance des téléphones cellulaires et d'efforts visant à sévir contre les revendeurs de billets de concert. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient des questions concernant l'une ou l'autre de ces initiatives, certains participants se demandaient ce qu'on entendait par « jeunes » dans le cadre de la mesure visant à « créer un crédit d'impôt pour les titres de transport en commun destinés aux jeunes », tandis que d'autres se demandaient de combien le gouvernement fédéral prévoyait d'augmenter le salaire minimum. Quelques-uns d'entre eux se demandaient en outre comment le gouvernement du Canada entendait s'y prendre pour réduire le prix des titres de transports en commun étant donné qu'ils avaient l'impression que ces prix étaient en partie fixés par d'autres organismes, notamment des organismes de transport en commun municipaux et provinciaux chargés de desservir différentes villes et régions à travers le pays.

En repensant à toutes les mesures dont ils avaient discuté jusqu'à présent, on a demandé aux participants s'il y avait d'autres mesures qu'ils aimeraient voir le gouvernement du Canada mettre en œuvre pour rendre la vie plus abordable et alléger le coût de la vie. Un certain nombre de mesures potentielles ont été mentionnées, notamment la création d'emplois mieux rémunérés dans l'intérêt des Canadiens, la réduction des montants que paient actuellement les Canadiens au titre de l'impôt fédéral

sur le revenu, la répression des pratiques spéculatives dans le secteur immobilier et la stabilisation du taux d'immigration. Quelques-uns d'entre eux ont également suggéré que le gouvernement du Canada envisage de mettre en place un revenu de base universel (RBU), certains estimant que cela constituerait un moyen efficace de garantir que tous les Canadiens puissent subvenir à leurs besoins essentiels notamment en matière d'alimentation, d'habillement et de logement.

Commerce international (résidents du Canada atlantique, femmes résidant en Colombie-Britannique, résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel [Ontario], résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal. Résidents de Calgary et d'Edmonton, résidents du sud-ouest de l'Ontario)

Neuf groupes ont tenu des discussions portant sur les relations commerciales internationales du Canada. Les participants de tous les groupes, à l'exception de celui composé de résidents du sud-ouest de l'Ontario, ont tenu des discussions portant sur les relations commerciales du Canada avec les États-Unis (États-Unis), tandis que les groupes de résidents du Yukon, du corridor Ottawa-Montréal, de Calgary et d'Edmonton ainsi que du sud-ouest de l'Ontario ont pris part à des discussions approfondies concernant les relations du Canada avec d'autres partenaires mondiaux, tels que la Chine et le Qatar.

Relations commerciales Canada-Etats-Unis (résidents du Canada atlantique, femmes résidant en C.-B., résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel [Ontario], résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents de Calgary et d'Edmonton)

Avant d'entamer ces discussions, on a demandé aux participants ce qu'ils avaient récemment vu, lu ou entendu au sujet des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis. Bon nombre d'entre eux ont mentionné le maintien des tarifs douaniers américains sur un large éventail de produits importés du Canada, plusieurs d'entre eux estimant que ces mesures avaient entraîné des difficultés importantes pour les entreprises et travailleurs canadiens dans de nombreux secteurs, notamment ceux du bois d'œuvre, du pétrole et du gaz, ainsi que celui de la construction automobile, entre autres. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que ces tarifs douaniers avaient contribué à l'augmentation du prix de nombreux produits de consommation ces derniers mois (y compris de produits essentiels comme les produits d'épicerie) et estimaient que ces mesures prises à l'initiative des États-Unis n'avaient fait qu'exacerber les problèmes liés au coût de la vie, et ce, tant pour les Canadiens que pour les

Américains. À la question de savoir comment ils décriraient les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis, bon nombre de participants ont employé des termes comme « incertaines », « conflictuelles », « compliquées », « difficiles », « frustrantes » et « tendues ». Un grand nombre d'entre eux étaient d'avis que les relations entre le Canada et les États-Unis étaient devenues de plus en plus imprévisibles, plusieurs participants affirmant qu'il leur semblait que les États-Unis avaient fréquemment modifié leur politique économique au cours des dernières années.

À la question de savoir s'ils estimaient que le Canada était actuellement engagé dans une « guerre commerciale » avec les États-Unis, le nombre de participants estimant que c'était le cas était à peu près égal à celui de ceux qui étaient d'un autre avis. Parmi ceux qui jugeaient que la situation actuelle entre le Canada et les États-Unis pouvait être perçue comme une guerre commerciale, plusieurs participants ont évoqué ce qu'ils considéraient comme étant la nature punitive et rétributive de bon nombre des tarifs douaniers imposés par les États-Unis, ainsi que ce qu'ils percevaient comme des tentatives constantes de la part des États-Unis, au cours de l'année écoulée, d'exercer une influence sur les politiques commerciales et de défense nationale du Canada. Bon nombre des participants qui n'étaient pas d'avis que les relations entre le Canada et les États-Unis avaient dégénéré en guerre commerciale estimaient que ce terme était trop fort pour décrire de manière réaliste les perturbations économiques survenues entre les deux pays. Ces derniers étaient d'avis qu'une véritable guerre commerciale impliquerait l'imposition bilatérale de tarifs douaniers beaucoup plus élevés ainsi qu'une rupture totale des liens commerciaux rendant désormais impossible toute économie entre les deux pays.

Lorsqu'on leur a demandé comment ils évalueraient la gestion du gouvernement du Canada quant à la situation commerciale avec les États-Unis et si le Canada était, selon eux, sur la bonne ou la mauvaise voie à cet égard, les participants étaient plus nombreux à estimer que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie que ceux dont l'opinion était plus neutre ou incertaine. Seuls quelques-uns d'entre eux étaient d'avis qu'il faisait fausse route. Parmi ceux qui estimaient que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie à cet égard, plusieurs étaient d'avis que sa réponse avait jusqu'à présent été ferme, mesurée et adaptative, et qu'il avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour protéger les travailleurs et entreprises canadiennes en cette éprouvante période économique. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que la réponse du gouvernement du Canada avait été particulièrement efficace compte tenu de la situation qu'ils percevaient comme étant en constante évolution, tandis que d'autres ont loué les efforts qu'il déployait pour diversifier les relations commerciales du Canada et établir des liens plus étroits avec d'autres pays sur la scène internationale.

Parmi ceux dont les opinions étaient plus incertaines ou neutres, un certain nombre de participants estimaient que, même si peu de progrès avaient été réalisés pour faire réduire ou supprimer ces tarifs, le gouvernement canadien était limité quant aux mesures qu'il pouvait prendre pour remédier à cette situation, compte tenu de ce qu'ils percevaient comme étant l'imprévisibilité croissante du gouvernement américain ces derniers temps. Parmi les participants qui étaient d'avis que le gouvernement du Canada faisait fausse route dans sa gestion des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis, certains estimaient qu'il n'avait pas fourni suffisamment d'information aux Canadiens au sujet des discussions menées par les responsables fédéraux avec leurs homologues américains en vue de la suppression de ces tarifs douaniers ni sur leur degré de succès à ce jour. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement du Canada avait réagi de manière trop



passive à cette situation, certains estimant qu'il aurait fallu aller plus loin en imposant des contre-tarifs douaniers plus stricts sur les produits fabriqués aux États-Unis en réponse aux tarifs douaniers américains imposés sur des produits canadiens.

Afin de faciliter la discussion, les participants résidant au Canada atlantique, dans le Lower Mainland de la C.-B., à Saskatoon et Regina, dans la région métropolitaine de Montréal ainsi que dans les régions de Peel et de York (Ontario) se sont vu fournir l'information suivante :

Les États-Unis ont imposé des tarifs douaniers sur divers produits canadiens exportés aux États-Unis, notamment sur l'acier et l'aluminium, les pièces de véhicules automobiles et les produits énergétiques canadiens. Les produits répondant aux exigences de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) sont exemptés.

Les participants des cinq groupes susmentionnés se sont également vu poser la question complémentaire de savoir quelles étaient, selon eux, les répercussions de ces tarifs sur l'économie. Tout compte fait, la quasi-totalité d'entre eux estimait que les tarifs douaniers américains avaient eu des retombées négatives sur l'économie, bon nombre de participants rappelant que ces mesures avaient posé des défis considérables dans de nombreux secteurs et industries canadiens et, dans certains cas, entraîné une réduction des heures de travail d'employés ou des mises à pied. Un certain nombre d'entre eux avaient également l'impression que ces tarifs avaient contribué à la hausse des prix à la consommation dans de nombreuses régions du pays, y compris les prix de produits essentiels comme les produits d'épicerie. On estimait également que les tarifs douaniers américains avaient eu pour résultat d'augmenter le prix des matériaux de construction, ce qui avait eu pour effet de ralentir la construction d'habitations et la réalisation d'autres projets importants. En discutant des répercussions que les tarifs douaniers américains avaient eues au sein de leurs collectivités respectives, plusieurs participants estimaient que ces mesures ainsi que l'incertitude persistante entourant les échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis avaient conduit les entreprises de leur région à réduire leurs embauches, ce qui avait entraîné des retombées négatives sur les marchés de l'emploi dans leurs régions respectives. Certains d'entre eux estimaient également que les tarifs douaniers imposés par les États-Unis avaient incité de nombreux Canadiens à privilégier davantage l'achat de biens et de produits fabriqués au Canada afin de soutenir les entreprises et secteurs locaux qui avaient été durement touchés au cours de la dernière année.

Les participants de ces groupes se sont également vu poser la question de savoir s'il serait à leur avis possible de parvenir à un accord avec les États-Unis prévoyant la suppression totale de tous les tarifs douaniers, ou s'ils s'attendaient à ce qu'au moins certains d'entre eux demeurent en vigueur. Si plusieurs d'entre eux estimaient qu'il serait possible de conclure un accord commercial avec les États-Unis, presque tous les participants s'attendaient à ce que certains tarifs douaniers demeurent en vigueur (du moins à court terme). Dans le prolongement de leur réponse, un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que les tarifs douaniers constituaient une composante essentielle de l'actuelle politique économique américaine et qu'il était par conséquent peu probable que les États-Unis consentent à les lever entièrement. On était d'avis que, compte tenu de la probabilité que les tarifs douaniers américains demeurent en vigueur pendant un certain temps, il était important que le gouvernement du Canada continue de consacrer ses efforts à accroître le commerce intérieur à

l'échelle du pays et à renforcer les relations commerciales du Canada avec d'autres partenaires fiables sur la scène internationale.

Les participants de tous les groupes se sont vu poser la question de savoir s'ils estimaient que le Canada disposait d'une quelconque marge de manœuvre dans ses négociations commerciales avec le gouvernement américain. Dans l'ensemble, bon nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative, plusieurs citant le bois d'œuvre, l'eau douce, la potasse, le pétrole, le gaz naturel, les minéraux essentiels et l'hydroélectricité comme des exportations canadiennes clés dont dépendent, selon eux, les États-Unis actuellement. Les participants ont également souligné que la clientèle canadienne constituait l'un des principaux moyens de pression entre les deux pays, plusieurs d'entre eux estimant que les Canadiens représentaient une source importante de revenus pour les fabricants et les entreprises des secteurs du tourisme et de l'hôtellerie américains. Dans ce même ordre d'idées, plusieurs participants avaient l'impression que la décision prise par certains Canadiens de boycotter les produits américains (comme le bourbon du Kentucky) ou de ne plus voyager aux États-Unis avait déjà eu des répercussions économiques négatives dans plusieurs industries et secteurs américains. Parmi le petit nombre de participants n'estimant pas que le Canada disposait de moyens de pression dans cette situation, on estimait que, compte tenu de la taille nettement supérieure de l'économie américaine par rapport à celle du Canada, il serait difficile pour le gouvernement canadien d'exercer une quelconque influence dans ces négociations.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que, dans le cadre des négociations commerciales internationales du Canada, d'autres régions comme l'Europe et l'Asie pouvaient constituer des marchés de substitution réalistes au marché américain, presque tous ont répondu par l'affirmative. Bon nombre de participants estimaient qu'il était important que le Canada s'efforce de diversifier ses partenariats commerciaux, plusieurs d'entre eux estimant que le pays était devenu trop dépendant des États-Unis à cet égard au cours des dernières décennies. Certains d'entre eux étaient d'avis que des régions comme l'Europe et l'Asie constituaient des marchés accessibles importants pour les entreprises et les produits canadiens, et qu'à long terme, le resserrement des liens économiques avec ces régions aurait des retombées économiques positives pour le Canada. Tout en estimant qu'il était important que le gouvernement du Canada conclue de nouveaux accords commerciaux avec d'autres partenaires fiables, un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il serait difficile pour tout pays ou toute région de remplacer les États-Unis en tant que partenaire commercial, compte tenu de l'ampleur de l'économie américaine et de sa proximité géographique avec le Canada par rapport à d'autres partenaires commerciaux potentiels de premier plan.

Les participants résidant au Canada atlantique, dans le Lower Mainland de la C.-B., à Saskatoon et Regina, dans la région métropolitaine de Montréal (RMM) et les régions de York et de Peel (Ontario) se sont vu poser la question complémentaire de savoir quels aspects des relations commerciales du Canada leur semblaient les moins clairs à l'heure actuelle. Plusieurs d'entre eux ont exprimé le souhait que des renseignements plus détaillés soient fournis concernant les répercussions (notamment la baisse des recettes et les pertes d'emplois) que les tarifs douaniers américains ont entraînés dans certains secteurs ou industries canadiens, ainsi que sur les conséquences à long terme anticipées de ces mesures si les perturbations commerciales avec les États-Unis devaient perdurer dans un avenir prévisible. Un certain nombre d'entre eux estimaient également avoir besoin de plus amples

renseignements sur la nature des relations commerciales du Canada avec ses partenaires mondiaux non américains, notamment des détails supplémentaires concernant les accords actuellement en vigueur avec des pays d'Europe, d'Asie et d'ailleurs, ainsi que des précisions sur les avantages que l'économie canadienne devrait tirer d'un resserrement des liens avec ces nations. Certains participants estimaient également que davantage de renseignements devaient être fournis concernant les négociations en cours entre le gouvernement du Canada et les États-Unis, y compris des détails sur l'état d'avancement de ces discussions à ce jour.

Partenariats commerciaux mondiaux (résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents de Calgary et d'Edmonton, résidents du sud-ouest de l'Ontario)

En focalisant leurs discussions sur les partenariats commerciaux du Canada hors États-Unis, on a demandé aux participants de quatre groupes s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant le Canada et ses efforts pour établir de nouveaux partenariats commerciaux et renforcer ceux qui existent déjà avec d'autres pays et régions. Un large éventail de nouvelles d'actualité a été mentionné à cet égard, plusieurs participants ayant le sentiment que le gouvernement du Canada avait déployé des efforts soutenus ces derniers mois pour établir ou renforcer ses relations commerciales avec certaines régions ou certains pays, dont l'Europe, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, les Émirats arabes unis (EAU) et le Qatar.

En focalisant plus particulièrement la discussion sur les relations commerciales du Canada avec la Chine, les participants se sont vu fournir l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé un nouveau partenariat entre le Canada et la Chine visant à collaborer dans les domaines de l'énergie, des technologies propres et de la compétitivité climatique.

Afin de renforcer ces partenariats, le gouvernement canadien a accepté d'autoriser l'entrée de 49 000 véhicules électriques chinois sur le marché canadien, à un taux tarifaire de 6,1 % au lieu du tarif actuel de 100 %.

En contrepartie, la Chine a accepté de réduire les tarifs douaniers sur les graines de canola canadiennes de 85 % à environ 15 % à compter du 1er mars 2026. Les tarifs douaniers imposés sur la farine de canola et d'autres produits agricoles (comme les pois, le homard et le crabe) devraient également être levés à partir du 1er mars 2026, au moins jusqu'à la fin de l'année.

Presque tous les participants ont positivement réagi à cette information, bon nombre d'entre eux estimant que cet accord avec la Chine constituait une étape importante vers la diversification de l'économie canadienne et la réduction de sa dépendance commerciale vis-à-vis des États-Unis. À la question de savoir s'ils estimaient que le Canada devait établir un tel partenariat avec la Chine, les participants ont majoritairement répondu par l'affirmative, bon nombre d'entre eux s'attendant à ce que cet accord soit extrêmement avantageux pour le secteur agricole canadien, et en particulier pour les producteurs de canola.



Décrivant les autres bénéfices que pourraient, selon eux, tirer les entreprises et consommateurs canadiens de cet accord, plusieurs d'entre eux ont salué la réduction des tarifs douaniers sur certains produits agricoles (notamment les pois, ainsi que sur des produits de la mer comme le homard et le crabe), de même que l'accessibilité et l'abordabilité accrues des véhicules électriques au Canada en raison d'une réduction des tarifs douaniers sur 49 000 VE de fabrication chinoise devant bientôt arriver sur le marché canadien. En lien avec les véhicules électriques, si de nombreux résidents du Yukon estimaient que cette mesure serait bénéfique pour les populations vivant dans de grands centres urbains, peu d'entre eux estimaient qu'elle aurait un impact dans leur propre vie en raison de leurs inquiétudes quant à la capacité des véhicules électriques à fonctionner sur de longues distances et à résister aux conditions climatiques difficiles propres à la vie dans le Nord canadien.

Discutant de la question de savoir s'ils avaient de quelconques préoccupations concernant cet accord, quelques participants craignaient que le resserrement des liens économiques entre le Canada et la Chine ne portent encore plus atteinte aux relations commerciales entre le Canada et les États-Unis (déjà perçues comme étant assez tendues). Toutefois, aucun participant n'estimait que cela constituait une raison suffisante pour que le gouvernement du Canada n'aille pas de l'avant avec ce nouveau partenariat sino-canadien. Outre cet accord avec la Chine, plusieurs d'entre eux estimaient que le gouvernement canadien devait continuer de déployer des efforts pour établir des partenariats de ce type avec d'autres partenaires commerciaux importants, estimant que cela contribuerait à diversifier davantage l'économie commerciale du Canada et à réduire sa dépendance économique à l'égard d'un seul pays.

Lorsqu'on leur a demandé si l'impact que pourrait avoir sur l'industrie automobile ontarienne l'entrée sur le marché canadien de 49 000 véhicules électriques chinois soumis à un droit de douane de 6,1 % les préoccupait, très peu d'entre eux ont exprimé des inquiétudes à ce sujet. La plupart d'entre eux estimaient que cela contribuerait à accroître la concurrence et à dynamiser l'activité économique au sein du secteur canadien de la construction automobile, et que le nombre de 49 000 véhicules électriques était trop faible pour avoir une incidence négative significative sur les ventes d'autres véhicules fabriqués au Canada. Un petit nombre d'entre eux ont exprimé des inquiétudes quant à la fiabilité et à la sécurité des véhicules électriques fabriqués en Chine et espéraient que le gouvernement fédéral mettrait en place une réglementation et une surveillance suffisantes pour garantir que ces véhicules soient conformes aux normes de sécurité canadiennes.

Les participants résidant au Yukon, dans le corridor Ottawa-Montréal ainsi qu'à Edmonton et Calgary se sont vu fournir de l'information supplémentaire concernant un accord commercial que le gouvernement du Canada avait récemment conclu avec le gouvernement du Qatar.

Le gouvernement du Canada s'est récemment engagé à intensifier sa coopération avec le Qatar dans les domaines du commerce, de l'investissement et de la défense.

Le Qatar a pour sa part affirmé son engagement à réaliser d'importants investissements stratégiques en appui à de grands projets de construction au Canada, ce qui contribuera à accélérer leur réalisation. Les deux pays ont également convenu de mener à bien des négociations relatives à un nouvel accord qui aidera les entreprises canadiennes à accroître plus facilement leurs activités au Qatar et à attirer des investissements de la part de ce pays.

Les deux pays ont également convenu d'entamer des négociations sur un nouveau cadre visant à faciliter l'échange d'expertise dans les domaines militaire, de la sécurité et de la défense, et à élargir les possibilités d'investissement dans des domaines comme ceux de l'intelligence artificielle et des technologies informatiques.

De plus, les services aériens entre le Canada et le Qatar seront élargis, et un attaché à la défense canadien sera affecté au Qatar afin de contribuer à l'augmentation des exportations provenant du secteur canadien de la défense.

Faisant part de leurs réactions initiales à cette information, si la plupart des participants étaient favorables à toute mesure visant à diversifier davantage l'économie canadienne, peu d'entre eux estimaient en savoir assez sur le Qatar pour déterminer la mesure dans laquelle ce nouvel accord serait économiquement bénéfique. En décrivant les éléments de l'accord qu'ils jugeaient particulièrement positifs, un certain nombre d'entre eux ont mentionné les investissements que le Qatar consacrerait à de grands projets d'infrastructure d'intérêt national au Canada, ainsi que les retombées positives qu'ils attendaient de cet accord dans le secteur du transport aérien canadien et pour le développement de technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle (IA) au sein du pays. On estimait également que l'établissement de liens plus étroits entre le Canada et le Qatar dans le domaine de la défense contribuerait à renforcer la sécurité globale des deux pays et constituerait une avancée utile dans la diversification des alliances du Canada au sein de la communauté internationale.

À la question de savoir s'ils pensaient que ces nouveaux accords conclus avec des pays comme la Chine et le Qatar auraient une incidence sur les relations économiques du Canada avec les États-Unis, peu de participants des trois groupes susmentionnés s'attendaient à ce qu'elle soit très conséquente. Si un petit nombre d'entre eux étaient d'avis que les États-Unis pourraient décider de répondre à ces nouveaux accords en imposant des tarifs douaniers supplémentaires sur des produits canadiens, tous estimaient qu'il était important que le gouvernement du Canada établisse de nouveaux partenariats commerciaux comme ceux-ci, quelles que soient les répercussions que de telles mesures pourraient avoir sur les relations entre le Canada et les États-Unis.

Souveraineté arctique et Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa- Montréal, résidents de Calgary et d'Edmonton, résidents du sud-ouest de l'Ontario)

Les participants de quatre groupes ont tenu des discussions portant sur la question de la souveraineté arctique et sur l'adhésion du Canada à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Avant d'entamer ces discussions, on a demandé aux participants ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils

entendaient parler de « souveraineté arctique ». Un grand nombre d'entre eux avaient le sentiment que cette expression renvoyait à la nécessité constante pour des pays comme le Canada de préserver leur souveraineté dans les régions septentrionales de leur territoire situées dans la région de l'Arctique. On estimait également que le terme « souveraineté arctique » désignait le système de revendication territoriale selon lequel les pays affirment leur autorité sur les précieuses ressources naturelles et les minéraux essentiels présents dans cette région. Pour les participants résidant au Yukon, le terme « souveraineté arctique » renvoyait à la responsabilité qui incombe au gouvernement du Canada de protéger les personnes vivant au sein de collectivités nordiques contre de potentielles menaces extérieures et incursions sur leur territoire. Bien que n'ayant aucun rapport avec le Canada, plusieurs participants ont indiqué que l'expression « souveraineté arctique » leur rappelait les enjeux géopolitiques actuels concernant le Groenland ainsi que les efforts déployés par ce pays pour réaffirmer sa souveraineté territoriale face à la pression croissante en faveur d'une annexion exercée par les États-Unis.

Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu informer que le terme « souveraineté arctique » désignait les revendications et droits territoriaux d'un pays relativement à ses régions arctiques, notamment en ce qui concerne les terres, les zones maritimes ainsi que les ressources naturelles. Lorsqu'on leur a demandé si la souveraineté arctique était une question qui les préoccupait, un grand nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative, plusieurs d'entre eux considérant l'Arctique comme une région d'une importance considérable tant sur le plan économique que sur celui de la défense nationale. Plusieurs participants étaient d'avis qu'en raison du changement climatique et de la tendance à la hausse des températures mondiales, il était probable que la région devienne de plus en plus accessible dans les années à venir, notamment en ce qui concerne l'exploitation et l'exploration de ses ressources naturelles. Un certain nombre d'entre eux craignaient que, si cela venait à se produire, les vastes territoires canadiens de l'Arctique soient la cible d'incursions de la part d'autres pays, en particulier si l'accès à des ressources naturelles comme le pétrole et les minéraux critiques devenait plus difficile à l'avenir. Un certain nombre d'entre eux s'attendaient également à ce que cette région s'ouvre à un commerce maritime accru à mesure que la glace fondrait dans les voies navigables entourant l'Arctique, et estimait que, dans cette optique, il était important que le Canada préserve sa souveraineté sur ces voies navigables nordiques.

À la question de savoir si selon eux, le gouvernement du Canada était généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en matière de souveraineté arctique, les participants ont pour la plupart exprimé leur incertitude, plusieurs d'entre eux indiquant qu'ils n'en savaient pas assez sur le sujet et sur les activités du gouvernement du Canada dans ce domaine pour fournir une réponse éclairée. Parmi le petit nombre de participants estimant que ce dernier était sur la bonne voie, certains ont salué ce qu'ils percevaient comme étant ses efforts soutenus pour faire valoir les droits du Canada dans l'Arctique, ainsi que son engagement à accroître les investissements dans les Forces armées canadiennes (FAC) dans l'objectif renouvelé de protéger la sécurité nationale du Canada dans le Nord canadien.

Discutant de l'importance qu'ils accordaient à la souveraineté arctique par rapport à d'autres priorités nationales, la plupart des participants estimaient qu'il s'agissait d'une priorité majeure, plusieurs d'entre eux étant d'avis que la protection de l'Arctique devait constituer une des principales priorités

du gouvernement du Canada dans les années à venir. Un certain nombre d'entre eux ont réaffirmé que le Nord canadien était une région d'importance nationale considérable, tant du point de vue économique que de la sécurité nationale, et qu'il était essentiel qu'à court et à long terme, le gouvernement du Canada veille à ce que les Forces armées canadiennes soient en mesure de défendre les intérêts du pays dans cette région. Parmi le plus petit nombre de participants considérant que la souveraineté dans l'Arctique constituait une priorité moins urgente, certains estimaient que d'autres enjeux, comme l'abordabilité du logement et le coût élevé de la vie, constituaient actuellement des priorités plus pressantes. Invités à nommer les pays (à l'exception du Canada) qui, selon eux, revendiquaient leur souveraineté sur l'Arctique, les participants en ont cité un grand nombre, à savoir les États-Unis, la Russie, le Danemark, l'Islande, l'Estonie, la Finlande, la Suède et la Norvège.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant l'OTAN, presque tous les participants ont déclaré connaître cette organisation, plusieurs d'entre eux rappelant que les alliés de l'OTAN avaient récemment joué un rôle actif dans la défense de la souveraineté territoriale du Groenland. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu informer de ce qui suit :

L'OTAN est une alliance de pays d'Amérique du Nord et d'Europe s'étant engagés à atteindre les objectifs du Traité de l'Atlantique Nord, signé le 4 avril 1949. Elle a pour objectif de garantir la liberté et la sécurité de ses membres par des moyens politiques et militaires.

Quant à savoir s'ils estimaient que l'adhésion du Canada à l'OTAN était importante pour sa sécurité nationale, tous ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que l'OTAN, ainsi que les engagements mutuels pris par ses pays membres en matière de sécurité, constituaient un moyen de dissuasion efficace pour protéger des pays comme le Canada contre d'éventuelles attaques et incursions d'agresseurs étrangers. Si plusieurs participants estimaient qu'il était important que le Canada continue de collaborer étroitement avec les États-Unis pour répondre à ses besoins en matière de défense nationale, un certain nombre d'entre eux considéraient qu'il était essentiel, compte tenu notamment de l'imprévisibilité croissante des relations canado-américaines, que le Canada continue de faire partie d'une alliance plus large telle que l'OTAN afin de garantir davantage sa protection continue. En se focalisant plus particulièrement sur l'Arctique, certains participants étaient d'avis que, compte tenu des intérêts communs et des revendications territoriales de nombreux membres de l'OTAN, il était important que ces pays continuent à collaborer pour défendre leurs intérêts respectifs en matière de sécurité dans la région.

À la question de savoir quel rôle les populations autochtones devraient selon eux jouer dans le processus décisionnel relatif à la souveraineté de l'Arctique, presque tous estimaient qu'elles devaient jouer un rôle direct dans ce processus. On était d'avis que de nombreuses bandes autochtones avaient des revendications territoriales qui leur étaient propres dans l'Arctique et qu'il était important que leur point de vue soit pris en compte au moment de défendre la souveraineté du Canada dans cette région. On estimait en outre que de nombreux groupes autochtones avaient une compréhension unique de l'histoire de l'Arctique ainsi que de ses enjeux économiques et de défense nationale, certains participants estimant que, pour éclairer les décisions en matière de sécurité nationale concernant cette région, leurs savoirs pourraient s'avérer très utiles.

Nutrition Nord Canada (résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de grands centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec)

Les participants de six groupes ont pris part à des discussions portant sur le programme Nutrition Nord Canada du gouvernement fédéral. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit à propos de mesures prises par le gouvernement du Canada pour rendre les produits alimentaires plus abordables, seul un petit nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Quelques-uns, parmi ceux qui en avait eu vent, ont indiqué qu'il leur semblait que le gouvernement fédéral s'était récemment employé à construire ou à agrandir certaines infrastructures, notamment des voies routières et des ports, afin de faciliter davantage le transport d'aliments vers le Nord canadien, tandis que d'autres se souvenaient avoir entendu dire que le Canada avait augmenté les investissements qu'il consacrait à certaines technologies, dont les serres, qui faciliteraient la culture de fruits et de légumes à longueur d'année dans la région. À la question de savoir s'ils avaient connaissance d'initiatives du gouvernement fédéral visant à aider les communautés autochtones ou nordiques à gérer leurs propres systèmes alimentaires, très peu de participants ont répondu par l'affirmative, et presque aucun d'eux n'a déclaré avoir entendu parler du programme Nutrition Nord Canada. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'infographie suivante :



Sécurité alimentaire

Assez de nourriture toute l'année
pour mener une vie active et saine

Souveraineté

Le pouvoir de créer et de superviser
ses propres systèmes alimentaires

Sécurité ou souveraineté alimentaire?

Les deux. La souveraineté alimentaire renforce la sécurité alimentaire en donnant aux communautés autochtones et nordiques la possibilité de choisir, de cultiver et d'accéder à la nourriture d'une manière durable reflétant la culture et les besoins locaux.



En collaboration avec les résidents du Nord, les peuples autochtones et des partenaires, les programmes de Nutrition Nord Canada améliorent la sécurité et la souveraineté alimentaires dans les communautés nordiques :



Contribution

Réduit le coût des
aliments et autres
articles essentiels



Subvention pour le soutien aux chasseurs- cueilleurs

Soutient
les chasseurs,
les cueilleurs et
les producteurs
alimentaires locaux



Subvention pour les programmes alimentaires des communautés

Renforce les solutions
communautaires pour la
sécurité alimentaire



Initiatives d'éducation en matière de nutrition

Permet l'éducation
alimentaire ancrée
dans les traditions
autochtones
et nordiques



Subvention de recherche sur la sécurité alimentaire

Fait avancer
les études pour
améliorer la sécurité
et la souveraineté
alimentaires dans le Nord





L'image ci-dessus est une infographie conçue dans le cadre du programme Nutrition Nord Canada. L'arrière-plan de l'infographie est bleu foncé, avec un pied de page blanc dans la partie inférieure. En haut à gauche du visuel, on peut lire en caractères blancs et gras les mots « sécurité alimentaire », suivis, en caractères plus petits, de la phrase « Assez de nourriture toute l'année pour mener une vie active et saine ». Dans le coin supérieur droit du visuel figurent les mots « Souveraineté alimentaire », accompagnés de la phrase « Le pouvoir de créer et de superviser ses propres systèmes alimentaires ». Au centre de l'infographie figure un motif composé d'un grand cercle formé de lignes bleu, et rose interreliées. À l'intérieur du cercle figure la question « Sécurité alimentaire ou souveraineté alimentaire? » en caractères blancs et gras. Sous ce texte figure, en plus petits caractères, la réponse « Les deux ». La souveraineté alimentaire renforce la sécurité alimentaire.

En donnant aux communautés autochtones et nordiques la capacité de choisir, de cultiver et d'accéder à des aliments de façon durable, culturellement significative et portée par les dynamiques locales. Sous ce texte figure une illustration montrant différentes personnes vaquant à plusieurs activités relatives à l'alimentation, dont la préparation de poisson fraîchement pêché, la culture maraîchère et la recherche de nourriture dans un cadre enneigé. L'image montre à la fois les paysages verdoyants et glacés du Nord canadien. Sous cette image, on peut lire le texte suivant : « En collaboration avec les résidents du Nord, les populations autochtones et certains partenaires, les programmes de Nutrition Nord Canada améliorent la sécurité et la souveraineté alimentaires au sein des communautés nordiques ». Sous ce texte figurent cinq images de petit format, chacune assortie d'un titre et d'un texte d'accompagnement. L'image située tout à gauche représente un billet de banque avec le mot « Contribution » inscrit en dessous et la mention « Réduit le coût des aliments et autres articles essentiels ». L'image suivante est celle d'un poisson, accompagnée des mots « Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs » et du texte « Soutient les chasseurs, les cueilleurs et les producteurs alimentaires locaux ». L'image du centre représente une pomme et un signe dollar (\$) suivis des mots suivants : « Subvention pour les programmes alimentaires des communautés » et du texte suivant : « Renforce les solutions communautaires pour la sécurité alimentaire ». L'image suivante est celle d'un livre accompagné des mots « Initiatives d'éducation en matière de nutrition » et du texte : « Permet l'éducation alimentaire ancrée dans les traditions autochtones et nordiques ». L'image située à l'extrême droite représente un pouce levé à l'intérieur d'un cercle, ainsi que les mots « Subvention de recherche sur la sécurité alimentaire », suivi du texte « Fait avancer les études pour améliorer la sécurité et la souveraineté alimentaires dans le Nord ». Dans le coin inférieur gauche de l'infographie figure le logo de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada. Dans le coin inférieur droit de l'image figure le mot-symbole du gouvernement du Canada.

Les participants ont pour la plupart réagi de manière positive à cette infographie, bon nombre d'entre eux estimant qu'elle était instructive, visuellement attrayante et bien structurée. Plusieurs participants du groupe composé d'Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut estimaient toutefois que l'une des principales priorités devrait consister à optimiser le programme Nutrition Nord Canada afin de mieux pouvoir relever les défis persistants liés au coût élevé des denrées alimentaires et à leur accessibilité limitée au sein des collectivités nordiques. Dans ce contexte, les participants n'étaient pas particulièrement enclins à donner leur avis sur l'infographie en tant que telle.

Tout compte fait, plusieurs d'entre eux estimaient qu'il était important que le gouvernement du Canada se concentre sur les enjeux liés à la sécurité alimentaire et à la souveraineté alimentaire dans le Nord canadien, et bon nombre d'entre eux ont dit croire que le coût des produits alimentaires pouvait souvent être très élevé dans les collectivités nordiques et qu'il était difficile de s'y procurer des aliments nutritifs. Les participants ont très favorablement accueilli l'infographie dans la mesure où celle-ci accordait une importance particulière à l'élaboration de solutions locales pour relever les défis alimentaires dans le Nord canadien, plusieurs d'entre eux estimant qu'il serait essentiel de miser davantage sur des chaînes d'approvisionnement locales pour garantir le succès de cette initiative. Tout en appuyant l'ensemble du programme Nutrition Nord Canada et ses objectifs, certains participants se demandaient combien ces mesures coûteraient au gouvernement du Canada, et plusieurs d'entre eux estimaient que, pour porter leurs fruits, ces initiatives nécessiteraient la construction d'infrastructures de grande envergure, telles que des autoroutes et des serres ainsi que l'agrandissement de ports.

En discutant des aspects de cette infographie qui avaient le plus retenu leur attention, plusieurs participants ont mentionné l'importance particulière qui, selon eux, avait été accordée à la mise à profit des savoirs et des pratiques culturelles autochtones et nordiques pour aider à l'élaboration de solutions visant à relever les défis alimentaires particuliers auxquels sont confrontés les populations de la région. Les participants ont pour la plupart loué l'approche multidimensionnelle décrite dans cette infographie pour remédier à ces problématiques dans le Nord canadien, estimant qu'il était important que le gouvernement du Canada s'engage à prendre un large éventail de mesures pour apporter des améliorations dans ce domaine. Un certain nombre de participants ont également salué l'importance accordée, dans l'infographie, au soutien des chasseurs, cueilleurs et agriculteurs locaux du Nord canadien, estimant qu'il s'agissait là d'une avancée importante pour renforcer la chaîne d'approvisionnement alimentaire dans cette région et limiter le recours à l'importation de produits alimentaires sur de longues distances depuis d'autres régions du pays. Bien que favorables aux initiatives présentées dans cette infographie, quelques participants ont fait part de leur frustration quant au fait que la sécurité et la souveraineté alimentaires dans le Nord canadien constituent toujours des enjeux majeurs, estimant que cette question aurait dû être traitée avec davantage d'urgence par le passé.

À la question de savoir s'ils trouvaient que certains éléments de cette infographie prêtaient à confusion ou manquaient de clarté, si la plupart des participants ont répondu qu'elle était relativement claire et facile à comprendre, un certain nombre d'entre eux estimaient que des détails supplémentaires pourraient être fournis concernant les montants précis que le gouvernement du Canada investirait dans chacun de ces programmes au cours des années à venir. On était également d'avis que davantage d'information pourrait être fournie concernant les critères d'admissibilité relatifs à chaque initiative et les procédures de demande pour les résidents du Nord souhaitant bénéficier de ces aides. Quelques participants estimaient en outre que, dans l'intérêt des Canadiens vivant ailleurs que dans le Nord canadien, il serait utile de fournir davantage de détails pour faire comprendre à quel point de nombreuses collectivités nordiques sont isolées ; certains pensant en effet que cela aiderait à mieux faire comprendre les difficultés auxquelles sont confrontées les personnes résidant dans le Nord pour se procurer des aliments abordables et nutritifs. Si les participants estimaient, pour la plupart, avoir compris la signification des concepts de « sécurité alimentaire » et de « souveraineté alimentaire », certains d'entre eux ont toutefois fait remarquer que davantage pouvait être fait pour que cette infographie fournisse des définitions à ces concepts et explique en quoi ils sont interreliés.

Lorsqu'on leur a demandé si certains éléments de cette infographie devaient, selon eux, être expliqués différemment ou reformulés afin de mieux rejoindre les publics autochtones et nordiques, plusieurs participants du groupe composé d'Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut estimaient que davantage d'images représentant des chasseurs, des cueilleurs et des agriculteurs autochtones, ainsi que des images plus lumineuses et plus vivantes des paysages nordiques, devraient entrer dans sa conception. On estimait en outre que l'infographie devrait présenter du contenu rédigé dans des langues autochtones (en plus de l'anglais) afin de pouvoir rejoindre les habitants de la région de façon plus efficace. Discutant de la question de savoir si, en voyant cette infographie, ils avaient le sentiment que le gouvernement du Canada répondait aux besoins fondamentaux des collectivités autochtones et du Nord canadien, peu de participants de ce groupe ont répondu par l'affirmative. La plupart d'entre eux estimaient que, si l'infographie mettait en

évidence les nombreux défis liés à la sécurité et à la souveraineté alimentaires dans le Nord canadien, davantage de renseignements étaient nécessaires concernant les mesures concrètes que comptait prendre le gouvernement du Canada pour mettre en œuvre ces programmes, ainsi que le succès de ces initiatives à ce jour.

Les participants de tous les groupes se sont vu poser la question de savoir quelles modifications pourraient être apportées, le cas échéant, pour rendre cette infographie plus claire ou plus accrocheuse, un certain nombre d'entre eux ayant réitéré l'opinion selon laquelle davantage d'images illustrant les pratiques culturelles autochtones et nordiques liées à la chasse et à la cueillette devaient être incluses comme moyen de tisser des liens plus étroits avec ceux qui vivent au sein de collectivités nordiques. On était également d'avis que l'infographie devrait comporter davantage d'appels à l'action ainsi qu'un lien vers le site Web sur lequel les personnes intéressées et les chefs d'entreprise du Nord pourraient cliquer pour en savoir davantage au sujet de ces programmes. En discutant du type de renseignements qu'ils s'attendraient à trouver s'ils souhaitaient en savoir plus sur le programme Nutrition Nord Canada et ses différentes initiatives, les participants espéraient que des renseignements supplémentaires seraient fournis quant aux montants investis dans ces programmes, aux critères d'admissibilité de chacun d'entre eux, ainsi qu'aux témoignages de personnes dont la vie avait déjà été impactée de manière positive par ces mesures de soutien.

Stratégie d'approvisionnement pour les entreprises autochtones (résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec)

Les participants de six groupes ont pris part à des discussions concernant la Stratégie d'approvisionnement du gouvernement du Canada auprès des entreprises autochtones. À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de mesures que le gouvernement fédéral prenait pour venir en aide aux entreprises autochtones, seuls quelques participants ont répondu par l'affirmative. Parmi les quelques participants ayant entendu quelque

chose à ce sujet, on avait le sentiment que le gouvernement fédéral s'était attaché à fournir diverses aides, dont des fonds et des crédits d'impôt destinés aux entreprises détenues par des Autochtones, ainsi qu'à offrir des ateliers et des subventions à des entrepreneurs en herbe autochtones. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'infographie suivante :



Un accès juste et équitable pour les entreprises autochtones



Avant

Accès limité aux occasions d'affaires pour les entreprises autochtones



Aujourd'hui

Une stratégie qui augmente les occasions pour les entreprises autochtones de décrocher des contrats avec le gouvernement du Canada



Regard vers l'avenir

Travail en cours avec des partenaires autochtones pour transformer la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones

Objectif clé : transférer à des partenaires autochtones la gestion du Répertoire des entreprises autochtones

Une approche gagnant-gagnant



Contribue à la croissance des entreprises autochtones



Intègre les savoirs et les compétences autochtones aux projets du gouvernement du Canada



Appuie la réconciliation grâce à de véritables partenariats économiques



Résultats

1,24 milliard de dollars en contrats accordés à des entreprises autochtones¹

6,1 % de tous les contrats du gouvernement du Canada¹

Plus de 2800 entreprises inscrites au Répertoire des entreprises autochtones²

Pour en savoir plus, visitez canada.ca/approvisionnement-entreprises-autochtones

¹ Donnée de 2023-2024 / ² En date de novembre 2025



Services aux
Autochtones Canada

Indigenous Services
Canada

Canada



L'infographie ci-dessus porte sur la Stratégie d'approvisionnement du gouvernement du Canada auprès des entreprises autochtones. Dans la partie supérieure du visuel, dans un encadré bleu-vert, figurent les mots « Un accès juste et équitable pour les entreprises autochtones » en caractères blancs avec un soulignement jaune, les mots « Un accès juste et équitable » apparaissant en caractères plus gras. Sous cet encadré, sur fond blanc pour toute la portion restante du visuel, figurent trois images respectivement intitulées « Avant », « Aujourd'hui » et « Regard vers l'avenir ». L'image intitulée « Avant » montre un bonhomme bâton jaune devant une porte bleu foncé fermée et le texte suivant : « Accès limité aux occasions d'affaires pour les entreprises autochtones ». Sur l'image intitulée « Aujourd'hui » figurent le même bonhomme bâton jaune devant une porte orange ouverte ainsi que le texte suivant : « Une stratégie qui augmente les occasions pour les entreprises autochtones de décrocher des contrats avec le gouvernement du Canada » apparaissant sous le titre. Sous l'image intitulée « Regard vers l'avenir » figure un cercle de couleur bleu clair avec trois flèches noires se déplaçant dans la même direction, suivies de trois lignes jaunes indiquant leur rapidité. Sous le titre de cette image figure le texte suivant : Travail en cours avec des partenaires autochtones pour transformer la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones » avec sous ce texte une ligne pointillée verticale suivie du texte suivant : « Objectif clé : transférer à des partenaires autochtones la gestion du Répertoire des entreprises autochtones ». Sous l'image et le titre « Aujourd'hui » correspondant, figure une ligne pointillée bleue verticale se divisant en deux branches menant respectivement à deux images distinctes respectivement intitulées « Une approche gagnant-gagnant » au centre gauche de l'infographie et « Résultats » au centre droit. Le titre « Une approche gagnant-gagnant » figure dans un grand cercle jaune pâle avec de l'information présentée en trois points. Le premier point présente le symbole d'une jeune pousse suivi du texte suivant : « Contribue à la croissance des entreprises autochtones ». Le deuxième point présente le symbole d'une ampoule électrique suivi du texte suivant : « Intègre les savoirs et les compétences autochtones aux projets du gouvernement du Canada ». Le troisième point présente le symbole d'un tambour noir autochtone suivi du texte suivant : « Appuie la réconciliation grâce à de véritables partenariats économiques ». L'image intitulée « Résultats » est celle d'un cercle (dont les trois quarts sont de couleur bleu foncé, avec un quadrant d'un bleu plus clair se détachant dans la portion supérieure droite du cercle) avec une grosse coche jaune au milieu. Sous ce cercle figurent trois points comportant des données et du texte. Le premier point comporte les mots « 1,24 milliard de dollars en contrats accordés à des entreprises Autochtones » avec « 1,24 milliards de dollars » apparaissant en caractères gras et bleus. Le deuxième point comporte les mots « 6,1 % de tous les contrats du gouvernement du Canada » avec « 6,1 % » en caractères gras. Le troisième point comporte les mots « Plus de 2 800 entreprises inscrites au Répertoire des entreprises autochtones », avec « 2 800 » en caractères gras. Sous cette image figure le texte suivant : Pour en savoir plus, visitez Canada.ca/approvisionnement-entreprises-autochtones. Dans le coin inférieur gauche figure un dessin d'inspiration autochtone et le logo de Services aux Autochtones du Canada. Dans le coin inférieur droit figure le mot-symbole du gouvernement du Canada.

Tout compte fait, la quasi-totalité des participants a positivement réagi à cette infographie, bon nombre d'entre eux la jugeant informative, bien conçue et directe. Plusieurs d'entre eux ont particulièrement salué le fait que l'infographie présente le passé, le présent et l'avenir de cette initiative, fournisse des éléments chiffrés précis, et décrive l'« approche gagnant-gagnant » pour les entreprises autochtones et les consommateurs canadiens qui devrait résulter de cette stratégie si elle est mise en œuvre par le gouvernement du Canada. Un certain nombre d'entre eux considéraient que la réconciliation constituait un enjeu important sur lequel devait se concentrer le gouvernement fédéral et estimaient que ce type de partenariats économiques avec des entreprises autochtones offrait un moyen de réaliser des progrès tangibles à cet égard. Parmi le petit nombre de participants dont les commentaires étaient moins positifs, si tous ont salué l'objectif général de l'infographie, à savoir de soutenir les entreprises autochtones, certains d'entre eux estimaient que cette dernière contenait trop d'information sur une seule page, ce qui la rendait plutôt dense et encombrée.

À la question de savoir quel était, selon eux, le message principal de cette infographie, la plupart d'entre eux étaient d'avis qu'il portait sur la détermination du gouvernement du Canada à éliminer les obstacles, à multiplier les possibilités d'affaires et à fournir divers soutiens à des entreprises détenues

par des Autochtones. Lorsqu'on leur a demandé si certains aspects de cette infographie prêtaient à confusion ou manquaient de clarté, plusieurs participants se demandaient comment les 1,24 milliard de dollars destinés à cette initiative seraient répartis. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que davantage d'information devait être fournie concernant la procédure que doivent suivre les entreprises autochtones pour postuler afin d'obtenir ces contrats, ainsi que sur les entreprises et les secteurs qui seraient priorités dans le cadre de ce programme. Quelques-uns d'entre eux se disaient également incertains quant à ce que l'on entendait par « stratégie d'approvisionnement » dans ce contexte et estimaient qu'il fallait préciser davantage comment ces partenariats entre le gouvernement du Canada et les entreprises autochtones fonctionneraient dans la pratique.

En discutant de la question de savoir s'ils avaient le sentiment, au vu de cette infographie, que le gouvernement du Canada soutenait les entreprises autochtones, si la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, plusieurs participants du groupe composé d'Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut étaient d'un autre avis. Ces derniers estimaient que davantage devait être fait pour fournir des exemples précis des avantages qu'offrait ce programme aux entreprises et aux communautés autochtones ainsi que de l'information supplémentaire sur la manière dont l'« approche gagnant-gagnant » décrite dans l'infographie était censée se concrétiser. Un certain nombre de participants à ce groupe ont suggéré que le design de l'infographie pourrait être rendu plus attrayant pour le public autochtone en y intégrant davantage d'éléments artistiques et d'images propres à la culture autochtone, ainsi qu'en fournissant davantage d'études de cas et de photos de véritables chefs d'entreprise autochtones ayant bénéficié de ces aides.

Les participants de tous les groupes se sont vu poser la question de savoir quelles modifications ou quels changements ils apporteraient à cette infographie, le cas échéant, pour la rendre plus accrocheuse. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que l'infographie devait comporter plus d'images et moins de texte, un certain nombre d'entre eux estimant que cela contribuerait à faire ressortir les renseignements essentiels tout en rendant le design plus attrayant visuellement. On estimait également que l'objectif principal devait être présenté en plus gros caractères, certains estimant qu'il serait difficile de le remarquer dans sa taille actuelle. Un certain nombre de participants ont en outre suggéré que de l'information supplémentaire pourrait être fournie concernant les critères d'admissibilité (le cas échéant) en vigueur pour les entreprises autochtones souhaitant participer à cette initiative. Quelques-uns d'entre eux estimaient que l'infographie devait comporter un code QR scannable, afin de permettre à ceux qui souhaitaient avoir plus de renseignements d'en obtenir rapidement. Lorsqu'on leur a demandé s'il serait probable qu'ils cliquent sur le lien vers le site Web pour plus d'information, plusieurs membres du groupe composé d'Autochtones résidant dans le Nord canadien ont répondu par l'affirmative, certains exprimant à nouveau l'espoir d'y trouver davantage de renseignements précis sur les entreprises et les communautés autochtones qui avaient jusqu'à présent bénéficié de ce programme.

Toxicomanie (résidents d'Ottawa et de la Région de la capitale nationale âgés de 30 à 60 ans)

Les participants du groupe composé de particuliers âgés de 30 à 60 ans résidant à Ottawa et dans la Région de la capitale nationale (RCN) ont pris part à une brève discussion sur la toxicomanie.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du plan du gouvernement du Canada visant à lutter contre la toxicomanie dans la ville d'Ottawa, très peu de participants ont répondu par l'affirmative. Parmi le petit nombre de participants qui en avaient entendu parler, on estimait que le gouvernement fédéral avait financé des programmes de réduction des méfaits à Ottawa, y compris la distribution d'aiguilles et de seringues stériles aux personnes souffrant d'une dépendance. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il investissait 1,2 million de dollars dans un projet pilote visant à lutter contre la toxicomanie à Ottawa. Le projet pilote prévoit notamment de :

- *Mettre en œuvre des initiatives municipales visant à réduire la criminalité, à dissuader la toxicomanie et à promouvoir l'apprentissage de compétences de la vie courante.*
- *Soutenir l'élaboration d'une réponse coordonnée à la crise de la drogue à Ottawa afin de cerner les lacunes, les inefficacités et les possibilités de collaboration accrue avec les fournisseurs de services de santé mentale.*
- *Une fois achevé, ce cadre servira de modèle pouvant être adapté par d'autres provinces et villes du Canada.*

Les participants ont dans l'ensemble réagi positivement à cette information, bon nombre d'entre eux estimant que pour lutter contre ce problème au sein de leur collectivité, ce projet pilote constituait un pas dans la bonne direction. Plusieurs d'entre eux considéraient qu'il était particulièrement important que le gouvernement du Canada consacre des investissements à des ressources en matière de santé mentale et collabore avec les prestataires de services de santé mentale dans le cadre de ses efforts pour lutter contre la consommation problématique de substances, plusieurs d'entre eux percevant les questions de santé mentale et de toxicomanie comme étant directement liées.

À la question de savoir s'ils estimaient que ces mesures contribueraient à résoudre certains des problèmes liés à la toxicomanie à Ottawa, si plusieurs participants ont répondu par l'affirmative, un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que le montant de 1,2 million de dollars était insuffisant, estimant qu'un investissement financier plus important de la part du gouvernement du Canada serait nécessaire pour remédier à ce problème de manière suffisante. En discutant de la question de savoir si un tel cadre pourrait être utilisé dans d'autres régions du Canada, un certain nombre d'entre eux étaient incertains, plusieurs estimant que leur opinion concernant cette approche dépendrait au final

de l'efficacité avec laquelle ce programme pilote permettrait à l'avenir de lutter contre la toxicomanie au sein de la collectivité.

Étiquetage nutritionnel (résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région du Grand Toronto, résidents du Québec)

Les participants de quatre groupes ont tenu des discussions portant sur l'information et les messages figurant sur les emballages d'aliments au Canada. Au début de ces discussions, les participants se sont vu informer que Santé Canada cherchait à sensibiliser et à informer les consommateurs canadiens au sujet des étiquettes nutritionnelles figurant sur les emballages d'aliments, et notamment le symbole sur le devant de l'emballage, le tableau de la valeur nutritive et la liste des ingrédients. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'image d'un emballage simulé mettant en évidence chacune de ces différentes composantes de l'étiquetage :

Élevé en / High in Sucres / Sugars
Santé Canada / Health Canada

Élevé en / High in Sucres / Sugars
Santé Canada / Health Canada

Tourbillons au miel

Valeur nutritive pour 1 tasse (30 g)

	% valeur quotidienne*
Calories 170	
Lipides 0,5 g	1 %
saturés 0 g	0 %
+ trans 0 g	
Glucides 40 g	14 %
Fibres 4 g	20 %
Sucres 20 g	
Protéines 2 g	
Cholestérol 0 mg	
Sodium 160 mg	7 %
Potassium 75 mg	2 %
Calcium 0 mg	0 %
Fer 4,5 mg	25 %
Vitamine D 1 µg	5 %
Thiamine 0,6 mg	50 %
Niacine 2 mg	13 %
Vitamine B ₆ 0,175 mg	10 %
Folate 20 µg EFA	5 %
Panthothénate 0,45 mg	9 %
Phosphore 75 mg	6 %
Magnésium 20 mg	5 %
Zinc 0,5 mg	5 %
Manganèse 0,3 mg	13 %

* 5 % ou moins c'est peu.
15 % ou plus c'est beaucoup

Ingédients : Blé entier • Riz • Sucres (sucre, miel, sirop d'orge maltée) • Avoine entière • Son de blé • Maïs moulu • Sel • Arôme naturel et artificiel • BHT • Fer • Niacinamide • Chlorthydrate de thiamine • D-pantothénate de calcium • Chlorthydrate de pyridoxine • Acide folique • Cholecalcérol.

Contient : Du blé • De l'avoine • De l'orge.

SOURCE ÉLEVÉE DE FIBRES

465 g CÉRÉALES

Product of CANADA / Produit du CANADA

MR. TIMPLETON Inc.
Ottawa, ON K1A 1M3

L'image ci-dessus est une simulation de boîte de céréales présentant les différents éléments de l'étiquetage nutritionnel figurant sur les produits alimentaires emballés. Au centre figure l'image grand format d'une boîte de céréales de couleur jaune vif, sur laquelle on peut lire les mots « Tourbillons au miel » en caractères blancs, gras et italiques, au-dessus d'un bol de céréales. En haut à droite de l'image figure le symbole nutritionnel sur le devant de l'emballage, en bas à gauche, la mention « Source élevée de fibres » et en bas à droite, les mentions « 465 g » et « céréales ». À droite de cette image figure un exemple de ce à quoi ressemblerait le côté de la boîte. Dans la portion supérieure de cet exemple figure une version réduite du logo Tourbillons de



miel, sous laquelle figure une simulation du tableau de la valeur nutritive. Sous ce tableau figure une liste des ingrédients contenus dans les céréales, et plus bas figurent les coordonnées permettant aux consommateurs de contacter l'entreprise pour toute question ou préoccupation concernant le produit. Dans le coin supérieur droit de cette image figure le symbole nutritionnel apposé sur le devant agrandi de l'emballage. On constate que ce symbole comporte une loupe et les mots « Élevé en », suivis d'une case vide, ainsi que « Sucres », également suivis d'une case vide. Au bas de ce symbole figurent les mots « Santé Canada ». À droite de cette image, figure un tableau de la valeur nutritive agrandi indiquant notamment la teneur en matières grasses, en glucides, en protéines, en cholestérol, de ces céréales. Sous ce tableau figure une version agrandie de la liste des ingrédients détaillant chacun des ingrédients contenus dans ces céréales.

Après s'être vu présenter cette image simulée, les participants se sont vu informer que Santé Canada s'employait à concevoir des messages pouvant être utilisés sur les réseaux sociaux et d'autres supports, notamment des contenus Web et des infographies, afin d'informer et sensibiliser les Canadiens au sujet des renseignements figurant sur ces étiquettes et de leur interprétation. Les participants se sont vu présenter ces messages un à la fois et inviter à donner leur avis sur l'efficacité avec laquelle chacun d'eux était formulé.

Message n° 1

La plupart des aliments emballés incluent de l'information nutritionnelle.

- 1. Regardez sur le devant de l'emballage. Vous pourriez trouver un symbole indiquant que l'aliment a une teneur élevée en gras saturés, sucres, sodium ou n'importe quelle combinaison de ceux-ci.*
- 2. Regardez sur le côté ou à l'arrière de l'emballage. Le tableau de la valeur nutritive vous indique la quantité de nutriments précis dans l'aliment. La liste des ingrédients vous indique ce que contient l'aliment.*
- 3. Ensemble, ces trois composantes réglementées (symbole sur le devant l'emballage, tableau de la valeur nutritive et liste des ingrédients) vous donnent une image plus claire de ce qu'il y a dans un aliment emballé, afin que vous puissiez comparer et faire des choix alimentaires éclairés.*

Les participants étaient pour la plupart d'avis que ces messages étaient faciles à comprendre et fournissaient des renseignements clairs sur la signification des données et des symboles figurant sur les emballages d'aliments canadiens, ainsi que sur les aspects de ces étiquettes auxquels ils devaient prêter le plus d'attention. Un certain nombre d'entre eux estimaient qu'en disposant de ces renseignements, les consommateurs pourraient rapidement déterminer si les aliments qu'ils consomment sont riches en gras saturés, en sucres ou en sodium, ce qui les aiderait à l'avenir à faire des choix éclairés quant aux produits à acheter. On était également d'avis que le fait d'inviter les consommateurs à regarder sur le côté ou au dos de l'emballage pourrait aider ceux qui, en général, ne regardent que le devant des emballages lorsqu'ils font leurs courses. Décrivant les aspects de ce message qui pourraient, à leur avis, être améliorés, quelques participants ont suggéré que ce dernier devrait établir une distinction entre les sucres nocifs et ceux qui pourraient être bénéfiques pour la santé, plutôt que d'utiliser simplement le terme « sucres » pour les désigner. On estimait également que ce message devrait fournir des conseils plus clairs aux personnes souffrant d'allergies et de maladies chroniques comme le diabète, pour qui le choix d'un produit inapproprié pourrait avoir de graves conséquences sur la santé.

Message n° 2

Le symbole nutritionnel sur le devant de l'emballage peut vous aider à voir, d'un coup d'œil, si l'aliment a une teneur élevée en un ou plusieurs nutriments à limiter : gras saturés, sucres, sodium ou toute combinaison de ceux-ci.

- Vous pouvez utiliser ce symbole comme un outil pour faire rapidement un choix éclairé concernant les gras sat, les sucres et le sodium.
- Le symbole nutritionnel sur le devant de l'emballage comportera toujours une loupe, pour qu'il soit facile à repérer.
 - L'ordre des nutriments dans le symbole est toujours le même : gras saturés, sucres, puis sodium
 - Les cases vides peuvent signifier différentes choses. Par exemple que l'aliment ne contient pas ce nutriment précis, ou n'en contient pas en quantité suffisante pour qu'il soit dans le symbole.

Faisant part de leurs commentaires, un certain nombre de participants étaient d'avis que ce message fournissait des renseignements importants et estimaient qu'il aiderait les consommateurs à mieux comprendre la signification de symboles comme la loupe, et à se servir de ces étiquettes pour prendre des décisions éclairées quant aux produits à acheter. Plusieurs d'entre eux considéraient que ce message était trop compliqué et estimaient qu'il pouvait être simplifié pour gagner en concision. Dans le même ordre d'idées, plusieurs participants ont mentionné que le dernier point (expliquant comment interpréter les cases vides) leur avait paru difficile à comprendre. Un petit nombre d'entre eux étaient d'avis que, bien que ce message contribue à informer les consommateurs de la valeur nutritionnelle de différents produits alimentaires, il ne tenait pas suffisamment compte ni ne reconnaissait suffisamment l'importance d'autres facteurs (tels que le prix) également susceptibles d'influencer leurs décisions d'achat.

Message n° 3

Le tableau de la valeur nutritive vous donne des informations sur les nutriments spécifiques dans les aliments emballés.

- Le tableau de la valeur nutritive indique les calories, les nutriments (comme les sucres et le calcium) et le pourcentage de la valeur quotidienne, selon la portion indiquée en haut du tableau.
- Le pourcentage de la valeur quotidienne vous aide à comprendre si un aliment contient peu ou beaucoup d'un nutriment. 5 % ou moins, c'est peu, 15 % ou plus, c'est beaucoup.

Les participants ont pour la plupart réagi positivement à ce message, bon nombre d'entre eux jugeant qu'il était facile à comprendre et allait droit au but. Un grand nombre d'entre eux ont tenu des propos positifs concernant l'inclusion dans le message de données et de pourcentages précis, et étaient d'avis qu'il s'agissait d'un moyen efficace pour Santé Canada de communiquer de l'information nutritionnelle aux Canadiens. Plusieurs participants estimaient qu'il était important que les emballages de produits

alimentaires comportent des renseignements sur les valeurs nutritives quotidiennes des différents ingrédients et considéraient que ce message avait permis de bien faire comprendre aux consommateurs comment interpréter ces renseignements. Un certain nombre d'entre eux ont particulièrement bien accueilli les précisions selon lesquelles une teneur de 5 % ou moins d'un nutriment était considérée comme faible, tandis qu'une teneur de 15 % ou plus était considérée comme élevée, et estimaient qu'à l'avenir, ces renseignements leur seraient utiles pour mieux comprendre les données figurant sur les étiquettes nutritionnelles.

Message n° 4

La liste des ingrédients vous indique ce que contient un aliment emballé.

- *Les ingrédients sont indiqués dans l'ordre décroissant de leur de poids dans l'aliment. Cela signifie que l'ingrédient présent en plus grande quantité se retrouve en premier dans la liste.*
- *Tous les ingrédients à base de sucres sont regroupés après le mot « Sucres » dans la liste des ingrédients. Cela vous aide à identifier rapidement toutes les sources de sucres ajoutées à un aliment. Si le regroupement des « Sucres » est indiqué près du début de la liste, l'aliment contient plus de sucres ajoutés comparativement à d'autres ingrédients.*

Plusieurs participants étaient d'avis que ce message était clair et concis, un certain nombre d'entre eux estimant qu'il aiderait les consommateurs à mieux comprendre comment reconnaître les quantités de sucres et d'autres ingrédients contenus dans les produits alimentaires qu'ils achètent. À la question de savoir s'ils avaient appris quelque chose de nouveau grâce à ce message, un certain nombre d'entre eux ont indiqué qu'ils savaient maintenant que les ingrédients étaient classés de cette manière, et que ceux présents en plus grande quantité figuraient en premier sur ces étiquettes. Un certain nombre de participants estimaient qu'il était logique de regrouper tous les sucres et se demandaient si d'autres ingrédients comme les sels seraient également regroupés. Certains se demandaient également si ces étiquettes établissaient une distinction entre la quantité de sucres naturels et celle des sucres artificiels contenus dans un produit, estimant qu'il s'agissait là de renseignements importants dont les consommateurs soucieux de leur santé devraient disposer pour choisir les produits qu'ils achètent.

Avant que ne leur soit présenté le message final, on a demandé aux participants de décrire brièvement comment ils choisissaient habituellement leurs produits alimentaires emballés et s'ils avaient l'habitude de consulter l'étiquette pour les aider à décider d'acheter ou non un produit donné. Si la plupart ont indiqué qu'ils consulteraient probablement l'étiquette pour connaître la composition nutritionnelle d'un produit, un grand nombre d'entre eux ont précisé que ce n'était là qu'un des nombreux facteurs dont ils tiendraient compte au moment de prendre leur décision d'achat. Pour plusieurs d'entre eux, le prix d'un article semblait constituer le principal facteur déterminant leur décision d'acheter ou non un produit alimentaire spécifique, un certain nombre d'entre eux indiquant que c'était particulièrement le cas ces derniers temps, compte tenu du coût élevé de la vie observé ces dernières années. En expliquant quels renseignements ils rechercheraient habituellement sur une étiquette nutritionnelle, les participants ont mentionné des informations concernant l'apport calorique total par portion, la quantité d'ingrédients précis (p. ex. les sucres, les sels et les gras saturés) contenus dans le produit, la



proportion des ingrédients naturels par rapport aux ingrédients artificiels, ainsi que la présence éventuelle d'ingrédients auxquels ils pourraient être allergiques.

Message n° 5

L'information nutritionnelle sur l'emballage d'un aliment vous indique ce qu'il contient afin de vous aider à faire un choix éclairé.

1. *Le symbole nutritionnel sur le devant de l'emballage peut vous aider à savoir, d'un coup d'œil, si l'aliment a une teneur élevée en gras saturés, en sucres, en sodium ou toute combinaison de ceux-ci.*
2. *Le tableau de la valeur nutritive au dos ou sur le côté de l'emballage vous donne des détails sur la teneur en nutriments des aliments*
 - *L'information dans le tableau est basée sur la portion indiquée en haut du tableau.*
 - *La portion est la quantité de nourriture que les gens consomment généralement en une seule fois et n'est pas une recommandation sur la quantité à manger.*
 - *Utilisez le pourcentage de valeur quotidienne comme référence pour savoir si un aliment contient peu ou beaucoup d'un nutriment spécifique.*
 - *5 % ou moins, c'est peu, et 15 % ou plus, c'est beaucoup. Cela est indiqué dans la note au bas du tableau de la valeur nutritive.*
 - *Utilisez le pourcentage de la valeur quotidienne pour comparer des aliments similaires.*
3. *La liste des ingrédients vous indique ce que contient l'aliment emballé.*

Bon nombre de participants ont réagi positivement à ce message, estimant qu'il était le plus informatif et compréhensible de tous ceux qu'ils avaient vus jusque-là. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que ce message réunissait de manière efficace les renseignements essentiels contenus dans les messages précédents et estimaient utile que la présentation de tous ces renseignements soit ainsi rationalisée. Si quelques participants croyaient que, pour certains, ce message pourrait paraître trop long, un plus grand nombre d'entre eux estimaient important que les Canadiens disposent d'un résumé détaillé comme celui-ci pour les aider à rapidement comprendre les nombreux aspects des étiquettes nutritionnelles et les renseignements qu'elles visent à transmettre.

Campagne publicitaire sur l'abordabilité (sud-ouest de l'Ontario)

Les participants du groupe composé de particuliers résidant dans le sud-ouest de l'Ontario ont fait part de leur opinion concernant deux concepts publicitaires sous forme de vidéos que le gouvernement du Canada avait récemment créés pour mettre en exergue les mesures qu'il prenait afin de rendre la vie des Canadiens plus abordable. Avant d'entamer cette discussion, les participants se



sont vu informer qu'ils seraient appelés à évaluer des vidéos de 15 secondes susceptibles d'être diffusées sur les réseaux sociaux, des plateformes numériques ou à la télévision. La publicité suivante a été présentée deux fois de suite aux participants. Veuillez noter que les concepts publicitaires n'ont été évalués qu'en anglais. Par conséquent, aucune version française n'est disponible et le rapport ne comprend qu'une description écrite de chaque vidéo.

VIDÉO N° 1 : La vidéo commence par montrer un père faisant tourner son fils par les bras dans un grand champ verdoyant. On aperçoit ensuite une mère et sa jeune fille en train de rire dans la salle de bains. Une voix hors champ qu'on entend dire « le gouvernement du Canada diminue vos coûts pour que vous puissiez aller de l'avant » accompagne ces images, tandis que les mots « diminue vos coûts » s'affichent à l'écran. On aperçoit ensuite une autre mère courant avec sa fille sur son dos, un père et son fils chez le dentiste ainsi qu'une femme franchissant le seuil de la porte de son domicile en tenant une boîte en carton, prenant les dimensions d'un mur à l'aide d'un ruban à mesurer, et déroulant un nouveau tapis dans l'entrée. Ces images sont accompagnées de la voix hors champ qu'on entend dire « Nous vous aidons avec une baisse d'impôt sur vos revenus, l'accès aux soins dentaires et un congé de taxes lors de l'achat d'une première maison », tandis que les mots « vous aidons avec une baisse d'impôt sur vos revenus » « l'accès aux soins dentaires » et « première maison » s'affichent à l'écran. La voix hors champ conclue en disant « Découvrez d'autres mesures de soutien à Canada point c-a barre oblique aller de l'avant » tandis que l'adresse URL s'affiche à l'écran. La vidéo prend fin avec le mot-symbole du gouvernement du Canada sur fond noir ainsi que la signature sonore officielle du gouvernement du Canada.

Cette publicité a suscité des réactions mitigées de la part des participants. Si un certain nombre d'entre eux estimaient important que le gouvernement fédéral s'attache à lutter contre la hausse du coût de la vie et à rendre la vie des Canadiens plus abordable, plusieurs trouvaient cette publicité assez vague et estimaient qu'elle ne fournissait pas suffisamment de renseignements sur les programmes et les aides financières qu'elle présentait. À cet égard, un certain nombre d'entre eux estimaient que la publicité devrait fournir davantage de détails sur les personnes à qui ces programmes s'adressent, sur les critères d'admissibilité, et sur les modalités d'inscription. Même s'ils estimaient que les mesures décrites dans la publicité seraient probablement utiles à de nombreuses familles canadiennes, un certain nombre de participants ne s'attendaient pas à en bénéficier personnellement, la principale raison étant que les revenus de leur ménage étaient trop élevés pour respecter les seuils de revenu qu'ils s'attendaient à voir appliquer pour ces programmes. Un certain nombre d'entre eux étaient d'un autre avis, estimant que cette publicité faisait directement écho à leur propre situation, notamment en mettant en avant des programmes tels que le Régime canadien de soins dentaires (RCSD), auquel ils avaient déjà eu recours.

Lorsqu'on leur a demandé à qui s'adressait, à leur avis, cette publicité, plusieurs estimaient qu'elle était destinée à tous les Canadiens, avec un accent particulier sur les ménages à faible et moyen revenu peinant actuellement à joindre les deux bouts. En évoquant les groupes démographiques spécifiques auxquels cette publicité pourrait, selon eux, s'adresser, les participants ont notamment cité les jeunes Canadiens, les acheteurs potentiels d'une première habitation ainsi que les familles comportant de jeunes enfants, qui, selon eux, pourraient bénéficier de plusieurs mesures mentionnées dans la publicité.

En discutant de la question de savoir quel était, selon eux, le principal message de la publicité, la plupart des participants étaient d'avis qu'elle visait à faire savoir au public que le gouvernement du Canada était conscient des difficultés en matière d'abordabilité auxquelles sont actuellement confrontés bon nombre de ménages et qu'il prenait des mesures pour y remédier. Un certain nombre d'entre eux ont toutefois réitéré leur opinion selon laquelle le message publicitaire n'était pas assez



précis et devait fournir davantage de détails sur ces mesures de soutien et expliquer en quoi elles contribueraient à améliorer la vie des Canadiens admissibles.

À la question de savoir s'ils pensaient qu'ils remarqueraient cette publicité en la voyant sur un site Web, sur les réseaux sociaux ou à la télévision, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Plusieurs participants estimaient que la vidéo ne comportait pas suffisamment d'éléments auxquels ils pouvaient s'identifier et, par conséquent, ne pensaient pas qu'ils y prêteraient attention s'ils y étaient exposés, que ce soit à la télévision ou en ligne. Lorsqu'on leur a demandé si, en voyant une publicité comme celle-ci, ils seraient tentés de visiter le site Web pour en savoir plus, seul un petit nombre d'entre eux a répondu par l'affirmative. Parmi les quelques participants désireux de consulter le site Web, certains ont manifesté le désir d'en savoir davantage au sujet de certains programmes, dont le RSDC et les aides destinées aux acheteurs d'une première habitation, qu'ils estimaient susceptibles de pouvoir directement s'appliquer à leur situation personnelle et financière.

Les participants se sont vu présenter une deuxième publicité deux fois de suite.

VIDÉO N° 2 : La vidéo commence par montrer un père faisant tourner son fils par les bras dans un grand champ verdoyant. On aperçoit ensuite une mère et sa jeune fille en train de rire dans la salle de bains. Une voix hors champ qu'on entend dire « le gouvernement du Canada diminue vos coûts pour que vous puissiez aller de l'avant » accompagne ces images, tandis que les mots « diminue vos coûts » s'affichent à l'écran. On aperçoit ensuite un père et son fils dans le cabinet d'un dentiste, une fillette jouant sur une glissière ainsi qu'un enfant en train de manger à l'école. Ces images sont accompagnées d'une voix hors champ qu'on entend dire « nous vous aidons avec l'accès aux soins dentaires, des services de garde abordables et des repas nutritifs à l'école », tandis que les mots « vous aidons avec l'accès aux soins dentaires », « des services de garde abordables », et « des repas nutritifs » s'affichent à l'écran. La vidéo prend fin avec la voix hors champ qu'on entend dire « Découvrez d'autres mesures de soutien à Canada point c-a barre oblique aller de l'avant » tandis que l'adresse URL s'affiche à l'écran avant d'enchaîner avec le mot-symbole du gouvernement du Canada sur fond noir ainsi que la signature sonore officielle du gouvernement du Canada.

Tout compte fait, les réactions des participants à ce message ont pour la plupart été très positives, plusieurs d'entre eux décrivant la publicité comme étant détaillée et informative, tout permettant à un large éventail de Canadiens de s'y identifier. Un certain nombre d'entre eux ont particulièrement salué l'importance qui était, à leur avis, accordée à des initiatives axées sur les enfants, dont celles visant à mettre en place des services de garde abordables et à fournir des repas nutritifs aux enfants en milieu scolaire. À la question de savoir quel était, selon eux, le public cible de cette publicité, bon nombre d'entre eux étaient d'avis qu'elle s'adressait principalement aux familles comptant de jeunes enfants et peinant actuellement à faire face au coût de la vie.

Décrivant ce qui, selon eux, constituait le message principal de cette vidéo, la plupart des participants estimaient que la publicité visait à faire savoir que le gouvernement du Canada était conscient des difficultés financières auxquelles de nombreux ménages (et en particulier ceux comptant de jeunes enfants) sont actuellement confrontés, et qu'il prenait des mesures concrètes contribuant à rendre la vie au Canada plus abordable. À la question de savoir s'ils pensaient qu'ils remarqueraient cette publicité en la voyant sur un site Web, sur les réseaux sociaux ou à la télévision, un grand nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Plusieurs des participants ayant déclaré être parents de jeunes enfants (ou envisageant d'avoir des enfants dans un avenir proche) étaient d'avis qu'après avoir pris connaissance de cette publicité, ils seraient particulièrement désireux de visiter le site Web pour en savoir davantage sur les initiatives visant à offrir des services de garde abordables et des repas

nutritifs pour leurs enfants en milieu scolaire. Un plus petit nombre d'entre ceux qui avaient soit déclaré ne pas avoir d'enfants ou dont les enfants étaient maintenant adultes ne s'attendaient pas à ce que cette publicité le soit personnellement d'un grand secours.

Se prêtant à un exercice consistant à choisir laquelle des deux publicités (vidéo n° 1 et n° 2) était la plus efficace pour transmettre le message selon lequel le gouvernement du Canada prenait des mesures pour aider les Canadiens à faire face au coût de la vie, tous les participants ont choisi la vidéo n° 2. Faisant part des raisons de leur choix, beaucoup ont réitéré l'opinion selon laquelle la vidéo n° 2 était la plus informative, la plus détaillée et la plus accessible des deux concepts, et qu'elle attirerait beaucoup plus leur attention que la vidéo n° 1.

Lorsqu'on leur a demandé si, en pensant aux deux vidéos, ils estimaient que, pour rendre la vie des Canadiens plus abordable, les domaines sur lesquels se concentrait le gouvernement du Canada étaient les bons, tous les participants ont répondu par l'affirmative. En décrivant les mesures supplémentaires qui pourraient être prises à l'avenir pour davantage aider à réduire le coût de la vie au Canada, les participants ont mentionné certaines mesures potentielles, dont l'élimination de toutes les barrières commerciales internes entre les provinces et les territoires du Canada, la stabilisation du taux d'immigration et la mise en place de nouvelles mesures visant à réduire le coût de produits essentiels comme les produits d'épicerie et le logement.

Annexes

Annexe A - Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement français – décembre 2025

Bureau du Conseil privé

Questionnaire de recrutement – décembre 2025 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HNE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
6	Judi décembre 11	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (HNE)	Québec	Population générale	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada. / Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada

Préférez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Français **CONTINUER**

Anglais **PASSER AU QUESTIONNAIRE ANGLAIS**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché	REMERCIER ET
CONCLURE	
Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité	REMERCIER ET
CONCLURE	
Un magazine ou un journal	REMERCIER ET
CONCLURE	
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial	REMERCIER ET
CONCLURE	
Un parti politique	REMERCIER ET
CONCLURE	
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias	REMERCIER ET
CONCLURE	
Dans le milieu de la radio ou de la télévision	REMERCIER ET
CONCLURE	
Une société d'État	CONTINUER À 1A
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

- 1a. **QUESTION À NE POSER QU'À CEUX QUI ONT INDIQUÉ TRAVAILLER POUR UNE SOCIÉTÉ D'ÉTAT** : Si vous le voulez bien, pouvez-vous nous dire pour quelle société d'État vous, ou un membre de votre foyer, avez travaillé au cours des cinq dernières années?

Banque du Canada	REMERCIER ET CONCLURE
Société canadienne d'hypothèques et de logement	REMERCIER ET CONCLURE
Toute autre société	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

- 1b. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**

Non **CONTINUER**

2. Quelle est la langue officielle du Canada que vous parlez principalement aujourd'hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
 Français **CONTINUER**
 Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
 Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Québec	Les villes peuvent notamment comprendre : Chicoutimi, Gatineau, Laval, Montréal, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Victoriaville, Ville de Québec PAS PLUS QUE DEUX PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA PROVINCE.	CONTINUER – GROUPE 6
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre		REMERCIER ET CONCLURE

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE] ? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. **POUR TOUS LES LIEUX** Êtes-vous actuellement propriétaire ou locataire de votre résidence principale?
ECLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Vous êtes considéré comme propriétaire même si vous avez une dette hypothécaire active.

Propriétaire	CONTINUER
Locataire	
RÉPONSE SPONTANÉE Habitant au domicile parentale	
RÉPONSE SPONTANÉE Autre, veuillez précisez :	
RÉPONSE SPONTANÉE Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE



5a. POUR TOUS LES LIEUX Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux la résidence dont vous êtes actuellement [propriétaire/locataire]?

Condo	CONTINUER
Appartement	CONTINUER
Maison unifamiliale	CONTINUER
Maison en rangée	CONTINUER
Maison jumelée	CONTINUER
Maison mitoyenne	CONTINUER
Autre, veuillez préciser : _____	CONTINUER

6. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

7. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

8. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit
Le participant a un ordinateur avec caméra Web

9. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

10. Sur une échelle de 1 à 5 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

11. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer

activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

L'INTERVIEWEUR POUR DÉTERMINER SI DES AMÉNAGEMENTS PEUVENT ÊTRE APPORTÉS.

- 12.** Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.16**

- 13.** À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

- 14.** À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

- 15.** Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

- 16.** Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24 ans	CONTINUER
25 à 29 ans	
30 à 34 ans	
35 à 44 ans	
45 à 49 ans	
50 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE.

17. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

- École primaire
- Études secondaires partielles
- Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
- Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
- Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
- Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
- Baccalauréat
- Diplôme d'études supérieur au baccalauréat
- RÉPONSE SPONTANÉE** : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

18. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2024 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	CONTINUER
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	
100 000 \$ moins de 120 000\$	
120 000 \$ à moins de 150 000 \$	
150 000 \$ ou plus	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	

ASSURER UN BON MÉLANGE.

19. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

- Blanc
- Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
- Chinois
- Noir
- Latino-américain
- Philippin
- Arabe
- Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
- Coréen ou japonais
- Autochtone

Autre groupe racial ou culturel (préciser)
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. POUR TOUS LES LIEUX Laquelle des suivantes décrit le mieux votre statut d'emploi actuel ?

Employé(e) à temps plein
Employé(e) à temps partiel
Travailleur indépendant
À la retraite
Sans emploi, mais à la recherche d'un emploi
Étudiant(e)
Autre (préciser)

21. DEMANDER SEULEMENT SI EMPLOYÉ À LA QUESTION 20 Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez ?

Agriculture, foresterie, pêche et chasse	CONTINUER
Commerce de gros	
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	
Fabrication	
Transport et entreposage	
Administrations publiques	
Arts, spectacle et loisirs	
Autres services, sauf les administrations publiques	
Commerce de détail	
Finance et assurances	
Gestion de sociétés et d'entreprises	
Hébergement et services de restauration	
Industrie de l'information et industrie culturelle	
Métier de la construction ou métier spécialisé	
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	
Services d'enseignement	
Services immobiliers et services de location et de location à bail	
Services professionnels, scientifiques et techniques	
Services publics	
Soins de santé et assistance sociale	
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser :	

ASSURER UN BON MÉLANGE.

22. [NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION



Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

- 23.** La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLUREE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui

CONTINUER

Non

REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.



Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Questionnaire de recrutement anglais – décembre 2025

Privy Council Office Recruiting Script – December 2025 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EST)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Tues, Dec 2 nd	7:00-9:00 PM	5:00-7:00 (MST) 6:00-8:00 (CST) 7:00-9:00 (EST)	Northwest Territories, Yukon & Nunavut	Indigenous Peoples	DN
2	Wed, Dec 3 rd	7:00-9:00 PM	6:00-8:00 (CST)	Large Urban Centres Manitoba & Saskatchewan	General Population	TBW
3	Thurs, Dec 4 th	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PST)	Greater Vancouver Area & Vancouver Island	General Population	MP
4	Tues, Dec 9 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EST)	Greater Toronto Area	General Population	TBW
5	Wed, Dec 10 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EST)	Ottawa/National Capital Region	Individuals Aged 30- 60	DN

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is [RECRUITER NAME]. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle [NOM DU RECRUTEUR]. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **SWITCH TO FRENCH SCREENER**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END
A Crown Corporation	CONTINUE TO 1A
No, none of the above	CONTINUE

- 1a. **ASK ONLY THOSE WHO SAY THEY WORK FOR A CROWN CORPORATION:** If you don't mind sharing, which Crown corporation have you, or someone in your household worked for in the last 5 years?

Bank of Canada	THANK AND END
Canadian Mortgage and Housing Corporation	THANK AND END
All others	CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

- 1b. Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Northwest Territories, Yukon & Nunavut	Cities could include (but are not limited to): Northwest Territories: Inuvik, Hay River, Yellowknife Yukon: Dawson City, Whitehorse Nunavut: Cambridge Bay, Iqaluit, Rankin Inlet ENSURE A GOOD MIX.	CONTINUE – GROUP 1
Large Urban Centres Manitoba & Saskatchewan	Cities include: Manitoba: Brandon, Winnipeg Saskatchewan: Regina, Saskatoon ENSURE A GOOD MIX.	CONTINUE – GROUP 2
Greater Vancouver Area & Vancouver Island	Cities could include (but are not limited to): Burnaby, Campbell River, Coquitlam, Delta, Nanaimo, Richmond, Surrey, Vancouver, Victoria ENSURE A GOOD MIX.	CONTINUE – GROUP 3
Greater Toronto Area	Cities include (but are not limited to): City of Toronto, Durham (Ajax, Clarington, Brock, Oshawa, Pickering, Whitby), Halton (Burlington, Halton Hills, Oakville, Milton), Peel (Brampton, Caledon, Mississauga), York (Markham, Vaughan, Richmond Hill, Newmarket, Aurora, King) ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN 2 FROM THE CITY OF TORONTO OR PER REGIONAL MUNICIPALITY.	CONTINUE – GROUP 4
Ottawa/National Capital Region (ON)	Cities/towns include: Ottawa, Arnprior, Beckwith, Carleton Place, Clarence-Rockland, North Grenville, Russell	CONTINUE – GROUP 5



VOLUNTEERED Prefer not to answer		THANK AND END
--	--	----------------------

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	IF GROUP 5 – THANK AND END ALL OTHERS CONTINUE
25-29	IF GROUP 5 – THANK AND END ALL OTHERS CONTINUE
30-44	CONTINUE
45-60	
61+	IF GROUP 5 – THANK AND END ALL OTHERS CONTINUE
[Volunteered] Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE. GROUP 5 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE AGED 30-60.

4. **ASK ONLY IF GROUP 1** Do you identify as Indigenous?

Yes **CONTINUE TO Q4a.**
No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

4a. **ASK ONLY IF GROUP 1** Do you identify as...?

First Nations **CONTINUE**
Métis **CONTINUE**
Inuit **CONTINUE**
None of the above **THANK AND END**



5. **ASK ALL GROUPS** Do you own or rent your current residence? **IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED:** You are considered a homeowner even if you have outstanding debt that you owe on your mortgage loan.

Own	CONTINUE
Rent	
VOLUNTEERED Living at home	
VOLUNTEERED Other, please specify:	
VOLUNTEERED Don't know/not sure	THANK AND END

- 5a. **ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the residence you currently [own/rent]?

Condo	CONTINUE
Apartment	CONTINUE
Single family home	CONTINUE
Townhome	CONTINUE
Other, please specify: _____	CONTINUE

6. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** "a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined."

7. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

8. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

9. **ASK ALL GROUPS** Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

10. **ASK ALL GROUPS** How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?



- 1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

- 11. ASK ALL GROUPS** During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

INTERVIEWER TO ASCERTAIN WHETHER ACCESSIBILITY ACCOMMODATIONS CAN BE MADE.

- 12.** Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

- Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.16**

- 13.** How long ago was the last focus group you attended?

- Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

- 14.** How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

- 0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

- 15.** On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

- 16.** What is the highest level of formal education that you have completed?

- Grade 8 or less
Some high school
High school diploma or equivalent
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
University certificate or diploma below bachelor's level
Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

17. Which of the following categories best describes your total household income in 2024? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	CONTINUE
\$20,000 to just under \$40,000	
\$40,000 to just under \$60,000	
\$60,000 to just under \$80,000	
\$80,000 to just under \$100,000	
\$100,000 to just under \$125,000	
\$100,000 to just under \$150,000	
\$150,000 and above	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

18. **DO NOT ASK** **GROUP 1** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian

South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)

Chinese

Black

Latin American

Filipino

Arab

Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)

Korean or Japanese

Indigenous

Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

19. How would you describe your employment status?

Working full-time (35+ hours per week)	CONTINUE
Working part-time (<35 hours per week)	
Self-employed	
Unemployed, but looking for work	
A student attending school full-time	
Retired	
Not in the workforce (e.g. full-time homemaker, unemployed, not looking for work)	
Other, please specify	



Prefer not to answer

THANK AND END

NO INTERNATIONAL STUDENTS IN ANY GROUPS.

- 20. IF EMPLOYED AT Q19, ASK:** Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services
Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
Arts, Entertainment and Recreation
Automotive
Construction
Educational Services
Finance & Insurance
Health Care
Social Assistance
Information and Cultural Industries
Management of Companies and Enterprises
Manufacturing
Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
Other Services (except Public Administration)
Professional, Scientific and Technical Services
Public Administration
Real Estate and Rental and Leasing
Retail Trade
Transportation and Warehousing
Utilities
Wholesale Trade
Other, please specify: _____

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE.

- 21. [DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP.

- 22.** The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes **CONTINUE TO INVITATION**

No **THANK AND END**



INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **[INSERT RECRUITER]** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement français – janvier 2026

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – janvier 2026 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HNE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
4	Mercredi janvier 14	18 h à 20 h	18 h à 20 h (HNE)	Grande région de Montréal	Population générale	MP
7	Mercredi janvier 21	18 h à 20 h	18 h à 20 h (HNE)	Corridor Ottawa- Montréal	Population générale	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada. / Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada

Préférez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Français **CONTINUER**

Anglais **PASSER AU QUESTIONNAIRE ANGLAIS**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché	REMERCIER ET CONCLURE
Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité	REMERCIER ET CONCLURE
Un magazine ou un journal	REMERCIER ET CONCLURE
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial	REMERCIER ET CONCLURE
Un parti politique	REMERCIER ET CONCLURE
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias	REMERCIER ET CONCLURE
Dans le milieu de la radio ou de la télévision	REMERCIER ET CONCLURE
Une société d'État	CONTINUER À 1A
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

- 1a. **QUESTION À NE POSER QU'À CEUX QUI ONT INDIQUÉ TRAVAILLER POUR UNE SOCIÉTÉ D'ÉTAT** : Si vous le voulez bien, pouvez-vous nous dire pour quelle société d'État vous, ou un membre de votre foyer, avez travaillé au cours des cinq dernières années?

Banque du Canada	REMERCIER ET CONCLURE
Société canadienne d'hypothèques et de logement	REMERCIER ET CONCLURE
Toute autre société	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

- 1b. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
Non **CONTINUER**

2. Quelle est la langue officielle du Canada que vous parlez principalement aujourd'hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
Français **CONTINUER**
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Grande région de Montréal	Les villes notamment comprendre : Blainville, Brossard, Dollard-des-Ormeaux, Laval, Longueuil, Mirabel, Montréal, Repentigny, Saint-Jérôme, Terrebonne ASSURER UN BON MÉLANGE.	CONTINUER – GROUPE 4
Corridor Ottawa-Montréal	Les villes pourraient inclure : Casselman, Gatineau, Hawkesbury, Limoges, Montebello, Ottawa, Plantagenet, Thurso, Vaudreuil-Dorion ASSURER UN BON MÉLANGE.	CONTINUER – GROUPE 7
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre		REMERCIER ET CONCLURE

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE] ? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. **POUR TOUS LES LIEUX** Êtes-vous actuellement propriétaire ou locataire de votre résidence principale?
ECLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Vous êtes considéré comme propriétaire même si vous avez une dette hypothécaire active.

Propriétaire	
--------------	--



Locataire	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Habitant au domicile parentale	
RÉPONSE SPONTANÉE Autre, veuillez préciser :	
RÉPONSE SPONTANÉE Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5a. POUR TOUS LES LIEUX Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux la résidence dont vous êtes actuellement [propriétaire/locataire]?

Condo	CONTINUER
Appartement	CONTINUER
Maison unifamiliale	CONTINUER
Maison en rangée	CONTINUER
Maison jumelée	CONTINUER
Maison mitoyenne	CONTINUER
Autre, veuillez préciser : _____	CONTINUER

6. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui	CONTINUER
Non	EXPLIQUER QUE : « <i>un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé.</i> »

7. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2	REMERCIER ET CONCLURE
3-5	CONTINUER

8. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit
Le participant a un ordinateur avec caméra Web

9. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui	CONTINUER
Non	CONTINUER



10. Sur une échelle de 1 à 5 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

11. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

L'INTERVIEWEUR POUR DÉTERMINER SI DES AMÉNAGEMENTS PEUVENT ÊTRE APPORTÉS.

12. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.16**

13. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

14. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

15. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

16. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24 ans	
25 à 29 ans	
30 à 34 ans	
	CONTINUER



35 à 44 ans	
45 à 49 ans	
50 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE.

17. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

18. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2025 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	CONTINUER
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	
100 000 \$ moins de 120 000\$	
120 000 \$ à moins de 150 000 \$	
150 000 \$ ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE.

19. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois



Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. POUR TOUS LES LIEUX Laquelle des suivantes décrit le mieux votre statut d'emploi actuel ?

Employé(e) à temps plein
Employé(e) à temps partiel
Travailleur indépendant
À la retraite
Sans emploi, mais à la recherche d'un emploi
Étudiant(e)
Autre (préciser)

21. DEMANDER SEULEMENT SI EMPLOYÉ À LA QUESTION 20 Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez ?

Agriculture, foresterie, pêche et chasse	CONTINUER
Commerce de gros	
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	
Fabrication	
Transport et entreposage	
Administrations publiques	
Arts, spectacle et loisirs	
Autres services, sauf les administrations publiques	
Commerce de détail	
Finance et assurances	
Gestion de sociétés et d'entreprises	
Hébergement et services de restauration	
Industrie de l'information et industrie culturelle	
Métier de la construction ou métier spécialisé	
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	
Services d'enseignement	
Services immobiliers et services de location et de location à bail	
Services professionnels, scientifiques et techniques	



Services publics	
Soins de santé et assistance sociale	
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser :	

ASSURER UN BON MÉLANGE.

22. [NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

23. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non

REMERCIER ET CONCLUREE

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui

CONTINUER

Non

REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.



Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Questionnaire de recrutement anglais – janvier 2026

Privy Council Office Recruiting Script – January 2026 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EST)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Wed, Jan 7 th	5:00-7:00 PM	6:00-8:00 PM (AST) 6:30-8:30 PM (NST)	Atlantic Canada	General Population	DN
2	Thurs, Jan 8 th	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 PM (PST)	Lower Mainland British Columbia	Women	DN
3	Tues, Jan 13 th	7:00-9:00 PM	6:00-8:00 PM (CST)	Saskatoon and Regina	General Population	DN
5	Thurs, Jan 15 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (EST)	York and Peel Regions Ontario	General Population	DN
6	Tues, Jan 20 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 PM (MST)	Yukon	General Population	TBW
8	Thurs, Jan 22 nd	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 PM (MST)	Edmonton and Calgary	General Population	TBW
9	Mon, Jan 26 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (EST)	Southwest Ontario	General Population	TBW

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is [RECRUITER NAME]. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle [NOM DU RECRUTEUR]. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **SWITCH TO FRENCH SCREENER**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END
A Crown Corporation	CONTINUE TO 1A
No, none of the above	CONTINUE

- 1a. **ASK ONLY THOSE WHO SAY THEY WORK FOR A CROWN CORPORATION:** If you don't mind sharing, which Crown corporation have you, or someone in your household worked for in the last 5 years?

Bank of Canada	THANK AND END
Canadian Mortgage and Housing Corporation	THANK AND END
All others	CONTINUE

VOLUNTEERED Prefer not to answer

THANK AND END

1b. Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Atlantic Canada	Cities could include (but are not limited to): <u>Newfoundland and Labrador:</u> St. John's, Corner Brook, Conception Bay, Mount Pearl, Labrador City, Grand Falls-Windsor, Paradise, Gander, Happy Valley-Goose Bay, Wabush <u>Nova Scotia:</u> Halifax, Cape Breton, New Glasgow, Glace Bay, Truro <u>New Brunswick:</u> Greater Moncton Area, Greater Saint John Area, Quispamsis – Rothesay, Dieppe, Miramichi, Edmundston, Fredericton, Saint John <u>Prince Edward Island:</u> Charlottetown, Summerside ENSURE A GOOD MIX.	CONTINUE – GROUP 1
Lower Mainland British Columbia	Cities include: Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White Rock, Chilliwack, Mission, Maple Ridge, New Westminster, North Vancouver, Port Coquitlam, Port Moody ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 2
Saskatoon and Regina	Cities include: Saskatoon and Regina ENSURE A GOOD MIX.	CONTINUE – GROUP 3
York and Peel Regions Ontario	Cities include:	CONTINUE – GROUP 5

	<u>York Region:</u> Markham, Vaughan, Richmond Hill, Newmarket, Aurora, Whitchurch-Stouffville, Georgina, East Gwillimbury, King <u>Peel Region:</u> Brampton, Caledon, Mississauga ENSURE A GOOD MIX FROM BOTH REGIONS.	
Yukon	Cities and towns could include (but are not limited to): Dawson City, Watson Lake, Whitehorse ENSURE A GOOD MIX. NO MORE THAN 6 FROM WHITEHORSE.	CONTINUE – GROUP 6
Edmonton and Calgary	Cities include: Edmonton and Calgary ENSURE A GOOD MIX.	CONTINUE – GROUP 8
Southwest Ontario	Cities include: Windsor, London, Chatham-Kent, Sarnia, Stratford, Kitchener-Waterloo, Cambridge, Guelph, Brantford ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 9
VOLUNTEERED Prefer not to answer		THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. **ASK ONLY IF GROUP 2** How would you identify your gender?

Female	CONTINUE
Male	THANK AND END
Other	

GROUP 2 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE WHO SAY “FEMALE.”

4. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?



Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	CONTINUE
25-34	
35-49	
50-64	
65+	
[Volunteered] Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX.

5. **ASK ALL GROUPS** Do you own or rent your current residence? **IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED:** You are considered a homeowner even if you have outstanding debt that you owe on your mortgage loan.

Own	CONTINUE
Rent	
VOLUNTEERED Living at home	
VOLUNTEERED Other, please specify:	
VOLUNTEERED Don't know/not sure	THANK AND END

- 5a. **ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the residence you currently [own/rent]?

Condo	CONTINUE
Apartment	CONTINUE
Single family home	CONTINUE
Townhome	CONTINUE
Other, please specify: _____	CONTINUE

6. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** "a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined."

7. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?

1-2 **THANK AND END**
3-6 **CONTINUE**



8. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet
Participant has a computer/webcam

9. **ASK ALL GROUPS** Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

10. **ASK ALL GROUPS** How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

11. **ASK ALL GROUPS** During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

INTERVIEWER TO ASCERTAIN WHETHER ACCESSIBILITY ACCOMMODATIONS CAN BE MADE.

12. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.16**

13. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

14. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

15. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

16. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

17. Which of the following categories best describes your total household income in 2025? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	CONTINUE
\$20,000 to just under \$40,000	
\$40,000 to just under \$60,000	
\$60,000 to just under \$80,000	
\$80,000 to just under \$100,000	
\$100,000 to just under \$125,000	
\$100,000 to just under \$150,000	
\$150,000 and above	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

18. Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian

South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)

Chinese

Black

Latin American

Filipino

Arab
Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
Korean or Japanese
Indigenous
Other (specify)
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

19. How would you describe your employment status?

Working full-time (35+ hours per week)	CONTINUE
Working part-time (<35 hours per week)	
Self-employed	
Unemployed, but looking for work	
A student attending school full-time	
Retired	
Not in the workforce (e.g. full-time homemaker, unemployed, not looking for work)	
Other, please specify	
Prefer not to answer	THANK AND END

NO INTERNATIONAL STUDENTS IN ANY GROUPS.

20. IF EMPLOYED AT Q19, ASK: Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services
Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
Arts, Entertainment and Recreation
Automotive
Construction
Educational Services
Finance & Insurance
Health Care
Social Assistance
Information and Cultural Industries
Management of Companies and Enterprises
Manufacturing
Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
Other Services (except Public Administration)
Professional, Scientific and Technical Services
Public Administration
Real Estate and Rental and Leasing
Retail Trade
Transportation and Warehousing



Utilities

Wholesale Trade

Other, please specify: _____

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE.

21. [DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.

Male
Female

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER WHERE APPLICABLE. GROUP 2 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF WOMEN.

- 22.** The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes **CONTINUE TO INVITATION**

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **[INSERT RECRUITER]** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.



We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide de modérateur français – décembre 2025

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5 à 15 minutes) Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto — Où avez-vous vu, lu ou entendu cela?
- Résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver — Dans l'ensemble, approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'orientation générale récemment prise par le gouvernement du Canada? Pourquoi dites-vous cela?
- Résidents de la région du Grand Toronto, résidents du Québec — SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant la décision du gouvernement du Canada de modifier son projet d'achat d'avions de combat à réaction F-35 pour les Forces armées canadiennes?
 - SI OUI : Qu'avez-vous lu, vu, ou entendu à ce sujet?

Résidents de la région du Grand Toronto, résidents du Québec — Le F-35 est un avion de combat à réaction de fabrication américaine. Bien que le gouvernement du Canada se soit engagé à acheter un certain nombre de F-35 afin de remplacer les CF-18 vieillissants, le Canada aurait la possibilité d'acheter différents avions de combat de fournisseurs étrangers, dont des Gripen de fabrication suédoise.

- Résidents de la région du Grand Toronto, résidents du Québec — Certains considèrent que le fait de dépendre de produits américains en matière d'équipement de défense pourrait présenter des risques tant sur le plan économique que sur celui de la sécurité, et préféreraient que le gouvernement achète des avions de combat de fournisseurs autres qu'américains. Que pensez-vous de l'achat d'avions provenant d'un autre pays que les États-Unis?

- **Résidents de la région du Grand Toronto, résidents du Québec** — Certains affirment que le fait de se retirer de cet accord risquerait de nuire à nos relations avec les États-Unis et que nous devrions respecter notre engagement initial d’entretenir des relations positives. Êtes-vous d’accord avec cette affirmation?
- **Résidents de la région du Grand Toronto, résidents du Québec** — Votre opinion du gouvernement du Canada changerait-elle s’il décidait d’acheter des avions de combat non américains? Pourquoi?

Résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans — Le gouvernement du Canada a récemment étudié la possibilité de modifier son projet d’acquisition de chasseurs F-35 de fabrication américaine pour les Forces armées canadiennes. Bien que le gouvernement du Canada se soit engagé à acheter un certain nombre de F-35 afin de remplacer les CF-18 vieillissants, la possibilité se présente d’acheter différents avions auprès de fournisseurs étrangers, et notamment le Gripen, un chasseur à réaction suédois.

- **Résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans** — Quelles sont vos réflexions à ce sujet?
- **Résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans** — SI CE N’EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit récemment concernant d’éventuelles suppressions d’emplois dans la fonction publique fédérale?
 - SI OUI : Quelles sont vos réflexions à ce sujet?
- **Résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans** — SI CE N’EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous récemment vu, lu ou entendu parler d’une éventuelle mise à jour des politiques de retour au bureau au sein de la fonction publique?
 - SI OUI : Quelles sont vos réflexions à ce sujet?

NUTRITION NORD CANADA (20 minutes) **Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l’île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec** —

Résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec — Passons à un autre sujet...

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des mesures que prend le gouvernement du Canada pour rendre le prix des aliments plus abordables dans le Nord canadien?
- Avez-vous entendu parler d'initiatives fédérales visant à aider les communautés autochtones ou nordiques à assurer la gestion de leurs propres systèmes alimentaires?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous entendu parler de Nutrition Nord Canada?

Nous allons maintenant passer en revue certaines informations présentées à l'aide d'un support visuel, appelé infographie, qui concernent les programmes Nutrition Nord Canada.

AFFICHER À L'ÉCRAN

L'infographie (traitant à la fois de sécurité alimentaire et de souveraineté) apparaît à l'écran.

- Quelle est votre réaction initiale à cette infographie?
- Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver — Quelle idée ou quel message ressort le plus?
- Résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec — Que tente de communiquer cette infographie — en d'autres mots, quel est le message principal de cette infographie?
- Résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec — Quelle information trouvez-vous la plus intéressante, et pourquoi?
- Y a-t-il un ou des éléments de l'infographie qui prêtaient à confusion ou qui manquaient de clarté?
 - AU BESOIN : Et les explications sur la « sécurité alimentaire » et la « souveraineté »? Sont-elles claires?
 - AU BESOIN : Les différents programmes et leurs objectifs sont-ils clairement présentés?
- Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver — Y a-t-il selon vous un lien entre la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire?

- **Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan** — Y a-t-il des éléments qu'il faudrait expliquer différemment ou reformuler pour mieux rejoindre les publics autochtones et du Nord canadien?
 - Et les images? Sont-elles appropriées ou y en a-t-il qui devraient davantage tenir compte des spécificités culturelles?
- **Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan** — Cette infographie laisse-t-elle entendre que le gouvernement du Canada soutient les besoins essentiels au sein des communautés autochtones et nordiques?
 - Laisse-t-elle entendre qu'il soutient l'autodétermination dans le Nord canadien?
- **Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut** — Cette information correspond-elle à la réalité que vous vivez dans le Nord canadien quant à l'abordabilité des aliments et à la sécurité alimentaire?
- **Résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver** — À votre avis, y a-t-il un lien entre la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire?
- **Résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver** — Cette information correspond-elle à vos impressions concernant l'abordabilité des aliments et à la sécurité alimentaire dans le Nord canadien?
- Que changeriez-vous, le cas échéant, pour rendre cette infographie plus accrocheuse?
- **Résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec** — Dans le cas où vous auriez choisi de vous renseigner davantage au sujet de l'information présentée dans l'infographie, quel type d'information souhaiteriez-vous obtenir?

SI L'EMPLOI DU TEMPS LE PERMET :

- **Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver** — Cette infographie vous inciterait-elle à vouloir en savoir plus? Pourquoi ou pourquoi pas?

- Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver — Si vous choisissiez de vous renseigner davantage, quel type d'information vous attendriez-vous à obtenir?

STRATÉGIE D'APPROVISIONNEMENT POUR LES ENTREPRISES AUTOCHTONES (15 à 20 minutes)

Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans.

Passons à un sujet un peu différent...

- Avez-vous vu, lu ou entendu parler des mesures prises par le gouvernement du Canada pour soutenir les entreprises autochtones?

J'aimerais que nous examinions ensemble une autre infographie. Cette infographie traite des moyens par lesquels le gouvernement du Canada peut soutenir les entreprises autochtones.

AFFICHER À L'ÉCRAN

<L'infographie apparaît à l'écran>

- Quelle est votre impression générale de cette infographie?
- Quel est le principal message de cette infographie?
- Y a-t-il un ou des éléments de l'infographie qui prêtaient à confusion ou qui manquaient de clarté?
 - AU BESOIN : L'infographie répond-elle clairement à la question de savoir si les entreprises autochtones bénéficieront de cette stratégie et comment elles en bénéficieront?
- Cette infographie vous permet-elle de comprendre que le gouvernement du Canada soutient les entreprises autochtones?
- Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan — QUESTION À

POSER AU BESOIN : Y a-t-il des éléments qu'il faudrait expliquer différemment ou reformuler pour mieux rejoindre les publics autochtones et du Nord canadien?

- Et les images? Sont-elles appropriées ou y en a-t-il qui devraient davantage tenir compte des spécificités culturelles?
- Quelles modifications ou quels changements apporteriez-vous à cette infographie, le cas échéant, pour la rendre plus claire et accrocheuse?
- **Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan** — Cette information correspond-elle à ce que vous savez ou avez observé au sujet des entreprises autochtones et des possibilités économiques dans votre collectivité?

Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver — SI L'EMPLOI DU TEMPS LE PERMET :

- Cliqueriez-vous sur le lien menant au site Web? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - SI OUI : Quelle information vous attendriez-vous à y trouver?

ÉTIQUETAGE NUTRITIONNEL (30 minutes) **Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région du Grand Toronto, résidents du Québec** —

J'aimerais maintenant passer à un autre sujet...

Santé Canada souhaite sensibiliser et informer la population au sujet des étiquettes nutritionnelles que l'on peut voir sur les aliments emballés. Cela comprend le symbole figurant sur le devant de l'emballage, le tableau de la valeur nutritive et la liste des ingrédients.

Afficher la première diapo sur laquelle figure un simulacre de boîte de céréales et des étiquettes nutritionnelles en gros plan.

On aperçoit les trois composants d'étiquetage à l'écran.

Santé Canada a conçu des messages qui seront utilisés sur les réseaux sociaux et pour d'autres publications de sensibilisation, dont des contenus Web et des infographies, et souhaite obtenir vos commentaires et suggestions concernant la formulation de ces messages. Notre discussion doit vraiment être centrée sur les messages. Nous allons rapidement les passer en revue et je cherche avant tout à connaître vos premières réactions.

Voici le premier message...

AFFICHER LE PREMIER MESSAGE ; LE LAISSER À L'ÉCRAN PENDANT LA DISCUSSION.

- J'aimerais avoir un rapide aperçu de vos impressions. Quelle information le message tente-t-il de communiquer, avez-vous appris quelque chose, y a-t-il un ou des éléments du message qui n'était pas clair ou qui prêtait à confusion et avez-vous des suggestions pour l'améliorer?

Voici le message suivant...

AFFICHER LE DEUXIÈME MESSAGE ; LE LAISSER À L'ÉCRAN PENDANT LA DISCUSSION.

- Alors, encore une fois, quelles sont vos premières réactions? Quelle information le message tente-t-il de communiquer, avez-vous appris quelque chose, y a-t-il un ou des éléments du message qui n'était pas clair ou qui prêtait à confusion et avez-vous des suggestions pour l'améliorer?

Voici le message suivant....

AFFICHER LE TROISIÈME MESSAGE ; LE LAISSER À L'ÉCRAN PENDANT LA DISCUSSION.

- Quelles sont vos premières réactions? Quelle information le message tente-t-il de communiquer, avez-vous appris quelque chose, y a-t-il un ou des éléments du message qui n'était pas clair ou qui prêtait à confusion et avez-vous des suggestions pour l'améliorer?

Voici le message suivant....

AFFICHER LE QUATRIÈME MESSAGE ; LE LAISSER À L'ÉCRAN PENDANT LA DISCUSSION.

- Quelles sont vos premières réactions? Quelle information le message tente-t-il de communiquer, avez-vous appris quelque chose, y a-t-il un ou des éléments du message qui n'était pas clair ou qui prêtait à confusion et avez-vous des suggestions pour l'améliorer?
- Avant de vous montrer le dernier message, pouvez-vous nous dire brièvement quelles sont vos habitudes en ce qui concerne l'achat d'aliments emballés et si vous consultez généralement l'étiquette pour vous aider à décider si vous devez les acheter ou non?
 - SI ON CONSULTE L'ÉTIQUETTE : Quels sont les renseignements que vous cherchez généralement sur l'étiquette?

AFFICHER LE CINQUIÈME MESSAGE ; LE LAISSER À L'ÉCRAN PENDANT LA DISCUSSION.

- Quelles sont vos premières réactions? Quelle information le message tente-t-il de communiquer, avez-vous appris quelque chose, y a-t-il un ou des éléments du message qui n'était pas clair ou qui prêtait à confusion et avez-vous des suggestions pour l'améliorer?

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE/PIPELINE (30 à 55 minutes) Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec.

Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut — J'aimerais maintenant passer de l'analyse des infographies et des messages à une discussion plus générale au sujet du gouvernement du Canada...

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du gouvernement du Canada et de grands projets d'infrastructure?
 - SI OUI : Qu'avez-vous lu, vu, ou entendu à ce sujet? Où l'avez-vous vu, lu ou entendu?

LE MODÉRATEUR FOURNIRA LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé un certain nombre de grands projets d'infrastructure et de domaines stratégiques à l'étude pour aider à transformer l'économie canadienne. Afin d'orienter ces projets, un nouveau Bureau des grands projets, dont le siège social est situé à Calgary, sera chargé d'accélérer leur réalisation en simplifiant et en accélérant les processus d'approbation réglementaires et en aidant ces projets à obtenir du financement.

Ces projets prévoient notamment une production accrue de gaz naturel liquéfié, d'énergie nucléaire, l'augmentation de l'exploitation minière, l'agrandissement des ports et l'augmentation de la production d'électricité propre.

Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut — Plutôt que de tous les aborder, nous nous concentrerons sur quelques-uns d'entre eux.

Résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan — Plutôt que de tous les aborder, nous nous concentrerons sur les quelques projets qui concernent tout particulièrement la Saskatchewan et le Manitoba.

Résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver — Plutôt que de tous les aborder, nous nous concentrerons sur les quelques projets qui concernent tout particulièrement la Colombie-Britannique.

Résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans — Plutôt que de tous les aborder, nous nous concentrerons sur les quelques projets qui concernent tout particulièrement l'Ontario.

Résidents du Québec — Plutôt que de tous les aborder, nous nous concentrerons sur les quelques projets qui concernent tout particulièrement le Québec.

Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut, résidents du Québec — **AFFICHER À L'ÉCRAN (diapo montrant le projet hydroélectrique Iqaluit Nukkiqsautiit et le projet de GNL Ksi Lisims)** Le modérateur lira à voix haute le nom et la description figurant sous chaque image.

Résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents du Québec — **AFFICHER À L'ÉCRAN (diapo montrant le projet de mine de cuivre de Foran à McIlvenna Bay et le projet Port de Churchill plus)** Le modérateur lira à voix haute le nom et la description figurant sous chaque image.

Résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents du Québec — **AFFICHER À L'ÉCRAN (2 diapos montrant de grands projets en Colombie-Britannique)** Le modérateur lira à voix haute le nom et la description figurant sous chaque image.

Résidents de la région du Grand Toronto, résidents du Québec — **AFFICHER À L'ÉCRAN (diapo montrant le nouveau projet nucléaire de Darlington ainsi que le projet nickélifère Crawford de la société Canada Nickel)** Le modérateur lira à voix haute le nom et la description figurant sous chaque image.

Résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec — **AFFICHER À L'ÉCRAN (diapo montrant le nouveau projet nucléaire de Darlington ainsi que le projet nickélifère Crawford de la société Canada Nickel)** Le modérateur lira à voix haute le nom et la description figurant sous chaque image.

Résidents du Québec — **AFFICHER À L'ÉCRAN (Projet de terminal à conteneurs de Contrecoeur et la mine Matawinie de Nouveau Monde Graphite)** Le modérateur lira à voix haute le nom et la description figurant sous chaque image.

- Quelle est votre impression générale de ces projets additionnels?
- Y a-t-il quoi que ce soit que vous aimez ou que vous n'aimez pas à leur sujet?
 - Avez-vous de préoccupations quelconques concernant l'un ou l'autre de ces projets?

- **Résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan** — En ce qui concerne l'agrandissement du port de Churchill, quelles retombées économiques, le cas échéant, l'expansion des routes commerciales dans le Nord en passant par la baie D'Hudson entraînerait-elle à votre avis?
- **Résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan** — L'un des volets de ce projet concerne la création éventuelle d'un nouveau corridor énergétique. En quoi consisterait, selon vous, ce corridor?
 - AU BESOIN : Croyez-vous qu'il servirait, par exemple, à transporter des matières telles que du pétrole, du gaz naturel liquéfié ou de l'hydrogène, ou bien l'expression « nouveau corridor énergétique » a-t-elle une autre signification pour vous?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du gouvernement du Canada en lien avec des pipelines?
 - SI OUI : Qu'avez-vous lu, vu, ou entendu à ce sujet? Où l'avez-vous vu, lu ou entendu?

AFFICHER À L'ÉCRAN

Les gouvernements du Canada et de l'Alberta ont récemment conclu un nouvel accord de coopération en matière d'énergie définissant les conditions à remplir pour la construction d'un nouvel oléoduc vers le Pacifique.

L'objectif consiste à faire construire et financer des pipelines par le secteur privé, avec la participation d'Autochtones en tant que copropriétaires, afin d'augmenter le volume de pétrole pouvant être transporté vers la côte ouest en vue de son exportation vers l'Asie.

- Quelles sont vos réflexions au sujet de cet accord?
- **Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut** — Les gouvernements du Canada et de l'Alberta ont indiqué qu'ils mèneraient des discussions significatives avec les peuples autochtones de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Quelles sont vos réflexions à ce sujet?
- **Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut** — Maintenant, en pensant aux différents projets dont nous avons parlé — à savoir le projet de GNL de la nation Nisga'a, le projet hydroélectrique d'Iqaluit et les éventuels nouveaux oléoducs —, pensez-vous que ceux-ci auront dans l'ensemble des retombées négatives ou positives pour les peuples autochtones?

Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut — Les gouvernements du Canada et de l'Ontario prévoient également la construction et le financement du

plus grand projet (Nouvelles voies) au monde de captage, d'utilisation et de stockage du carbone (CUSC) afin de faire du baril de pétrole de l'Alberta l'un des plus faibles en intensité carbonique au monde.

- **Résidents du Yukon, résidents des Territoires du Nord-Ouest, Autochtones résidant au Nunavut —** Quelles sont vos réflexions concernant ce projet?
 - SI DES CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES ONT PRÉCÉDEMMENT ÉTÉ SOULEVÉES AU SUJET DES PIPELINES, POSER LA QUESTION SUIVANTE : Ce projet répond-il à des préoccupations environnementales? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans —** Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de pétroliers?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et au sujet de quoi que ce soit en lien avec une interdiction visant les pétroliers?

Résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans — AFFICHER À L'ÉCRAN (diapo expliquant la *Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers*) Le modérateur fera la lecture à voix haute de 3 points de liste.

Certains estiment que la construction d'un nouveau pipeline depuis l'Alberta jusqu'en Colombie-Britannique exigerait que la *Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers* fasse l'objet d'ajustements consistant notamment à accorder une dérogation au moratoire relatif aux pétroliers pour ce projet en particulier ou à redéfinir les limites du moratoire afin d'autoriser le passage de pétroliers par l'entrée Dixon pour acheminer du pétrole vers l'Asie. **[LE MODÉRATEUR MONTRERA L'EMPLACEMENT DE L'ENTRÉE DIXON SUR LA CARTE]**

- **Résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans —** Quelles sont vos réflexions à ce sujet?
- **Résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans —** Certains estiment qu'il est possible de construire un nouveau pipeline depuis l'Alberta jusqu'en Colombie-Britannique sans apporter de modifications à la *Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers*. Quelles sont vos réflexions à ce sujet?

- **Résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la région du Grand Toronto, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec.** Certains ont suggéré qu'au lieu de construire de nouveaux pipelines entre l'Alberta et la Colombie-Britannique, nous devrions nous concentrer sur l'agrandissement de pipelines existants, dont le pipeline Trans Mountain. D'autres ont proposé de faire les deux, c'est-à-dire de construire de nouveaux pipelines et d'agrandir des pipelines existants. Avec quelle opinion êtes-vous le plus d'accord? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Résidents de principaux centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan** — Et si le nouveau corridor énergétique potentiel pour le port de Churchill dont nous venons de discuter comprenait l'aménagement d'un oléoduc depuis l'Alberta vers le port de Churchill? Qu'en penseriez-vous?
- **Résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver, résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans, résidents du Québec** — Selon vous, le gouvernement devrait-il travailler en collaboration avec les provinces et territoires pour contribuer à la construction de nouveaux pipelines ou à l'agrandissement de pipelines existants? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Résidents du Québec** — Que pensez-vous de la construction d'un gazoduc de GNL sur la côte nord du Québec? Pourquoi ou pourquoi pas?

Résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver — AFFICHER À L'ÉCRAN (diapo expliquant l'agrandissement de port proposé) le modérateur lira les deux points de liste à voix haute.

- **Résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver** — Que pensez-vous de l'idée d'agrandir le terminal de Roberts Bank?
- **Résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver** — Plutôt que d'agrandir le port à Roberts Bank précisément, que penseriez-vous d'agrandir des portions du port de Vancouver?
- **Résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver** — Que penseriez-vous de l'idée d'agrandir un autre port du nord de la Colombie-Britannique?
- **Résidents de la région métropolitaine de Vancouver et de l'île de Vancouver** — Maintenant, en pensant aux divers projets dont nous avons discuté ainsi qu'aux éventuels nouveaux oléoducs et

aux éventuels agrandissements portuaires, estimez-vous que ces projets entraîneront des retombées économiques généralement positives ou négatives pour le Canada?

MAISONS CANADA (20 minutes) Résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans —

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du plan du gouvernement du Canada pour remédier aux problèmes du logement?
 - SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu à ce sujet?
 - DEMANDER : Peut-être avez-vous entendu parler de Maisons Canada, une nouvelle initiative du gouvernement du Canada?
 - SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu à ce sujet?

LE MODÉRATEUR AFFICHERA LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé la création d'une nouvelle agence fédérale appelée Maisons Canada. Cette dernière a pour objectif de construire de nombreux logements abordables en utilisant judicieusement les terrains publics, en offrant des mesures incitatives financières souples, en attirant des capitaux privés, en facilitant la réalisation de projets de portefeuille de grande envergure et en venant en aide aux fabricants modernes.

- Quelles sont vos réflexions initiales au sujet de ce nouvel organisme fédéral?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé un investissement allant jusqu'à 400 millions de dollars dans le cadre d'un partenariat entre Maisons Canada et la Ville d'Ottawa ayant pour objectif d'accélérer la création de 3 000 logements abordables et à revenus mixtes dans toute la ville.

Cela comprend l'accélération de la construction de 2 000 logements abordables et à revenus mixtes sur des terrains fédéraux, en réduisant ou en supprimant les droits d'aménagement, les frais de permis et les taxes foncières.

Maisons Canada financera également 1 000 unités d'habitation supplémentaires hors marché figurant au programme de projets de logement de la ville, à compter de 2026.

- Quelles sont vos réflexions au sujet de cette annonce?
- Que veut-on dire, à votre avis quand on parle d'« habitations à revenus mixtes et habitations abordables »?

LE MODÉRATEUR FOURNIRA LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS :

Une habitation à revenus mixtes est une habitation offerte à prix abordable aux personnes et aux familles à revenus faibles ou modérés, grâce à la cohabitation de locataires dont le loyer est calculé en fonction de leurs revenus (habitations subventionnées) et de ceux qui paient le plein tarif du marché.

- Que pensez-vous de l'idée d'augmenter l'offre d'habitations à revenus mixtes dans la ville?
- Selon vous, ce nouveau partenariat entre Maisons Canada et la Ville d'Ottawa contribuera-t-il à rendre le logement plus abordable à Ottawa
 - SI NON : Comment le gouvernement du Canada peut-il encore contribuer à rendre le logement plus abordable?

TOXICOMANIE (10 minutes) Résidents de la Région de la capitale nationale en Ontario âgés de 30 à 60 ans

- Avez-vous récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du plan du gouvernement du Canada visant à lutter contre la toxicomanie à Ottawa?
 - SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu à ce sujet?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il investissait 1,2 million de dollars dans un projet pilote visant à lutter contre la toxicomanie à Ottawa. Le projet pilote prévoit :

- La mise en œuvre d'initiatives municipales visant à **réduire la criminalité, à dissuader la toxicomanie et à promouvoir l'apprentissage de compétences de la vie courante.**
- Soutenir l'élaboration d'une **réponse coordonnée**, à la crise de la drogue à Ottawa afin de cerner les lacunes, les inefficacités et les possibilités de collaboration accrue avec les fournisseurs de services de santé mentale.
- Une fois achevé, ce cadre servira de modèle **pouvant être adapté par d'autres provinces et villes du Canada.**
- Quelles sont vos réflexions au sujet de ce projet pilote?
- Croyez-vous qu'il contribuera à remédier à certaines des problématiques liées à la toxicomanie à Ottawa?
- Ce cadre pourrait-il, à votre avis, servir dans d'autres régions du Canada?

CONCLUSION (5 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

Guide de modérateur français – janvier 2026

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5 minutes) Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - Où avez-vous vu, lu ou entendu cela?

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE (10 minutes) Corridor Ottawa-Montréal

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du gouvernement du Canada en lien avec de grands projets d'infrastructure?
 - SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu à ce sujet? Où l'avez-vous vu, lu ou entendu?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du plan du gouvernement du Canada pour le développement d'un service ferroviaire voyageurs à grande vitesse entre Toronto et Québec?
 - SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu à ce sujet? Où l'avez-vous entendu?
 - Quelles sont vos réflexions au sujet de ce projet?

ABORDABILITÉ (15 minutes) – Résidents du sud-ouest de l'Ontario

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des mesures et initiatives prises par le gouvernement du Canada pour réduire le coût élevé de la vie et rendre la vie des Canadiens plus abordable?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu à ce sujet?

AFFICHER À L'ÉCRAN

Aujourd'hui le gouvernement du Canada a annoncé la mise en place de **l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels**, anciennement connue sous le nom de Crédit pour la taxe sur les

produits et services (TPS), dont le montant sera augmenté de 25 % pendant cinq ans à compter de juillet 2026. Le gouvernement du Canada propose aussi un paiement complémentaire unique équivalent à une augmentation de 50 % cette année.

De plus, le gouvernement du Canada met en place des mesures visant à renforcer la production d'aliments au pays, à faire respecter les règles de concurrence dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire et à accroître la sécurité alimentaire dans le Nord ; il injecte également 20 millions de dollars supplémentaires pour venir en aide aux banques aliment.

- Quelles sont vos réflexions au sujet de ces mesures?
- • Selon vous, ces mesures aideront-elles à faire face au coût de la vie? Pourquoi ou pourquoi pas?

RELATIONS COMMERCIALES/RELATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS (20 à 60 minutes) –

Résidents du Canada atlantique, résidents du Lower Mainland (Colombie-Britannique) - Femmes, résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel (Ontario), résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents d'Edmonton et de Calgary, résidents du sud-ouest de l'Ontario

J'aimerais maintenant centrer notre discussion sur les relations entre le Canada et les États-Unis...

- Résidents du Canada atlantique, résidents du Lower Mainland (Colombie-Britannique) - Femmes, résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel (Ontario), résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents d'Edmonton et de Calgary - Qu'avez-vous récemment entendu, lu, ou vu au sujet des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis?
- Résidents du Canada atlantique, résidents du Lower Mainland (Colombie-Britannique) - Femmes, résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel (Ontario), résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents d'Edmonton et de Calgary - Comment décririez-vous les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis?
 - À votre avis, le Canada et les États-Unis sont-ils engagés dans une « guerre commerciale »?
- Résidents du Canada atlantique, résidents du Lower Mainland (Colombie-Britannique) - Femmes, résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel (Ontario), résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents d'Edmonton et de Calgary - Et comment évalueriez-vous le gouvernement du Canada concernant sa gestion de la situation commerciale avec les États-Unis? Est-il sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?

Résidents du Canada atlantique, résidents du Lower Mainland en Colombie-Britannique Femmes - Orésidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel (Ontario) - FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS : Les États-Unis ont imposé des droits de douane sur divers produits canadiens importés aux États-Unis, notamment sur l'acier et l'aluminium, les pièces de véhicules automobiles et les produits énergétiques canadiens. Les produits répondant aux exigences de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) sont exemptés.

- Résidents du Canada atlantique, résidents du Lower Mainland (Colombie-Britannique) - Femmes, résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel (Ontario) - Quels sont les impacts, le cas échéant, de ces droits de douane sur l'économie canadienne?
 - Ces tarifs affectent-ils votre collectivité?
- Résidents du Canada atlantique, résidents du Lower Mainland (Colombie-Britannique) - Femmes, résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel (Ontario) - Pensez-vous qu'il sera possible de parvenir, avec les États-Unis, à un accord prévoyant la suppression totale de tous les droits de douane récemment imposés, ou pensez-vous qu'au moins certains droits de douane resteront en vigueur? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - Le Canada dispose-t-il, selon vous, d'une marge de manœuvre dans ses négociations commerciales avec les États-Unis?
- Résidents du Canada atlantique, résidents du Lower Mainland (Colombie-Britannique) - Femmes, résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel (Ontario) - En matière de négociations commerciales avec d'autres pays, des accords commerciaux avec l'Europe et l'Asie constituent-ils des options réalistes?
- Résidents du Canada atlantique, résidents du Lower Mainland (Colombie-Britannique) - Femmes, résidents de Saskatoon et de Regina, résidents de la région métropolitaine de Montréal, résidents des régions de York et de Peel (Ontario) - Quels aspects des relations commerciales du Canada vous semblent les moins clairs en ce moment? [AU BESOIN : Le modérateur cherchera à déterminer si les participants sont surtout incertains quant à la manière dont les décisions commerciales sont prises, aux répercussions économiques à court et à long terme, à la stabilité des relations commerciales, etc.]
- Résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, Résidents d'Edmonton et de Calgary - Le Canada dispose-t-il, selon vous, d'une marge de manœuvre dans ses négociations commerciales avec les États-Unis?

- Résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, Résidents d'Edmonton et de Calgary - En matière de négociations commerciales avec d'autres pays, la conclusion d'accords commerciaux avec d'autres régions du monde constitue-t-elle une option réaliste?
- Résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents d'Edmonton et de Calgary, résidents du sud-ouest de l'Ontario - avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des nouvelles relations commerciales établies par le Canada et du renforcement des relations commerciales existantes avec d'autres pays et régions du monde?
 - Et avec la **Chine**?

Résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents d'Edmonton et de Calgary, résidents du sud-ouest de l'Ontario - **AFFICHER À L'ÉCRAN**

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé un nouveau partenariat entre le Canada et la Chine visant à collaborer dans les domaines de l'énergie, des technologies propres et de la compétitivité climatique.

Afin de renforcer ces partenariats, le gouvernement canadien a accepté d'autoriser l'entrée de 49 000 véhicules électriques chinois sur le marché canadien, à un taux tarifaire de 6,1 % au lieu du tarif actuel de 100 %.

En contrepartie, la Chine a accepté de réduire les droits de douane sur les graines de canola canadiennes de 85 % à environ 15 % à compter du 1er mars 2026. Les droits de douane sur la farine de canola et d'autres produits agricoles (comme les pois, le homard et le crabe) devraient également être supprimés à partir du 1er mars 2026, au moins jusqu'à la fin de l'année.

- Résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents d'Edmonton et de Calgary, résidents du sud-ouest de l'Ontario - Quelles sont vos réflexions initiales à ce sujet?
- Résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents d'Edmonton et de Calgary, résidents du sud-ouest de l'Ontario - Le Canada devrait-il, selon vous, établir des partenariats avec la Chine? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents d'Edmonton et de Calgary, résidents du sud-ouest de l'Ontario - Voyez-vous, dans cet accord, des avantages pour le Canada?
- Résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents d'Edmonton et de Calgary, résidents du sud-ouest de l'Ontario - Avez-vous des préoccupations concernant cet accord?

- **Résidents du sud-ouest de l'Ontario** - Craignez-vous que l'autorisation d'importer jusqu'à 49 000 véhicules électriques chinois sur le marché canadien, à un taux tarifaire de 6,1 %, ait des répercussions sur l'industrie automobile ontarienne ?
 - Avez-vous des préoccupations concernant le quota de véhicules?

Résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents d'Edmonton et de Calgary - J'aimerais maintenant centrer la discussion sur une autre région...

- **Résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents d'Edmonton et de Calgary** - Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant le Canada et le renforcement de ses relations commerciales avec le Qatar?
 - SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu à ce sujet?

Résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents d'Edmonton et de Calgary - **AFFICHER À L'ÉCRAN**

Le gouvernement du Canada s'est récemment engagé à intensifier sa coopération avec le Qatar dans les domaines du commerce, de l'investissement et de la défense.

Le Qatar a pour sa part affirmé son engagement à réaliser d'importants investissements stratégiques en appui à de grands projets de construction au Canada, ce qui contribuera à accélérer leur réalisation. Les deux pays ont également convenu de mener à bien des négociations relatives à un nouvel accord qui aidera les entreprises canadiennes à accroître plus facilement leurs activités au Qatar et à attirer des investissements de la part de ce pays.

Les deux pays ont également convenu d'entamer des négociations sur un nouveau cadre visant à faciliter l'échange d'expertise dans les domaines militaire, de la sécurité et de la défense, et à élargir les possibilités d'investissement dans des domaines comme ceux de l'intelligence artificielle et des technologies informatiques.

De plus, les services aériens entre le Canada et le Qatar seront élargis, et un attaché à la défense canadien sera affecté au Qatar afin de contribuer à l'augmentation des exportations provenant du secteur canadien de la défense.

- **Résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, Résidents d'Edmonton et de Calgary** - Quelles sont vos réflexions initiales à ce sujet?
- **Résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, Résidents d'Edmonton et de Calgary** - Le Canada devrait-il, à votre avis, collaborer avec le Qatar pour renforcer ses relations en matière de commerce et de sécurité? Pourquoi ou pourquoi pas?

- Résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, Résidents d'Edmonton et de Calgary
- Voyez-vous de quelconques avantages à renforcer ces relations?
- Résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, Résidents d'Edmonton et de Calgary
- Avec vous des préoccupations à ce sujet?
- Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary À votre avis, la conclusion de nouveaux accords avec des pays comme la Chine et le Qatar affectera-t-elle les relations entre le Canada et les États-Unis? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

COÛT DE LA VIE (70 minutes) – Résidents du Canada atlantique, résidents du Lower Mainland (Colombie-Britannique). Women, Saskatoon and Regina, Greater Montreal Area, York and Peel Regions Ontario

J'aimerais maintenant changer de sujet pour parler du coût de la vie...

- Comment qualifieriez-vous le coût de la vie actuel?
 - Quels impacts, le cas échéant, le coût de la vie a-t-il eus sur votre ménage?
- Selon vous, quel est le rôle du gouvernement du Canada en matière de réduction du coût de la vie?
 - Comment qualifieriez-vous sa performance en matière de réduction du coût de la vie?
- Avez-vous récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet d'aides supplémentaires fournies par le gouvernement du Canada pour aider les Canadiens à faire face à l'augmentation du coût de la vie?
 - SI OUI : Qu'avez-vous récemment vu, lu ou entendu à ce sujet?
 - SI NON : De quelle façon aimeriez-vous que le gouvernement du Canada apporte un soutien supplémentaire pour aider les Canadiens à gérer l'augmentation du coût de la vie?

Je vais vous montrer différentes mesures que le gouvernement du Canada envisage de prendre pour faire face au coût élevé de la vie. Ces mesures se répartissent en plusieurs catégories générales, nous les examinerons donc individuellement.

Voici la première série d'initiatives potentielles.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Supprimer la TPS sur les vêtements ou les couches pour enfants

- Accorder un crédit d'impôt annuel aux jeunes parents qui achètent des préparations pour nourrissons (lait maternisé)
- Supprimer la TPS sur les aliments préparés vendus dans les supermarchés
- Supprimer la TPS sur les services de livraison de repas (par exemple, Skip the Dishes, Uber Eats)
- Restructurer et élargir le crédit pour la TPS/TVH afin d'aider davantage de familles à faible revenu
- Lutter contre la « réduplication » (les compagnies réduisant la taille de leurs produits)
- Imposer une limite aux profits réalisés par les supermarchés, afin de forcer les détaillants à abaisser leurs prix
- Supprimer totalement la TPS sur les habitations

SONDAGE : J'aimerais maintenant que vous sélectionniez les mesures qui, selon vous, contribueraient le plus à alléger le coût de la vie. Vous pouvez choisir un maximum de 3 mesures. Si vous estimez qu'aucune de ces mesures ne contribuera à alléger le coût de la vie, sélectionnez « Aucune de ces mesures ».

- Supprimer la TPS sur les vêtements ou les couches pour enfants
- Accorder un crédit d'impôt annuel aux jeunes parents qui achètent des préparations pour nourrissons (lait maternisé)
- Supprimer la TPS sur les aliments préparés vendus dans les supermarchés
- Supprimer la TPS sur les services de livraison de repas (par exemple, Skip the Dishes, Uber Eats)
- Restructurer et élargir le crédit pour la TPS/TVH afin d'aider davantage de familles à faible revenu
- Lutter contre la « réduplication » (les compagnies réduisant la taille de leurs produits)
- Imposer une limite aux profits réalisés par les supermarchés, afin de forcer les détaillants à abaisser leurs prix
- Supprimer totalement la TPS sur les habitations
- Aucune de ces mesures

Le modérateur passera en revue les réponses choisies :

- Pourquoi [insérer la sélection] contribuerait-elle à alléger le coût de la vie?
- L'une ou l'autre de ces mesures potentielles aurait-elle un impact sur vous personnellement ?
- Avez-vous des questions au sujet de l'une ou l'autre de ces mesures?
- Y a-t-il, dans cette liste, des choses que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire, selon vous?

Je vais vous montrer une autre série d'initiatives potentielles du gouvernement du Canada.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Nomination d'un nouveau commissaire à la protection des consommateurs chargé d'identifier et de corriger les pratiques commerciales déloyales
- Nomination d'un nouveau commissaire à la protection des consommateurs chargé de favoriser une plus grande concurrence dans des secteurs cibles
- Déploiement de l'assurance médicaments dans les provinces restantes afin de continuer à réduire le coût des médicaments sur ordonnance
- Évaluation de la possibilité d'un gel des loyers
- Plafonnement des frais liés aux guichets automatiques bancaires (GAB)
- Plafonnement des frais liés à l'insuffisance de fonds sur un compte bancaire et aux découverts
- Réduction des taux d'intérêt sur les cartes de crédit
- Réduction des frais liés aux cartes de crédit

SONDAGE : Sélectionnez un maximum de trois mesures qui, selon vous, contribueraient le plus à alléger le coût de la vie. Si vous estimez qu'aucune de ces mesures ne contribuera à alléger le coût de la vie, sélectionnez « Aucune de ces mesures ».

- Nomination d'un nouveau commissaire à la protection des consommateurs chargé d'identifier et de corriger les pratiques commerciales déloyales
- Nomination d'un nouveau commissaire à la protection des consommateurs chargé de favoriser une plus grande concurrence dans des secteurs cibles
- Déploiement de l'assurance médicaments dans les provinces restantes afin de continuer à réduire le coût des médicaments sur ordonnance
- Évaluation de la possibilité d'un gel des loyers
- Plafonnement des frais liés aux guichets automatiques bancaires (GAB)
- Plafonnement des frais liés à l'insuffisance de fonds sur un compte bancaire et aux découverts
- Réduction des taux d'intérêt sur les cartes de crédit
- Réduction des frais liés aux cartes de crédit
- Aucune de ces mesures

Le modérateur passera en revue les réponses choisies :

- Pourquoi [insérer la sélection] contribuerait-elle à alléger le coût de la vie?
- L'une ou l'autre de ces mesures potentielles aurait-elle un impact sur vous personnellement?
- Avez-vous des questions au sujet de l'une ou l'autre de ces mesures?

- Y a-t-il, dans cette liste, des choses que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire, selon vous?

Je vais vous montrer une autre série d'initiatives potentielles du gouvernement du Canada.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Plafonner les frais d'itinérance pour les téléphones mobiles
- Réduire le prix des titres de transport public
- Réduire les frais de renouvellement de passeport
- Augmenter le salaire minimum fédéral
- Sanctionner les revendeurs de billets de concert afin de faire baisser les frais liés à l'achat de billets
- Créer un crédit d'impôt pour les titres de transport en commun destinés aux jeunes
- Imposer un gel à l'augmentation de la taxe sur la bière canadienne, prévue pour avril 2026

SONDAGE : Sélectionnez un maximum de trois mesures qui, selon vous, contribueraient le plus à alléger le coût de la vie. Si vous estimez qu'aucune de ces mesures ne contribuera à alléger le coût de la vie, sélectionnez « Aucune de ces mesures ».

- Plafonner les frais d'itinérance pour les téléphones mobiles
- Réduire le prix des titres de transport public
- Réduire les frais de renouvellement de passeport
- Augmenter le salaire minimum fédéral
- Sanctionner les revendeurs de billets de concert afin de faire baisser les frais liés à l'achat de billets
- Créer un crédit d'impôt pour les titres de transport en commun destinés aux jeunes
- Imposer un gel à l'augmentation de la taxe sur la bière canadienne, prévue pour avril 2026
- Aucune de ces mesures

Le modérateur passera en revue les réponses choisies :

- Pourquoi [insérer la sélection] contribuerait-elle à alléger le coût de la vie?
- L'une ou l'autre de ces mesures potentielles aurait-elle un impact sur vous personnellement?
- Avez-vous des questions au sujet de l'une ou l'autre de ces mesures?
- Y a-t-il, dans cette liste, des choses que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire, selon vous?

Maintenant, en pensant à toutes les mesures que nous avons examinées...

- Y a-t-il autre chose que vous aimeriez que le gouvernement du Canada fasse pour réduire le coût de la vie et favoriser l'accès à des logements abordables?

SOUVERAINETÉ ARCTIQUE, ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD (OTAN) (30 minutes) – Résidents du Yukon, résidents du corridor Ottawa-Montréal, résidents d'Edmonton et de Calgary, résidents du sud-ouest de l'Ontario

Changement de sujet...

- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit en entendant le terme « souveraineté arctique »?

LE MODÉRATEUR FOURNIRA LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS : Le terme « souveraineté arctique » désigne les revendications et droits territoriaux d'un pays sur ses régions arctiques, notamment en ce qui concerne les terres, les mers ainsi que les ressources naturelles.

- La souveraineté arctique est-elle une question qui vous préoccupe ou pas? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - DEMANDER AU BESOIN : Qu'est-ce qui est en jeu, selon vous, dans l'Arctique? (SI NÉCESSAIRE : Par exemple, les ressources, la sécurité, l'environnement, la culture, etc.?)
- Diriez-vous que dans l'ensemble, le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise en ce qui concerne la souveraineté arctique? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - Comparativement à d'autres priorités nationales, à quel point la souveraineté arctique est-elle importante, à votre avis?
- Selon vous, quels pays revendiquent leur souveraineté dans l'Arctique? Pourquoi?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, communément appelée l'OTAN?

LE MODÉRATEUR FOURNIRA LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS : L'OTAN est une alliance de pays d'Amérique du Nord et d'Europe s'étant engagés à atteindre les objectifs du Traité de l'Atlantique Nord, signé le 4 avril 1949. Elle a pour objectif de garantir la liberté et la sécurité de ses membres par des moyens politiques et militaires.

- Pensez-vous que l'adhésion du Canada à l'OTAN est importante pour la sécurité du pays?
 - Et pour l'Arctique plus particulièrement?
- Selon vous, quel rôle les peuples autochtones devraient-ils jouer concernant les décisions relatives à la souveraineté arctique?

PUBLICITÉ SUR L'ABORDABILITÉ/ALLER DE L'AVANT (30 minutes) – Sud-ouest de l'Ontario

Je vais maintenant vous montrer deux concepts publicitaires que le gouvernement du Canada s'emploie actuellement à créer pour une campagne publicitaire.

Nous allons commencer par examiner une vidéo de 15 secondes qui pourrait être diffusée sur les réseaux sociaux, des plateformes numériques et à la télévision. Nous allons la visionner deux fois et nous discuterons ensuite de ce que vous en pensez. N'hésitez pas à prendre des notes pour vous souvenir des aspects de la vidéo qui vous ont plu ou déplu.

MONTER LA VIDÉO 1 : IMPÔTS, SOINS DENTAIRE ET PREMIÈRE HABITATION

- Quelles sont vos premières réactions à cette publicité? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Quel est, selon vous, le but de cette publicité?
- Quel est message principal?
- Si cette publicité était diffusée sur un site Web, sur les réseaux sociaux ou à la télévision, croyez-vous que vous la remarqueriez? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Y a-t-il un ou des éléments de la publicité qui prêtaient à confusion ou qui manquaient de clarté? Pourquoi?
- Après avoir vu une publicité comme celle-ci, consulteriez-vous le site Web pour en savoir plus? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

MONTER LA VIDÉO 2 : SOINS DENTAIRE, GARDE D'ENFANTS ET REPAS NUTRITIFS POUR ENFANTS À L'ÉCOLE

- Quelles sont vos premières réactions à cette publicité? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Quel est, selon vous, le but de cette publicité?

- Quel est message principal?
- Si cette publicité était diffusée sur un site Web, sur les réseaux sociaux ou à la télévision, croyez-vous que vous la remarqueriez? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Y a-t-il un ou des éléments de la publicité qui prêtaient à confusion ou qui manquaient de clarté? Pourquoi?
- Après avoir vu une publicité comme celle-ci, consulteriez-vous le site Web pour en savoir plus? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

SONDAGE : En pensant à chacune des vidéos, veuillez sélectionner celle qui, selon vous, est la plus efficace pour démontrer que le gouvernement du Canada prend des mesures pour aider les Canadiens à faire face au coût de la vie.

- LE MODÉRATEUR PASSE EN REVUE CHAQUE RÉPONSE CHOISIE : Pourquoi avez-vous fait ce choix?
- Comme nous l'avons vu, le gouvernement du Canada cherche des moyens de rendre la vie des Canadiens plus abordable. S'agit-il là de domaines sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se concentrer?
 - Que devrait encore faire le gouvernement du Canada pour lutter contre l'augmentation du coût de la vie?

CONCLUSION (5 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions que vous souhaiteriez avoir sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

Guide de modérateur anglais – décembre 2025

INTRODUCTION (10 minutes) – All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-15 minutes) – All Locations

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples, Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan, Greater Vancouver Area and Vancouver Island, Greater Toronto Area Where did you read, see, or hear this news?
- Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan, Greater Vancouver Area and Vancouver Island Generally speaking, do you approve or disapprove of the overall direction taken by the Government of Canada recently? Why do you say that?
- Greater Toronto Area, Quebec IF NOT MENTIONED: Have you seen, read, or heard anything recently about the Government of Canada's decision to modify its plan to order F-35 fighter jets for the Canadian Armed Forces?
 - IF YES: What have you heard?

Greater Toronto Area, Quebec The F-35 is an American-made fighter jet. While the Government of Canada has committed to purchasing a number of F-35 in order to replace the aging CF-18s, there is a potential opportunity to purchase different jets from providers from other countries, for example, the Gripen, which is a Swedish fighter jet.

- Greater Toronto Area, Quebec Some people say relying on American products for our defence equipment could pose both economic and security risks and would prefer if the Government purchased fighter jets from non-U.S. suppliers. What are your thoughts about purchasing them from another country outside of the United States?
- Greater Toronto Area, Quebec Some people say that getting out of this deal would risk damaging our relationship with the United-States, and that we should respect our initial commitment to maintain a positive relationship. Do you agree?



- **Greater Toronto Area, Quebec** Would the Government of Canada's decision regarding the purchase of F-35s or a different non-American fighter jet change your view of the Government of Canada? Why?

Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60 Recently, the Government of Canada has explored modifying its plan to order American-made F-35 fighter jets for the Canadian Armed Forces. While the Government of Canada has committed to purchasing a number of F-35 in order to replace the aging CF-18s, there is a potential opportunity to purchase different jets from providers from other countries, for example, the Gripen, which is a Swedish fighter jet.

- **Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60** What are your thoughts about this?
- **Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60** IF NOT MENTIONED: Have you seen, read, or heard anything recently about possible job cuts in the federal public service?
 - IF YES: What are your thoughts about this?
- **Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60** IF NOT MENTIONED: Have you seen, read, or heard anything recently about potentially updating return-to-office policies for the federal public service?
 - IF YES: What are your thoughts about this?

NUTRITION NORTH CANADA (20 minutes) Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples, Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan, Greater Vancouver Area and Vancouver Island, Greater Toronto Area, Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60, Quebec

Greater Vancouver Area and Vancouver Island, Greater Toronto Area, Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60, Quebec Shifting to a different topic ...

- Have you seen, read, or heard anything about what the Government of Canada is doing to help make food more affordable in the North?
- Have you heard about any federal efforts to support Indigenous or northern communities in leading their own food systems?
 - IF NOT MENTIONED: Have you heard of Nutrition North Canada?

We are now going to review some information presented visually, known as an infographic, that is related to Nutrition North Canada's programs.

SHOW ON SCREEN

<Infographic (Food Security + Sovereignty Together) appears on screen>

- What is your first reaction to this infographic?
- Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples, Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan, Greater Vancouver Area and Vancouver Island What idea or point stands out the most?
- Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60, Quebec What do you think this infographic is trying to say – that is, what is the main message?
- Greater Toronto Area, Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60, Quebec What information do you find most interesting, and why?
- Was anything confusing or unclear?
 - IF NEEDED: What about the explanations of 'food security' and 'food sovereignty' - are these clear?
 - IF NEEDED: Is it clear what the different programs are and what they do?
- Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples, Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan, Greater Vancouver Area and Vancouver Island Do you see a connection between food security and food sovereignty?
- Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples, Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan Should anything be explained differently or reworded to better connect with Indigenous and northern audiences?
 - And what about the images – are these appropriate or do any need to be more culturally sensitive?
- Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples, Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan Does this infographic give you the sense that the Government of Canada supports basic needs in northern and Indigenous communities?
 - What about supporting self-determination in the north?
- Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples Does the information reflect your experiences of food affordability and security in the north?
- Greater Vancouver Area and Vancouver Island Do you see a connection between food security and food sovereignty?

- Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan, Greater Vancouver Area and Vancouver Island Does the information reflect your impressions of food affordability and security in the north?
- What, if anything, would you change to make this infographic clearer or more engaging?
- Greater Toronto Area, Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60, Quebec If you chose to learn more about the information in the infographic, what kind of information would you want to find?

IF TIME ALLOWS:

- Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples, Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan, Greater Vancouver Area and Vancouver Island Would this infographic make you want to learn more? Why or why not?
- Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples, Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan, Greater Vancouver Area and Vancouver Island If you chose to learn more, what kind of information would you expect to find?

PROCUREMENT STRATEGY FOR INDIGENOUS BUSINESSES (15-20 minutes) Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples, Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan, Greater Vancouver Area and Vancouver Island, Greater Toronto Area, Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60, Quebec

Shifting topics slightly ...

- Have you seen, read, or heard anything about actions the Government of Canada has taken to support Indigenous businesses?

I want to review with you another infographic. This infographic is related to ways the Government of Canada can support Indigenous businesses.

SHOW ON SCREEN

<Infographic appears on screen>

- What is your overall reaction to this infographic?
- What is the main message of this infographic?

- Was anything confusing or unclear?
 - IF NEEDED: Is it clear whether or how Indigenous businesses will benefit from this strategy?
- Does this infographic give you the sense that the Government of Canada is supporting Indigenous businesses?
- Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples, Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan PROMPT AS NEEDED: Should anything be explained differently or reworded to better connect with Indigenous audiences?
 - And what about the images – are these appropriate or do any need to be more culturally sensitive?
- What, if anything, would you change to make this infographic clearer or more engaging?
- Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples, Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan Does this information align with what you know or have observed about Indigenous businesses and economic opportunities in your community?

Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples, Greater Vancouver Area and Vancouver Island IF TIME ALLOWS:

- Would you click on the link to the website? Why or why not?
 - IF YES: What information would you expect to find?

NUTRITION LABELLING (30 minutes) Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples, Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan, Greater Toronto Area, Quebec

Now I'd like to shift to a different topic...

Health Canada wants to raise awareness and educate on the nutrition labels you see on packaged foods. That includes the front-of-package symbol, the nutrition facts table, and the list of ingredients.

Show the first slide with a mock cereal box and zoom-ins on nutrition labels.

You can see the 3 labelling components on the screen.

Health Canada has developed messages that will be used for social media and in other material such as web content and infographics, and they want to get your input on the wording. We really want to

focus our discussion on the messages. We'll go through each one quickly and essentially, I'm just looking for your initial reactions.

Here is the first one...

SHOW FIRST MESSAGE; KEEP ON SCREEN DURING DISCUSSION

- I'd like to get a quick snapshot of your thoughts. What is the message trying to say, did you learn anything, was anything unclear or confusing, and/or do you have any suggestions to improve the message?

Here is the next one...

SHOW SECOND MESSAGE; KEEP ON SCREEN DURING DISCUSSION

- So again, what are your reactions? What is the message trying to say, did you learn anything, was anything unclear or confusing, and/or do you have any suggestions to improve the message?

Here is the next one...

SHOW THIRD MESSAGE; KEEP ON SCREEN DURING DISCUSSION

- What are your reactions? What is the message trying to say, did you learn anything, was anything unclear or confusing, and/or do you have any suggestions to improve the message?

Here is the next one...

SHOW FOURTH MESSAGE; KEEP ON SCREEN DURING DISCUSSION

- What are your reactions? What is the message trying to say, did you learn anything, was anything unclear or confusing, and/or do you have any suggestions to improve the message?
- Before I show you the last message, can you briefly share how you usually shop for packaged food and whether you typically look at the label to help you decide if you should buy it or not?
 - IF LOOKING AT LABEL: What do you typically look for on the label?

SHOW FIFTH MESSAGE; KEEP ON SCREEN DURING DISCUSSION



- What are your reactions? What is the message trying to say, did you learn anything, was anything unclear or confusing, and/or do you have any suggestions to improve the message?

MAJOR INFRASTRUCTURE PROJECTS/PIPELINE (30-55 minutes) Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples, Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan, Greater Vancouver Area and Vancouver Island, Greater Toronto Area, Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60, Quebec

Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples Now I'd like to shift from reviewing infographics and messages to a broader discussion related to the Government of Canada...

- Have you seen, read or heard of any news related to the Government of Canada and major infrastructure projects?
 - IF YES: What have you heard? Where did you hear it?

MODERATOR TO CLARIFY/SHOW ON SCREEN:

Recently, the Government of Canada announced a number of major infrastructure projects under consideration to help transform Canada's economy. To help guide these projects, a new Major Projects Office, headquartered in Calgary, will be responsible for getting these projects built faster by streamlining and accelerating regulatory approval processes and helping these projects obtain financing.

The projects include things like producing more liquified natural gas, more nuclear energy, more mining, expanding ports, more clean electricity.

Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples We won't discuss all of them; rather I'd like to focus on a couple of them.

Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan We won't discuss all of them, instead we'll focus on a couple that are specific to Saskatchewan and Manitoba.

Greater Vancouver Area and Vancouver Island We won't discuss all of them, instead we'll focus on some specific to British Columbia.

Greater Toronto Area We won't discuss all of them, instead we'll focus on a couple that are specific to Ontario.

Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60 We won't discuss all of them, instead we'll focus on a couple that are specific to Ontario.

Quebec We won't discuss all of them, instead we'll focus on a couple that are specific to Quebec.

Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples **SHOW ON SCREEN (slide showing Iqaluit Nukkiqsautiit Hydro Project and Ksi Lisims LNG)** Moderator to read the name and description shown below each image.

Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan **SHOW ON SCREEN (slide showing McIlvenna Bay Foran Copper Mine Project and Port of Churchill Plus)** Moderator to read the name and description shown below each image.

Greater Vancouver Area and Vancouver Island **SHOW ON SCREEN (2 slides showing Major Projects in BC)** Moderator to read the name and description shown below each image.

Greater Toronto Area **SHOW ON SCREEN (slide showing Darlington New Nuclear Project and Canada Nickel's Crawford Project)** Moderator to read the name and description shown below each image.

Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60 **SHOW ON SCREEN (slide showing Darlington New Nuclear Project and Canada Nickel's Crawford Project)** Moderator to read the name and description shown below each image.

Quebec **SHOW ON SCREEN (slide showing Contrecoeur Terminal Container Project and Nouveau Monde Graphite's Matawinie Mine)** Moderator to read the name and description shown below each image.

- What is your overall reaction to these projects?
- Is there anything you like or don't like?
 - Do you have any concerns about either of these projects?
- **Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan** In relation to the expansion of the Port of Churchill, what economic benefits, if any, do you see from expanding trade routes up North through the Hudson Bay?
- **Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan** One of the components of this project includes the possibility of a new energy corridor. What do you think this would involve or include?
 - IF NEEDED: For example, do you think it would be to ship things like oil, liquefied natural gas or hydrogen, or does the term "a new energy corridor" mean something different to you?
- Have you seen, read or heard of any news related to the Government of Canada and pipelines?
 - IF YES: What have you heard? Where did you hear it?

SHOW ON SCREEN

Recently, the Government of Canada and the Government of Alberta signed a new energy co-operation agreement outlining the conditions that must be met for a new oil pipeline to the Pacific.

The goal is to have pipelines built and financed by the private sector, with Indigenous co-ownership, to increase the volume of oil that can be transported to the west coast to export to Asia.

- What are your thoughts about this agreement?
- Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples The Governments of Canada and Alberta have said they will engage meaningfully with Indigenous Peoples in both Alberta and British Columbia. What are your thoughts about that?
- Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples Now thinking about the various projects we've discussed – the Nisga'a Nation LNG project, the Iqaluit hydro project, and potential new oil pipelines do you think that these will generally be positive or negative for Indigenous People?

Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples The Governments of Canada and Alberta also plan to construct and finance the world's largest carbon capture, utilization, and storage (Pathways Project), to make Alberta oil among the lowest carbon intensity produced barrels of oil in the world.

- Yukon, Northwest Territories, Nunavut Indigenous Peoples What are your thoughts about this project?
 - IF ENVIRONMENTAL CONCERNS RAISED PREVIOUSLY ABOUT PIPELINES: Does this address any environmental concerns? Why or why not?
- Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan, Greater Vancouver Area and Vancouver Island, Greater Toronto Area, Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60 Have you seen, read or heard anything related to oil tankers?
 - IF NOT MENTIONED: What about anything related to a ban on oil tankers?

Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan, Greater Vancouver Area and Vancouver Island, Greater Toronto Area, Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60 **SHOW ON SCREEN (slide explaining the Oil Tanker Moratorium Act) Moderator to read 3 bullets.**

Some feel that building a new pipeline from Alberta to BC would require making adjustments to the *Oil Tanker Moratorium Act*, such as granting an exemption to the tanker moratorium for this specific project or changing the boundaries of the moratorium to allow oil tankers through the Dixon

Entrance in order to carry oil to Asia. **[MODERATOR TO POINT OUT THE DIXON ENTRANCE ON THE MAP]**

- Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan, Greater Vancouver Area and Vancouver Island, Greater Toronto Area, Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60 What are your thoughts about this?
- Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan, Greater Vancouver Area and Vancouver Island, Greater Toronto Area, Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60 Some feel that it is possible to build a new pipeline from Alberta to BC without making any changes to the *Oil Tanker Moratorium Act*. What are your thoughts about this?
- Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan, Greater Vancouver Area and Vancouver Island, Greater Toronto Area, Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60, Quebec Some have suggested that rather than building new pipelines from Alberta to BC, we should focus on expanding existing ones instead, like the Trans Mountain Pipeline. Others have suggested that we should do both; that is build new pipelines and expand existing ones. Which view do you lean more towards? What makes you say that?
- Major Urban Centres Manitoba and Saskatchewan What if the possible new energy corridor for the Port of Churchill that we just discussed involved building an oil pipeline from Alberta to the Port of Churchill? What are your thoughts about that?
- Greater Vancouver Area and Vancouver Island, Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60, Quebec In your opinion, should the Government of Canada work with the provinces and territories to help with the development of new or expanded pipelines? What makes you say that?
- Quebec How would you feel about building an LNG pipeline in Quebec's North Coast? Why/Why not?

Greater Vancouver Area and Vancouver Island **SHOW ON SCREEN (slide explaining the proposed port expansion)** Moderator to read the 2 bullets.

- Greater Vancouver Area and Vancouver Island What are your thoughts about expanding the Roberts Bank Terminal?
- Greater Vancouver Area and Vancouver Island Rather than expanding the port specifically at Roberts Bank, how would you feel about expanding other parts of the Vancouver Port?

- **Greater Vancouver Area and Vancouver Island** How would you feel about expanding a different northern British Columbia port?
- **Greater Vancouver Area and Vancouver Island** Now thinking about the various projects we've discussed, as well as potential new oil pipelines and potential port expansions, do you think that these will generally be positive or negative for Canada's economy?

BUILD CANADA HOMES (20 minutes) **Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60**

- Have you seen, read, or heard anything recently about the Government of Canada's plan to address housing issues?
 - IF YES: What have you heard?
 - PROBE: What about the Government of Canada's new Build Canada Homes initiative?
 - IF YES: What have you heard?

MODERATOR TO CLARIFY/SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada recently announced a new federal agency called Build Canada Homes. Its goal is to build lots of affordable housing by making good use of public lands, offering flexible financial incentives, attracting private capital, facilitating large portfolio projects, and supporting modern manufacturers.

- What are your initial thoughts about this new federal agency?

SHOW ON SCREEN:

Recently, the Government of Canada announced a new \$400 million partnership between Build Canada Homes and the City of Ottawa to accelerate construction of up to 3,000 mixed-income and affordable homes across the city.

This includes fast-tracking the construction of 2,000 mixed-income and affordable housing units on federal lands, including by reducing or waving development charges, permit fees, and property taxes.

Build Canada Homes will also finance an additional 1,000 non-market housing units from the city's slate of housing projects, beginning in 2026.

- What are your thoughts about this announcement?
- What does "mixed-income and affordable housing units" mean to you?

MODERATOR TO CLARIFY:

Mixed-income housing units are homes that are made affordable to low and moderate-income individuals and families by including a mix of tenants paying rent based on their income (subsidized) and those paying full market rates.

- What are your thoughts about making mixed-income housing units more available in the city?
- Do you think this new partnership between Build Canada Homes and the City of Ottawa will help make housing more affordable in Ottawa?
 - If NOT: How else can the Government of Canada help make housing more affordable?

SUBSTANCE ABUSE (10 minutes) Ontario's National Capital Region Individuals Aged 30-60

- Have you seen, read, or heard anything recently about the Government of Canada's plan to address substance abuse in the City of Ottawa?
 - IF YES: What have you heard?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada recently announced it was investing \$1.2 million in funding for a pilot project to help address substance abuse in Ottawa. The pilot project includes:

- Implementing city-led initiatives designed to **reduce crime, deter substance abuse, and promote life-skills development.**
- Supporting the development of a **coordinated response** to the drug crisis in Ottawa that will identify gaps, inefficiencies, and opportunities for greater collaboration with mental health service providers.
- Once completed, the framework will serve as a blueprint that **can be adapted by other provinces and cities across Canada.**
- What are your thoughts about this pilot project?
- Do you think it will help address some of the challenges regarding substance abuse in Ottawa?
- Do you think this kind of framework could be used by other regions across Canada?

CONCLUSION (5 minutes) – All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today, or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Guide de modérateur anglais – janvier 2026

INTRODUCTION (10 minutes) – All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5 minutes) – All Locations

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - Where did you read, see, or hear this news?

MAJOR INFRASTRUCTURE PROJECTS (10 minutes) – Ottawa-Montreal Corridor

- Have you seen, read or heard of any news related to the Government of Canada and major infrastructure projects?
 - IF YES: What have you heard? Where did you hear it?
- Have you seen, read or heard anything about the Government of Canada's plan to develop a high-speed rail from Toronto to Quebec City?
 - IF YES: What have you heard? Where did you hear it?
 - What are your thoughts about this project?

AFFORDABILITY (15 minutes) – Southwestern Ontario

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - Where did you read, see, or hear this news?
- Have you seen, read or heard of any news related to the Government of Canada's efforts to address the cost of living and affordability?
 - IF YES: What have you heard? Where did you hear it?

SHOW ON SCREEN

Today, the Government of Canada announced it is introducing the **Canada Groceries and Essentials Benefit**, formerly known as the Goods and Services Tax (GST) Credit, which increases its amount by

25% for five years beginning in July 2026. The Government of Canada is also providing a one-time payment this year, worth about 50% of the credit.

Additionally, the Government of Canada is bringing in measures to strengthen domestic food production, enforce competition in the food supply chain, and strengthen food security in the north; it is also providing a \$20 million top-up for food banks.

- What are your thoughts about these measures?
- Do you think these measures will help with the cost of living? Why or why not?

TRADE RELATIONS/CANADA-U.S. RELATIONS (20-60 minutes) – Atlantic Canada, Lower Mainland B.C. Women, Saskatoon and Regina, Greater Montreal Area, York and Peel Regions Ontario, Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary, Southwestern Ontario

Now I'd like to focus on Canada's trade relationship with the United States ...

- Atlantic Canada, Lower Mainland B.C. Women, Saskatoon and Regina, Greater Montreal Area, York and Peel Regions Ontario, Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary What have you seen, read, or heard about Canada's trade relationship with the United States?
- Atlantic Canada, Lower Mainland B.C. Women, Saskatoon and Regina, Greater Montreal Area, York and Peel Regions Ontario, Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary How would you describe Canada's trade relationship with the United States?
 - In your opinion, is Canada in a "trade war" with the United States?
- Atlantic Canada, Lower Mainland B.C. Women, Saskatoon and Regina, Greater Montreal Area, York and Peel Regions Ontario, Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary And how would you rate the Government of Canada's management of the trade situation with the United States? Are they on the wrong track or the right track? Why?

Atlantic Canada, Lower Mainland B.C. Women, Saskatoon and Regina, Greater Montreal Area, York and Peel Regions Ontario MODERATOR TO CLARIFY: The United States has imposed tariffs on various Canadian goods going to the U.S., including steel and aluminum, auto parts, and Canadian energy. Goods that are compliant with the Canada-United States-Mexico Agreement (CUSMA) are exempt.

- Atlantic Canada, Lower Mainland B.C. Women, Saskatoon and Regina, Greater Montreal Area, York and Peel Regions Ontario What impact, if any, are these tariffs having on Canada's economy?
 - Are there any impacts in your community?

- Atlantic Canada, Lower Mainland B.C. Women, Saskatoon and Regina, Greater Montreal Area, York and Peel Regions Ontario Do you think it's possible to reach an agreement with the U.S., where all imposed tariffs are completely removed, or do you think that at least some tariffs will remain? What makes you say that?
 - Do you feel that Canada has leverage in trade negotiations with the United States?
- Atlantic Canada, Lower Mainland B.C. Women, Saskatoon and Regina, Greater Montreal Area, York and Peel Regions Ontario When it comes to trade negotiations with other countries, are trade deals with Europe and Asia realistic alternatives?
- Atlantic Canada, Lower Mainland B.C. Women, Saskatoon and Regina, Greater Montreal Area, York and Peel Regions Ontario What aspects of Canada's trade relationships do you feel least clear about right now? [IF NEEDED: Moderator to probe for whether participants are least clear about how trade decisions are made, the economic impacts in the short-term/long-term, the stability of trade relationships, etc.]
- Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary Do you feel that Canada has leverage in trade negotiations with the United States?
- Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary When it comes to trade negotiations with other countries, are trade deals with other parts of the world realistic alternatives?
- Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary, Southwestern Ontario Have you seen, read, or heard anything about Canada forging new trade relationships and/or strengthening existing trade relationships with other countries and regions?
 - What about with **China**?

Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary, Southwestern Ontario SHOW ON SCREEN

Recently, the Government of Canada announced a new Canada-China partnership to collaborate in energy, clean technology, and climate competitiveness.

To bolster these partnerships, the Government of Canada has agreed to allow up to 49,000 Chinese electric vehicles into the Canadian market, at a tariff rate of 6.1% instead of the current 100% tariff.

In turn, China agreed to lower tariffs on Canadian canola seed from 85% down to about 15% effective March 1, 2026. Canola meal and other agricultural products (like peas, lobster, and crab) are also expected to see tariffs lifted from March 1, 2026, through to at least the end of the year.

- Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary, Southwestern Ontario What are your initial thoughts about this?

- Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary, Southwestern Ontario Do you think Canada should be partnering with China? Why or why not?
- Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary, Southwestern Ontario Do you see any benefits for Canada from this agreement?
- Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary, Southwestern Ontario Do you have any concerns about this agreement?
- Southwestern Ontario Do you have any concerns about impacts of allowing up to 49,000 Chinese electric vehicles into the Canadian market, at a tariff rate of 6.1%, on Ontario's automobile industry?
 - Do you have any concerns about the quota of vehicles?

Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary Now I'd like to focus on another region...

- Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary Have you seen, read, or heard anything about Canada strengthening its trade relationship with Qatar?
 - IF YES: What have you heard?

Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary **SHOW ON SCREEN**

Recently, the Government of Canada has committed to deepening commercial, investment and defence cooperation with Qatar.

Qatar has affirmed its commitment to make significant strategic investments in Canada's major building projects, which will help the projects get built faster. The two countries also agreed to conclude negotiations on a new agreement, which will help Canadian businesses to more easily expand operations in Qatar as well as attract investment from Qatar.

The two countries have also agreed to launch negotiations on a new framework to make it easier to exchange expertise on military, security, and defence matters, and expand investment opportunities on areas such as artificial intelligence and computer technology.

Additionally, air services between Canada and Qatar will be expanded, and a defence attaché from Canada will be posted in Qatar to help increase exports from Canada's defence sector.

- Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary What are your initial thoughts about this?

- Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary Do you think Canada should be working with Qatar to strengthen their trade and security relationship? Why or why not?
- Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary Do you see any benefits for Canada in strengthening this relationship?
- Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary Do you have any concerns?
- Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary Do you think new agreements with countries like China and Qatar will have any impact on Canada's relationship with the United States? What makes you say that?

COST OF LIVING (70 minutes) – Atlantic Canada, Lower Mainland B.C. Women, Saskatoon and Regina, Greater Montreal Area, York and Peel Regions Ontario

Now I'd like to shift the conversation by talking about the cost of living...

- How would you describe the current cost of living?
 - What impacts, if any, has it had on you or your household?
- In your view, what is the Government of Canada's role when it comes to addressing the cost of living?
 - How would you describe their performance in addressing the cost of living?
- Have you recently seen, read, or heard anything about the Government of Canada providing additional support to help Canadians with the rising cost of living?
 - IF YES: What have you heard?
 - IF NO: How would you like to see the Government of Canada provide additional support to help Canadians manage the rising cost of living?

I'm going to show you various measures the Government of Canada is considering taking to address the cost of living. There are a few broad categories of initiatives, so we'll review each individually.

Here is the first set of possible initiatives.

SHOW ON SCREEN:

- Removing GST on children's clothing or diapers
- Giving an annual tax credit to young parents buying baby formula
- Removing GST on prepared foods in supermarkets
- Eliminating the GST on food delivery services (e.g., Skip the Dishes, Uber Eats)

- Restructuring and expanding the GST/HST credit to help more low-income families
- Combatting “shrinkflation” (companies reducing the size of products)
- Placing a limit on grocery store profits, forcing retailers to lower their prices
- Eliminating the GST on houses entirely

POLL: Now I’d like you to select the ones that you think would have the most positive impact on helping with the cost of living. You can select up to 3. If you don’t think any will have a positive impact, please select ‘None of the above.’

- Removing GST on children’s clothing or diapers
- Giving an annual tax credit to young parents buying baby formula
- Removing GST on prepared foods in supermarkets
- Eliminating the GST on food delivery services (e.g., Skip the Dishes, Uber Eats)
- Restructuring and expanding the GST/HST credit to help more low-income families
- Combatting “shrinkflation” (companies reducing the size of products)
- Placing a limit on grocery store profits, forcing retailers to lower their prices
- Eliminating the GST on houses entirely
- None of the above

Moderator to review selections:

- Why do you feel **[insert selection]** would have a positive impact on helping with the cost of living?
- Would any of these potential measures personally impact you?
- Do you have any questions about any of these measures?
- Is there anything that the Government of Canada should not do?

I’m going to show you another set of possible initiatives from the Government of Canada.

SHOW ON SCREEN:

- Introducing a new Consumer Affairs Commissioner, in charge of identifying and fixing unfair business practices
- Introducing a new Consumer Affairs Commissioner, in charge of introducing more competition across target sectors
- Expanding pharmacare to remaining provinces to continue to lower prescription drug costs
- Evaluating the possibility of rent freezes
- Capping ATM (automated teller machine) fees

- Capping non-sufficient bank account funds and overdraft fees
- Decreasing interest rates on credit cards
- Lowering credit card fees

POLL: Select up to three that you think would have the most positive impact on helping with the cost of living. If you don't think any will have a positive impact, please select 'None of the above.'

- Introducing a new Consumer Affairs Commissioner, in charge of identifying and fixing unfair business practices
- Introducing a new Consumer Affairs Commissioner, in charge of introducing more competition across target sectors
- Expanding pharmacare to remaining provinces to continue to lower prescription drug costs
- Evaluating the possibility of rent freezes
- Capping ATM (automated teller machine) fees
- Capping non-sufficient bank account funds and overdraft fees
- Decreasing interest rates on credit cards
- Lowering credit card fees
- None of the above

Moderator to review selections:

- Why do you feel **[insert selection]** would have a positive impact on helping with the cost of living?
- Would any of these potential measures personally impact you?
- Do you have any questions about any of these measures?
- Is there anything that the Government of Canada should not do?

I'm going to show you another set of possible initiatives from the Government of Canada.

SHOW ON SCREEN:

- Capping cell phone roaming fees
- Lowering the price of public transit tickets
- Lowering passport renewal fees
- Increasing the federal minimum wage
- Cracking down on concert ticket resellers to lower ticket fees
- Creating a tax credit for youth transit passes

- Freezing the tax increase on Canadian beer, set to increase in April 2026

POLL: Select up to three that you think would have the most positive impact on helping with the cost of living. If you don't think any will have a positive impact, please select 'None of the above.'

- Capping cell phone roaming fees
- Lowering the price of public transit tickets
- Lowering passport renewal fees
- Increasing the federal minimum wage
- Cracking down on concert ticket resellers to lower ticket fees
- Creating a tax credit for youth transit passes
- Freezing the tax increase on Canadian beer, set to increase in April 2026
- None of the above

Moderator to review selections:

- Why do you feel [insert selection] would have a positive impact on helping with the cost of living?
- Would any of these potential measures personally impact you?
- Do you have any questions about any of these measures?
- Is there anything that the Government of Canada should not do?

Now thinking about all of the measures we've reviewed...

- Is there anything else you would like to see from the Government of Canada to address the cost of living and affordability?

ARCTIC SOVEREIGNTY/NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION (NATO) (30 minutes) – Yukon, Ottawa-Montreal Corridor, Edmonton and Calgary, Southwestern Ontario

Shifting topics ...

- What comes to mind when you hear the term "Arctic sovereignty"?

MODERATOR TO CLARIFY AS NEEDED: Arctic sovereignty refers to the territorial rights and claims that a nation has over its Arctic regions, particularly concerning land, sea, and natural resources.

- Is Arctic sovereignty something you're concerned about, or not? What makes you say that?

- PROBE IF NEEDED: What do you think is at stake in the Arctic? (AS NEEDED: For example, resources, security, the environment, culture, etc.)?
- Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to Arctic sovereignty? What makes you say that?
 - How important is Arctic sovereignty compared to other national priorities?
- Which countries do you think have sovereignty claims in the Arctic? Why?
- Has anyone seen, read, or heard anything about the North Atlantic Treaty Organization, typically referred to as NATO?

MODERATOR TO CLARIFY AS NEEDED: NATO is an alliance of countries from North America and Europe committed to fulfilling the goals of the North Atlantic Treaty, which was signed on 4 April 1949. Its purpose is to guarantee the freedom and security of its members through political and military means.

- Do you think that Canada's membership in NATO is important for Canada's security?
 - And what about for the Arctic specifically?
- What role do you think Indigenous people should play in decisions about Arctic sovereignty?

AFFORDABILITY AD/GETTING AHEAD (30 minutes) – Southwestern Ontario

Next, I'm going to show you two ad concepts that are currently being developed by the Government of Canada for an advertising campaign.

First, we are going to review a 15 second video ad that could be shown on social media, digital platforms, and TV. We will view it twice, and then we will discuss your thoughts about it. Feel free to take notes to help you remember what you liked and didn't like about it.

SHOW VIDEO 1: INCOME TAXES, DENTAL CARE, AND FIRST HOME

- What are your initial reactions to this ad? What makes you say that?
- Who do you think this ad is for?
- What is the main message?

- If you saw this ad on a website, on social media, or on TV, do you think you would notice it? Why or why not?
- Was anything confusing or unclear? How so?
- If you were to see an ad like this, would you visit the website to learn more? What makes you say that?

SHOW VIDEO 2: DENTAL CARE, CHILD CARE, AND NUTRITIOUS MEALS FOR KIDS AT SCHOOL

- What are your initial reactions to this ad? What makes you say that?
- Who do you think this ad is for?
- What is the main message?
- If you saw this ad on a website, on social media, or on TV, do you think you would notice it? Why or why not?
- Was anything confusing or unclear? How so?
- If you were to see an ad like this, would you visit the website to learn more? What makes you say that?

POLL: Thinking about each video, please select the one that you feel most effectively shows that the Government of Canada is taking action to support Canadians with the cost of living.

- MODERATOR TO GO THROUGH EACH SELECTION: Why did you make this selection?
- As we saw, the Government of Canada is looking for ways to make things more affordable for Canadians. Are these the right areas for the Government of Canada to be focused on?
 - What else should the Government of Canada be doing to address the cost of living?

CONCLUSION (5 minutes) – All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today, or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Annexe C – Concepts Publicitaires

Grands projets d'infrastructure

Nouveau projet nucléaire de Darlington — Clarington (Ontario)



Ce projet fera du Canada le premier pays du G7 à se doter d'un petit réacteur modulaire (PRM) opérationnel, fournissant une énergie propre à 300 000 foyers.

Le projet nickélifère Crawford de la société Canada Nickel — Timmins, Ontario



Situé sur la deuxième plus vaste réserve de nickel au monde, le projet nickélifère Crawford va produire du nickel de haute qualité et à faible teneur en carbone avec un potentiel d'empreinte carbone négative.

Sur l'image suivante figurent côte à côte deux grands projets d'infrastructure. À droite figure l'image du nouveau projet nucléaire de Darlington, à Clarington (Ontario). Un bâtiment aux lignes épurées, de couleur argentée, situé près d'un grand plan d'eau figure sur l'image associée à ce projet. Le bâtiment comporte une longue fenêtre faisant face à la caméra, avec une route d'accès et un espace vert devant ce dernier. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet fera du Canada le premier pays du G7 à se doter d'un petit réacteur modulaire (PRM) opérationnel, fournissant une énergie propre à 300 000 foyers » ; à droite, figure le projet nickélifère Crawford de la société Canada Nickel à Timmins (Ontario). Deux bâtiments d'un jaune vif situés dans une clairière boueuse, entourés d'une forêt verdoyante figurent sur l'image associée à ce projet. Sous l'image figure le texte suivant : « Situé sur la deuxième plus vaste réserve de nickel au monde, le projet nickélifère Crawford va produire du nickel de haute qualité et à faible teneur en carbone avec un potentiel d'empreinte carbone négative. »

**Projet de terminal à conteneurs de
Contrecœur — Montréal, Québec**



Ce projet permettra d'augmenter la capacité de manutention de conteneurs du Port de Montréal d'environ 60 %.

**La mine Matawinie de Nouveau Monde
Graphite — Saint-Michel-des-Saints, Québec**



Cette mine de graphite à ciel ouvert fournira d'importantes composantes pour des applications de défense et les chaînes d'approvisionnement en batteries.

Deux grands projets d'infrastructure qui avaient été annoncés par le gouvernement du Canada figurent sur l'image ci-dessus. À gauche figure le projet de terminal à conteneurs de Contrecœur à Contrecœur (Québec). L'image associée à ce projet montre un grand porte-conteneurs en train de charger de la marchandise supplémentaire dans le port de Montréal. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet permettra d'augmenter la capacité de manutention de conteneurs du port de Montréal d'environ 60 % ». À droite figure le projet de la mine Matawinie de Nouveau Monde Graphite. L'image associée à ce projet montre une zone minière défrichée au milieu d'une forêt verdoyante. Sous l'image figure le texte suivant : « Cette mine de graphite à ciel ouvert fournirait d'importantes composantes pour des applications de défense et les chaînes d'approvisionnement en batteries ».

Projet de mine de cuivre de Foran à McIlvenna Bay — Centre-Est de la Saskatchewan



Ce projet fournira du cuivre et du zinc afin de renforcer la position du Canada en tant que fournisseur mondial de minéraux critiques.

C'est également le premier projet de cuivre carboneutre au Canada.

Port de Churchill Plus



En partenariat avec les peuples autochtones, ce projet visera à moderniser le port de Churchill et à étendre les corridors commerciaux en les dotant d'une route praticable en toutes saisons, d'une ligne ferroviaire modernisée, d'un nouveau corridor énergétique et des moyens de briser la glace en mer. L'augmentation des capacités d'exportation dans le Nord canadien en passant par la baie d'Hudson contribuera à intensifier et diversifier les échanges commerciaux.

Deux grands projets d'infrastructure qui avaient été annoncés par le gouvernement du Canada figurent sur l'image ci-dessus. Au centre figure le projet de mine de cuivre de Foran à McIlvenna Bay, dans le centre est de la Saskatchewan. L'image associée à ce projet montre un chantier en activité dans une clairière au cœur d'une forêt verdoyante et d'un grand cours d'eau. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet fournira du cuivre et du zinc afin de renforcer la position du Canada en tant que fournisseur mondial de minéraux critiques. » C'est également le premier projet de cuivre carboneutre au Canada. » À droite figure le projet Port de Churchill Plus situé dans le nord du Manitoba. L'image associée à ce projet montre une magnifique vue aérienne du port de Churchill, mettant en valeur les vastes étendues d'eau cristallines qui s'étendent de part et d'autre du port. Sous l'image figure le texte suivant : « En partenariat avec les peuples autochtones, ce projet visera à moderniser le port de Churchill et à étendre les corridors commerciaux en les dotant d'une route praticable en toutes saisons, d'une ligne ferroviaire modernisée, d'un nouveau corridor énergétique et des moyens de briser la glace en mer. L'augmentation des capacités d'exportation dans le Nord canadien en passant par la baie d'Hudson contribuera à intensifier et diversifier les échanges commerciaux. »

LNG Canada — phase 2 — Kitimat (Colombie-Britannique)



Ce projet doublerait la production de gaz naturel liquéfié de LNG Canada, ce qui en ferait la deuxième plus grande installation du genre au monde.

Expansion de la mine Red Chris — Nord-Ouest de la Colombie-Britannique



Ce projet permettra de prolonger de plus de 10 ans la durée de vie de la mine, d'augmenter de plus de 15 % la production annuelle de cuivre au Canada.

Deux grands projets d'infrastructure que le gouvernement du Canada avait récemment annoncés figurent sur l'image ci-dessus. À gauche figure la première phase du projet de gazoduc LNG Canada — Phase 2 à Kitimat (C.-B.). L'image associée à ce projet montre une imposante installation industrielle avec en toile de fond une voie navigable et une pittoresque chaîne de montagnes. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet doublerait la production de gaz naturel liquéfié de LNG Canada, ce qui en ferait la deuxième plus grande installation du genre au monde ». À droite figure le projet d'expansion de la mine Red Chris, dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique. L'image associée à ce projet montre une grande mine à ciel ouvert située dans une zone verdoyante et montagneuse. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet permettra de prolonger de plus de 10 ans la durée de vie de la mine et d'augmenter de plus de 15 % la production annuelle de cuivre au Canada. »

**La Ligne de transport d'électricité de la côte nord
— Nord-ouest de la Colombie-Britannique**



Ce projet relierait deux corridors énergétiques afin de fournir une électricité propre et peu coûteuse ainsi que de meilleures télécommunications aux communautés situées le long de la côte ouest.

**Le Terminal de GNL Ksi Lisims — île Pearse,
Colombie-Britannique**



Dirigé par la Nation Nisga'a, le projet de terminal de GNL Ksi Lisims deviendra la deuxième plus vaste installation de GNL au Canada et l'une de celles qui, dans le monde, émettront le plus faible taux d'émissions une fois l'électrification complète terminée. En effet, son taux d'émission sera 94 % inférieur à la moyenne mondiale.

Deux grands projets d'infrastructure qui avaient récemment été annoncés par le gouvernement du Canada figurent sur l'image ci-dessus. À gauche figure le projet de ligne de transport d'électricité de la côte nord, en Colombie-Britannique. L'image montre une importante ligne électrique traversant une forêt verdoyante, avec un lac azur à proximité. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet relierait deux corridors énergétiques afin de fournir une électricité propre et peu coûteuse ainsi que de meilleures télécommunications aux communautés situées le long de la côte ouest ». À droite figure le projet de terminal de GNL Ksi Lisims, à l'île Pearse (C.-B.) L'image montre deux grands cargos pris en vue aérienne procédant au chargement de marchandises sur une magnifique voie navigable aux eaux bleues, encadrée de part et d'autre par deux forêts verdoyantes. On aperçoit ce qui semble être l'océan en arrière-plan. Sous cette image figure le texte suivant : « Dirigé par la Nation Nisga'a, le projet de terminal de GNL Ksi Lisims deviendra la deuxième plus vaste installation de GNL au Canada et l'une de celles qui émettront le plus faible taux d'émissions au monde une fois son électrification complète terminée. En effet, son taux d'émission sera 94 % inférieur à la moyenne mondiale. »

**Le Terminal de GNL Ksi Lisims — île Pearce,
Colombie-Britannique**



Dirigé par la Nation Nisga'a, le projet de terminal de GNL Ksi Lisims deviendra la deuxième plus vaste installation de GNL au Canada et l'une de celles qui, dans le monde, émettront le plus faible taux d'émissions une fois l'électrification complète terminée. En effet, son taux d'émission sera 94 % inférieur à la moyenne mondiale.

**Le Projet hydroélectrique de la Nunavut Nukiksautiit
Corporation à Iqaluit — Iqaluit, Nunavut**



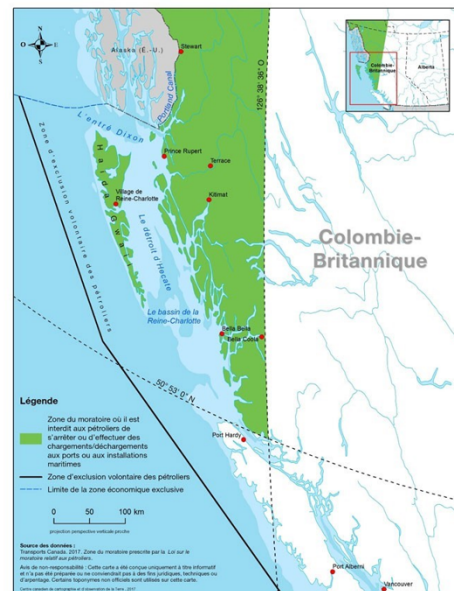
Ce projet deviendrait le premier projet hydroélectrique au Nunavut entièrement dirigé par des Inuits, permettant ainsi à Iqaluit de ne plus dépendre des 15 millions de litres de diesel importés chaque année.

Il contribuerait également à renforcer la souveraineté et la durabilité du Canada dans l'Arctique.

Sur l'image suivante figurent deux projets que le gouvernement du Canada avait récemment annoncés. À gauche figure le projet de terminal de GNL Ksi Lisims, à l'île Pearce (C.-B.). L'image montre deux grands cargos pris en vue aérienne alors qu'ils procèdent au chargement de marchandises sur une magnifique voie navigable aux eaux azurées, encadrée de part et d'autre par deux forêts verdoyantes. On aperçoit ce qui semble être l'océan en arrière-plan. Sous cette image figure le texte suivant : "Dirigé par la Nation Nisga'a, le projet de terminal de GNL Ksi Lisims deviendra la deuxième plus vaste installation de GNL au Canada et l'une de celles qui émettront le plus faible taux d'émissions au monde une fois son électrification complète terminée. En effet, son taux d'émission sera 94 % inférieur à la moyenne mondiale. À droite figure le projet hydroélectrique de la Nunavut Nukiksautiit Corporation situé à Iqaluit (Nunavut). L'image associée à ce projet montre une rivière tumultueuse entourée d'une vaste étendue rocheuse, avec en toile de fond un ciel bleu ennuagé. Sous cette image figure le texte suivant : "Ce projet deviendrait le premier projet hydroélectrique au Nunavut entièrement dirigé par des Inuits, permettant ainsi à Iqaluit de ne plus dépendre des 15 millions de litres de diesel importés chaque année". Il contribuerait également à renforcer la souveraineté et la durabilité du Canada dans l'Arctique."

Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers

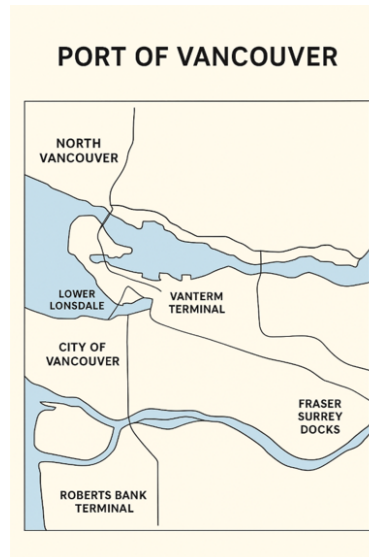
- La *Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers* interdit actuellement aux pétroliers transportant des cargaisons de plus de 12 500 tonnes métriques de pétrole d'accoster dans les eaux au large de la côte nord de la Colombie-Britannique.
- Les navires transportant de plus petites cargaisons y sont autorisés afin de s'assurer que les collectivités de la côte nord et les industries puissent continuer de recevoir des cargaisons essentielles de mazout de chauffage et d'autres produits pétroliers.
- Le moratoire couvre la zone en vert sur la carte ci-contre.



L'infographie ci-dessus présente des images et des renseignements en lien avec la *Loi sur le moratoire relatif aux pétroliers*. À gauche, figure le texte en trois points suivant : « À l'heure actuelle, la loi sur le moratoire relatif aux pétroliers interdit aux pétroliers transportant plus de 12 500 tonnes métriques de pétrole d'accoster au large de la côte nord de la Colombie-Britannique », « Les cargaisons de plus petite taille sont autorisées afin de s'assurer que les collectivités et les industries de la côte nord puissent recevoir des cargaisons essentielles de mazout et autres produits pétroliers », et « Le moratoire couvre la zone indiquée en vert sur la carte ci-contre. » À droite figure une carte du littoral de la Colombie-Britannique, sur laquelle la zone concernée par ce moratoire est indiquée en vert. Plusieurs ports sont indiqués comme faisant partie de cette zone, notamment ceux de Stewart, Prince Rupert, Terrace, Kitimat, du village de Queen Charlotte et de Bella Bella. Trois ports du sud, à savoir Port Hardy, Port Alberni et Vancouver, ne sont pas concernés par cette interdiction. Tous les ports indiqués sur la carte sont situés dans la zone volontaire d'exclusion des pétroliers.

Projet d'agrandissement du port

- L'Administration portuaire de Vancouver Fraser (également appelée "Port de Vancouver") a proposé la construction et l'exploitation d'un nouveau terminal à conteneurs maritime à trois postes de mouillage à Roberts Bank, dans le district de Delta, en Colombie-Britannique (à environ 35 km au sud de Vancouver).
- Le projet proposé permettrait de recevoir chaque année une quantité additionnelle de 2,4 millions de conteneurs équivalents vingt pieds à Roberts Bank.



L'image ci-dessus illustre l'agrandissement proposé pour le port de Roberts Bank. À gauche de l'image figure le texte en deux points suivant (traduction libre) : « L'Administration portuaire de Vancouver Fraser (également appelée "Port de Vancouver") a proposé la construction et l'exploitation d'un nouveau terminal à conteneurs maritime à trois postes de mouillage à Roberts Bank, dans le district de Delta, en Colombie-Britannique (à environ 35 km au sud de Vancouver) » et « Le projet proposé permettrait de recevoir chaque année une quantité additionnelle de 2,4 millions de conteneurs équivalents vingt pieds à Roberts Bank. » À droite figure une image intitulée « Port de Vancouver » illustrant une carte des ports de la région. Dans la portion supérieure de la carte figurent North Vancouver et la ville de Vancouver, avec entre les deux le Burrard Inlet, ainsi que deux ports portant respectivement les noms de « Lower Lonsdale » et « Vanterm Terminal ». Dans la portion inférieure droite de la carte figurent les Quais Fraser Surrey. Dans la portion inférieure gauche figure le terminal de Roberts Bank, dans le district de Delta.



Nutrition Nord Canada

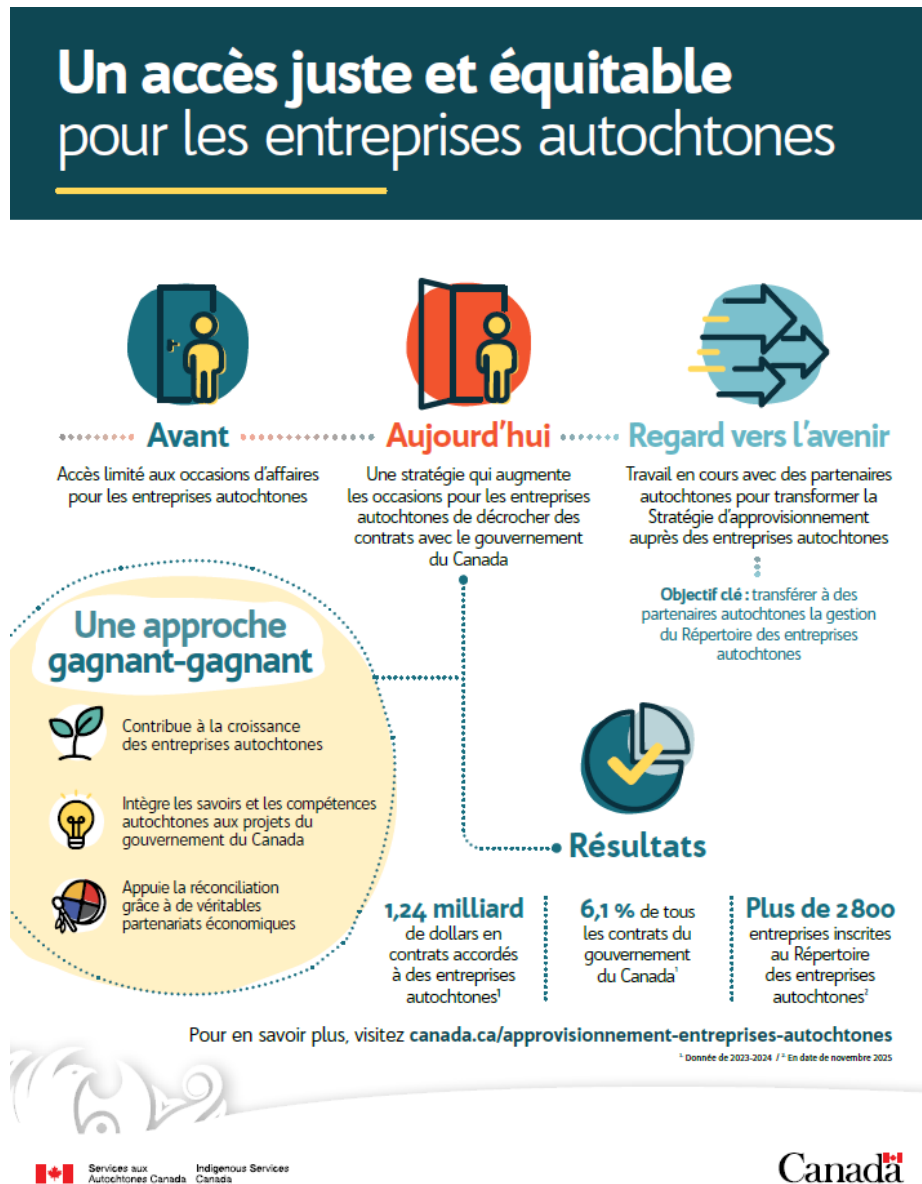


L'image ci-dessus est une infographie conçue dans le cadre du programme Nutrition Nord Canada. L'arrière-plan de l'infographie est bleu foncé, avec un pied de page blanc dans la partie inférieure. En haut à gauche du visuel, on peut lire en caractères blancs et gras les mots « sécurité alimentaire », suivis, en caractères plus petits, de la phrase « Assez de nourriture

toute l'année pour mener une vie active et saine ». Dans le coin supérieur droit du visuel figurent les mots « Souveraineté alimentaire », accompagnés de la phrase « Le pouvoir de créer et de superviser ses propres systèmes alimentaires ». Au centre de l'infographie figure un motif composé d'un grand cercle formé de lignes bleu, et rose interreliées. À l'intérieur du cercle figure la question « Sécurité alimentaire ou souveraineté alimentaire? » en caractères blancs et gras. Sous ce texte figure, en plus petits caractères, la réponse « Les deux ». La souveraineté alimentaire renforce la sécurité alimentaire.

En donnant aux communautés autochtones et nordiques la capacité de choisir, de cultiver et d'accéder à des aliments de façon durable, culturellement significative et portée par les dynamiques locales. Sous ce texte figure une illustration montrant différentes personnes vaquant à plusieurs activités relatives à l'alimentation, dont la préparation de poisson fraîchement pêché, la culture maraîchère et la recherche de nourriture dans un cadre enneigé. L'image montre à la fois les paysages verdoyants et glacés du Nord canadien. Sous cette image, on peut lire le texte suivant : « En collaboration avec les résidents du Nord, les populations autochtones et certains partenaires, les programmes de Nutrition Nord Canada améliorent la sécurité et la souveraineté alimentaires au sein des communautés nordiques ». Sous ce texte figurent cinq images de petit format, chacune assortie d'un titre et d'un texte d'accompagnement. L'image située tout à gauche représente un billet de banque avec le mot « Contribution » inscrit en dessous et la mention « Réduit le coût des aliments et autres articles essentiels ». L'image suivante est celle d'un poisson, accompagnée des mots « Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs » et du texte « Soutient les chasseurs, les cueilleurs et les producteurs alimentaires locaux ». L'image du centre représente une pomme et un signe dollar (\$) suivis des mots suivants : « Subvention pour les programmes alimentaires des communautés » et du texte suivant : « Renforce les solutions communautaires pour la sécurité alimentaire ». L'image suivante est celle d'un livre accompagné des mots « Initiatives d'éducation en matière de nutrition » et du texte : « Permet l'éducation alimentaire ancrée dans les traditions autochtones et nordiques ». L'image située à l'extrême droite représente un pouce levé à l'intérieur d'un cercle, ainsi que les mots « Subvention de recherche sur la sécurité alimentaire », suivi du texte « Fait avancer les études pour améliorer la sécurité et la souveraineté alimentaires dans le Nord ». Dans le coin inférieur gauche de l'infographie figure le logo de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada. Dans le coin inférieur droit de l'image figure le mot-symbole du gouvernement du Canada.

Stratégie d'approvisionnement pour les entreprises autochtones



L'infographie ci-dessus porte sur la Stratégie d'approvisionnement du gouvernement du Canada auprès des entreprises autochtones. Dans la partie supérieure du visuel, dans un encadré bleu-vert, figurent les mots « Un accès juste et équitable pour les entreprises autochtones » en caractères blancs avec un soulignement jaune, les mots « Un accès juste et équitable » apparaissant en caractères plus gras. Sous cet encadré, sur fond blanc pour toute la portion restante du visuel, figurent trois images respectivement intitulées « Avant », « Aujourd'hui » et « Regard vers l'avenir ». L'image intitulée « Avant » montre un bonhomme bâton jaune devant une porte bleu foncé fermée et le texte suivant : « Accès limité aux occasions d'affaires pour les entreprises autochtones ». Sur l'image intitulée « Aujourd'hui » figurent le même bonhomme bâton jaune devant une porte



orange ouverte ainsi que le texte suivant : “Une stratégie qui augmente les occasions pour les entreprises autochtones de décrocher des contrats avec le gouvernement du Canada” apparaissant sous le titre. Sous l’image intitulée “Regard vers l’avenir” figure un cercle de couleur bleu clair avec trois flèches noires se déplaçant dans la même direction, suivies de trois lignes jaunes indiquant leur rapidité. Sous le titre de cette image figure le texte suivant : Travail en cours avec des partenaires autochtones pour transformer la Stratégie d’approvisionnement auprès des entreprises autochtones » avec sous ce texte une ligne pointillée verticale suivie du texte suivant : « Objectif clé : transférer à des partenaires autochtones la gestion du Répertoire des entreprises autochtones ». Sous l’image et le titre « Aujourd’hui » correspondant, figure une ligne pointillée bleue verticale se divisant en deux branches menant respectivement à deux images distinctes respectivement intitulées « Une approche gagnant-gagnant » au centre gauche de l’infographie et « Résultats » au centre droit. Le titre « Une approche gagnant-gagnant » figure dans un grand cercle jaune pâle avec de l’information présentée en trois points. Le premier point présente le symbole d’une jeune pousse suivi du texte suivant : « Contribue à la croissance des entreprises autochtones ». Le deuxième point présente le symbole d’une ampoule électrique suivi du texte suivant : « Intègre les savoirs et les compétences autochtones aux projets du gouvernement du Canada ». Le troisième point présente le symbole d’un tambour noir autochtone suivi du texte suivant : « Appuie la réconciliation grâce à de véritables partenariats économiques ». L’image intitulée « Résultats » est celle d’un cercle (dont les trois quarts sont de couleur bleu foncé, avec un quadrant d’un bleu plus clair se détachant dans la portion supérieure droite du cercle) avec une grosse coche jaune au milieu. Sous ce cercle figurent trois points comportant des données et du texte. Le premier point comporte les mots « 1,24 milliard de dollars en contrats accordés à des entreprises Autochtones » avec « 1,24 milliards de dollars » apparaissant en caractères gras et bleus. Le deuxième point comporte les mots « 6,1 % de tous les contrats du gouvernement du Canada » avec « 6’1 % » en caractères gras. Le troisième point comporte les mots « Plus de 2 800 entreprises inscrites au Répertoire des entreprises autochtones », avec « 2 800 » en caractères gras. Sous cette image figure le texte suivant : Pour en savoir plus, visitez Canada.ca/approvisionnement-entreprises-autochtones. Dans le coin inférieur gauche figure un dessin d’inspiration autochtone et le logo de Services aux Autochtones du Canada. Dans le coin inférieur droit figure le mot-symbole du gouvernement du Canada.

Étiquetage nutritionnel

Élevé en / High in
Sucres / Sugars
Santé Canada / Health Canada

MR. TIMPLETON

Élevé en / High in
Sucres / Sugars
Santé Canada / Health Canada

Tourbillons au miel

Valeur nutritive
pour 1 tasse (30 g)
Calories 170 % valeur quotidienne*

Lipides 0,5 g	1 %
saturés 0 g	0 %
+ trans 0 g	0 %
Glucides 40 g	14 %
Fibres 4 g	8 %
Sucres 20 g	20 %
Protéines 2 g	4 %
Sodium 160 mg	7 %
Potassium 75 mg	2 %
Calcium 0 mg	0 %
Fer 4,5 mg	25 %
Vitamine D 1 µg	5 %
Thiamine 0,6 mg	50 %
Niacine 2 mg	13 %
Vitamine B ₆ 0,175 mg	10 %
Folate 20 µg EFA	5 %
Panthothénate 0,45 mg	9 %
Phosphore 75 mg	6 %
Magnésium 20 mg	5 %
Zinc 0,5 mg	5 %
Manganèse 0,3 mg	13 %

* 5 % ou moins c'est peu, 15 % ou plus c'est beaucoup

Ingédients : Blé entier • Riz • Sucres (Sucre, miel, sirop d'orge malté) • Avoine entière • Son de blé • Maïs moulu • Sel • Arôme naturel et artificiel • BHT • Fer • Niacinamide • Chlorhydrate de thiamine • D-pantothénate de calcium • Chlorhydrate de pyridoxine • Acide folique • Cholecalcérol.

Contient : Du blé • De l'avoine • De l'orge.

Product of CANADA / Produit du CANADA
MR. TIMPLETON Inc.
Ottawa, ON K1A 1M3

465 g CÉRÉALES

SOURCE ÉLEVÉE DE FIBRES

Apprenez pour Mieux le Sucre
Information suggérée

L'image ci-dessus est une simulation de boîte de céréales présentant les différents éléments de l'étiquetage nutritionnel figurant sur les produits alimentaires emballés. Au centre figure l'image grand format d'une boîte de céréales de couleur jaune vif, sur laquelle on peut lire les mots « Tourbillons au miel » en caractères blancs, gras et italiques, au-dessus d'un bol de céréales. En haut à droite de l'image figure le symbole nutritionnel sur le devant de l'emballage, en bas à gauche, la mention « Source élevée de fibres » et en bas à droite, les mentions « 465 g » et « céréales ». À droite de cette image figure un exemple de ce à quoi ressemblerait le côté de la boîte. Dans la portion supérieure de cet exemple figure une version réduite du logo Tourbillons de miel, sous laquelle figure une simulation du tableau de la valeur nutritive. Sous ce tableau figure une liste des ingrédients contenus dans les céréales, et plus bas figurent les coordonnées permettant aux consommateurs de contacter l'entreprise pour toute question ou préoccupation concernant le produit. Dans le coin supérieur droit de cette image figure le symbole nutritionnel apposé sur le devant agrandi de l'emballage. On constate que ce symbole comporte une loupe et les mots « Élevé en », suivis d'une case vide, ainsi que « Sucres », également suivis d'une case vide. Au bas de ce symbole figurent les mots « Santé Canada ». À droite de cette image, figure un tableau de la valeur nutritive agrandi indiquant notamment la teneur en matières grasses, en glucides, en protéines, en cholestérol, de ces céréales. Sous ce tableau figure une version agrandie de la liste des ingrédients détaillant chacun des ingrédients contenus dans ces céréales.